

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

REGION DE L'ADAMAOUA

DEPARTEMENT DE MAYO BANYO

COMMUNE DE MAYO DARLE

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

ADAMAWA REGION

MAYO-BANYO DIVISION

MAYO-DARLE COUNCIL

GENERAL SECRETARY

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE MAYO-DARLE



Septembre 2011

SOMMAIRE :

SOMMAIRE :	2
RESUME	5
LISTE DES ABREVIATIONS :	12
LISTE DES TABLEAUX :	15
LISTE DES PHOTOS	16
LISTE DES FIGURES	17
LISTES DES ANNEXES	18
I. INTRODUCTION	19
1.1 Contexte et justification	20
1.2 Objectifs du Plan Communal de Développement de Mayo-Darlé	20
1.3 Structure du document	21
II. METHODOLOGIE	22
2.1 Préparation de l'ensemble du processus	23
2.1.1 Réalisation du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)	23
2.1.2 Réalisation du Diagnostic de l'Institution Communale (DIC)	23
2.1.3 Réalisation du Diagnostic Participatif au Niveau des Villages (DPNV)	24
2.2 Collecte des informations et traitement	25
2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie	26
2.4 Validation du rapport de consolidation	26
2.5 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	26
2.6 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	27
III. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	28
3.1 Localisation de la commune de Mayo-Darlé	29
3.2 Milieu biophysique	30
3.2.1 Relief et sols	30
3.2.2 Hydrographie	30
3.2.3 Végétation	30
3.2.4 Flore et faune	31
3.3 Milieu humain	32
3.3.1 Quelques repères historiques de la commune	32

3.3.2 Différents groupes ethniques et activités économiques	32
3.4 Principales infrastructures par secteur.....	32
3.4.1 Secteur santé	33
3.4.2 Secteur éducation de base.....	35
3.4.3 Secteur eau et énergie : Eau	40
3.4.4 Secteur enseignements secondaires.....	42
3.4.5 Secteur travaux publics	43
3.4.6 Secteur eau et énergie : Energie.....	43
3.4.7 Infrastructures marchandes	43
3.4.8 Secteur agriculture et développement rural.	44
3.4.9 Secteur élevage, pêche et industries animales.	44
3.5 Principales potentialités et ressources de la commune	45
IV SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC.....	48
4.1 Synthèse du DIC	49
4.1.1 Forces, faiblesses, opportunités/atouts, menaces de la commune	49
4.1.2 Axes de renforcement de la Commune.....	53
4.2 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur.	57
V.PLANIFICATION STRATEGIQUE.....	84
5.1 Vision et objectifs du Plan Communal de Développement.....	85
5.2 Cadre logique	- 86 -
5.2.1 Secteur : Agriculture et développement rural	- 86 -
5.2.2 Secteur : Elevage, pêche et industries animales.....	- 90 -
5.2.3 Secteur : Santé	- 94 -
5.2.4 Secteur : Travaux publics.....	- 99 -
5.2.5 Secteur : Education de base	- 102 -
5.2.6 Secteur : Culture.....	- 106 -
5.2.7 Secteur : Promotion de la femme et de la famille.....	- 109 -
5.2.8 Secteur : Affaires sociales.....	- 112 -
5.2.9 Secteur : Eau et énergie.....	- 115 -
5.2.10 Secteur : Enseignements secondaires.....	- 118 -
5.2.11 Secteur : Emplois et formations professionnelles.....	- 122 -
5.2.12 Secteur : Travail et sécurité sociale.....	- 125 -
5.2.13 Secteur : Tourisme	- 127 -
5.2.14 Secteur : Forêts et faune.....	- 129 -
5.2.15 Secteur : Environnement et protection de la nature.....	- 133 -
5.2.16 Secteur : Développement urbain et de l'habitat.....	- 137 -
5.2.17 Secteur : Domaines et affaires foncières.....	- 140 -
5.2.18 Secteur : Recherche scientifique et de l'innovation	- 143 -
5.2.19 Secteur : Commerce	- 145 -
5.2.20 Secteur : Jeunesse.....	- 147 -
5.2.21 Secteur : Sports et éducation physique	- 150 -
5.2.22 Secteur : Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	- 152 -
5.2.23 Secteur : Industries, mines et développement technologique	- 155 -
5.2.24 Secteur : Transports.....	- 157 -
5.2.25 Secteur : Poste et télé communication.....	- 160 -
5.2.26 Secteur : Communication	- 162 -
5.2.27 Secteur : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	- 164 -
5.2.28 Secteur : Enseignement supérieur	- 167 -

5.2.29 Secteur : Institution communale.....	- 169 -
5.2.30 Secteur : Economie locale.....	- 175 -
5.3 Coût estimatif du PCD	181
5.4 Esquisse du Plan d'Utilisation et de gestion des Terres (PUGT) de l'espace communal	183
VI. PROGRAMMATION	187
6.1 Cadre des Dépenses à Moyenne Terme (CDMT).....	188
Synthèse du Cadre des Dépenses à Moyen Terme	222
6.2.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables	224
6.2.2 Plan sommaire de gestion de l'environnement	228
6.3 Plan d'investissement Annuel (PIA).....	231
6.3.1. Ressources mobilisables.....	231
6.3.2 Programmation annuelle	234
6.3.3 Plan opérationnel des populations vulnérables	236
6.4 Plan de passation des marchés.....	237
VII. MECANISME DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-EVALUATION DU PCD ...	241
7.1 La mise en œuvre du PCD	242
7.1.1 Les acteurs de mise en œuvre du PCD	242
7.1.2 Les rôles des acteurs.....	242
7.2 Le dispositif de suivi-évaluation du PCD	243
7.2.1 Les acteurs du suivi-évaluation	243
7.2.2 Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD	244
7.3 Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA	244
7.4 Dispositifs, outils et fréquence du reporting.....	247
7.5 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	247
VIII PLAN DE COMMUNICATION.....	248
CONCLUSION.....	250
ANNEXES.....	252
BIBLIOGRAPHIE	256

RESUME

Le Gouvernement du Cameroun, avec l'aide des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, a mis en place depuis 2004 un important programme décentralisé participatif dénommé « Programme National de Développement Participatif » (PNDP) dont l'objectif global est d'améliorer les conditions de vie des populations en milieu rural, et notamment des plus défavorisées. Les Communes et les Communautés sont les bénéficiaires directes des actions du PNDP.

Le mode d'intervention du PNDP passe essentiellement par des Plans Communaux de Développement (PCD) élaborés de façon participative.

Dans sa méthodologie, le PNDP appuie les commissions de passation des marchés au niveau des communes dans la sélection des Organismes d'Appui Local (OAL) qui doivent accompagner celles-ci dans l'élaboration de leur plan de développement. C'est dans ce cadre que le Service d'Appui au Développement Rural (SADER) a été choisi sur appel à manifestation afin d'accompagner la commune de Mayo-Darlé dans l'élaboration de son PCD.

L'OAL SADER a effectivement démarré ses activités dans la commune et conformément au cahier de charges le liant avec ladite commune le 1^{er} décembre 2010. C'est ainsi qu'il a réalisé tour à tour le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC), le Diagnostic de l'Institution Communale (DIC) et le Diagnostic Participatif au Niveau Village (DPNV). Il ressort de ces diagnostics que :

La commune de Mayo-Darlé créée par décret 92/127/ du 26/06/1992 a une superficie de 1920 km² avec une population estimée à 23 054 (3^{ème} RGPH), soit une densité de 12 habitants au km² largement inférieure à la densité nationale qui est de 37,5. Cette population est répartie dans 52 villages. Son climat est de type soudano-guinéen caractérisée par une saison de pluie de sept mois (d'avril à octobre) et une saison sèche de cinq mois (novembre à mars). La pluviométrie dans cette commune est très abondante et on note les précipitations de l'ordre de 1500 à 1800 mm/an. Son relief est très accidenté variant d'une altitude comprise entre 726 m (Bamguéri) et 1 760 m (Guissimi).

Les différents groupes ethniques sont constitués des Kwandja, des Mambila, des Peul, des Haoussa, des Bororos, des Tikar, des Bansa, des Yamba, des Baya, des Bamiléké pour ne citer que ceux-là.

Cette population pratique comme principales activités économiques : l'élevage, l'agriculture, le commerce, l'apiculture et les activités du secteur informel. Sur le plan infrastructurel, la commune connaît un retard très considérable. Les seuls secteurs dotés d'infrastructures sont : l'éducation de base, les enseignements secondaires, l'eau et l'énergie, la santé, les travaux publics, l'élevage et l'agriculture sur les 28 secteurs possibles. En tant qu'institution, elle est confrontée à plusieurs faiblesses et contraintes dues à l'insuffisance des ressources humaines, financières et matérielles. Néanmoins, la commune dispose de plusieurs ressources naturelles dont les plus importantes sont : la colombo-tantalite (sous-produits des gisements de l'étain) dans la zone de Mayo-Darlé Mines, les pâturages, les terres cultivables, des forêts denses du côté de Bamguéri, des forêts galeries et des nombreux cours d'eau. Ces ressources malheureusement sont exploitées de façon anarchique.

Les résultats clés de ces diagnostics ainsi que les besoins prioritaires par secteur sont présentés dans le tableau suivant :

N°	Secteurs	Problèmes prioritaires	Besoins prioritaires identifiés
1.	Agriculture et développement rural	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des structures d'encadrement des agriculteurs ; - difficulté d'accès aux intrants et financement agricoles ; - faible organisation des agriculteurs ; - enclavement des zones de collecte des produits agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> - création de 03 postes agricoles et affectation des cadres dans les postes agricoles existants ; - appuis des agriculteurs en intrants et aux crédits agricoles ; - renforcement de la structuration des agriculteurs ; - création et entretien des pistes d'évacuation des produits agricoles.
2.	Elevage, pêche et industries animales.	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des CZCSV ; - difficulté d'accès aux intrants d'élevage et aliments de complémentarité ; - difficulté d'accès aux infrastructures d'élevage ; - dégradation des pâturages. 	<ul style="list-style-type: none"> - Création de 02 nouveaux CZCSV ; - Appuis des éleveurs en intrants d'élevage et aliments de complémentarité ; - construction des infrastructures d'élevage ; - amélioration des pâturages par la création des champs fourragers.
3.	Santé	<ul style="list-style-type: none"> - faible couverture de la commune en formations sanitaires ; - insuffisance d'infrastructures et équipements dans les formations sanitaires existantes ; - Insuffisance du personnel qualifié dans les formations sanitaires existantes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Création de 03 nouvelles de formations sanitaires ; - constructions des infrastructures et rééquipement des formations sanitaires ; - Affectation du personnel qualifié dans les formations sanitaires.
4.	Travaux Publics	<ul style="list-style-type: none"> - Pistes de désenclavement en mauvais état ; - Insuffisance des pistes rurales ; - insuffisance d'ouvrages d'arts sur 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien régulier de 177 km de routes rurales dans la commune ; - Ouverture de 185 km de pistes rurales ;

N°	Secteurs	Problèmes prioritaires	Besoins prioritaires identifiés
		certaines tronçons.	- construction de 42 ouvrages d'arts.
5.	Education de base	- Insuffisance d'écoles ; - Insuffisance des salles de classe ; - Insuffisance des table-bancs ; - insuffisance d'enseignants formés dans certaines écoles.	- Création de 10 nouvelles écoles ; - Construction de 16 blocs de deux salles de classe chacun ; - Augmentation de 1 850 table-bancs ; - Augmentation de 19 enseignants qualifiés.
6.	Culture	- Absence des foyers communautaires.	- Construction de 05 foyers communautaires.
7.	Promotion de la Femme et de la Famille	- Absence d'un centre de promotion de la femme et de la famille.	- Construction et équipement de 01 centre de promotion de la femme et de la famille.
8.	Affaires Sociales	- Absence d'un centre des affaires sociales ; - Insuffisance d'assistance apportée aux personnes vulnérables.	- Création, construction et équipement d'un centre des affaires sociales ; - Renforcement de l'assistance apportée aux personnes vulnérables.
9.	Eau et Energie : <u>Eau</u>	- insuffisance des points d'eau aménagés ; - Panne des points d'eau aménagés ; - panne du Scan Water ; - Manque de dynamisme de certains comités de gestion pour certains points d'eau aménagés.	- Construction d'au moins 68 points d'eau aménagés ; - dépannage de 05 points d'eau aménagés (03 forages et 02 puits) - dépannage du Scan Water et de ses 12 bornes fontaines ; - redynamisation de 16 comités de gestion.
10	Eau et Energie : <u>Energie</u>	- Absence d'électricité ; - faible puissance du groupe électrogène.	- Electrification rurale et vulgarisation des énergies renouvelables (plaques solaires) : - Acquisition d'un générateur ; - mise en place d'une centrale énergétique sur le micro barrage existant à Mayo-Darlé Mine.
11	Enseignements Secondaires	- Insuffisance d'établissements secondaires ; - Absence d'un établissement secondaire de l'enseignement technique ; - Insuffisance des salles de classe au lycée de Mayo-Darlé.	- Création, construction et équipement de 02 nouveaux CES ; - Création, construction et équipement d'un CETIC ; - Construction et équipement de 04 salles de classe.
12	Emploi et Formation Professionnelle	- Absence d'un centre de formation professionnelle (SAR/SM) publique et/ou privé ; - faible information et sensibilisation sur les opportunités d'emplois et d'auto emplois.	- Création, construction et équipement d'une SAR/SM ; - Renforcement de la sensibilisation des populations sur des projets du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle.

N°	Secteurs	Problèmes prioritaires	Besoins prioritaires identifiés
13	Travail et Sécurité Sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Non satisfaction liée au traitement salarial (salaire ne respectant pas le SMIG) ; - Non affiliation de la quasi-totalité des employés à la CNPS. 	<ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation des employeurs sur la nécessité d'attribuer à leurs employés des salaires respectant le code du travail ; - Sensibilisation et information des employeurs sur la nécessité de faire affilier leurs employés à la CNPS.
14	Tourisme	Enclavement des sites touristiques existants.	aménagement de 06 sites touristiques et promotion de ces sites.
15	Forêts et faune	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une pépinière communale ; - Déforestation causée par l'homme ; - Forêts sacrées existantes en voie de disparition. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une pépinière communale de 30 000 plants ; - mise en place d'une plate forme de concertation avec les différents chefs des villages ; - Protection des forêts sacrées existantes.
16	Environnement et Protection de la Nature	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des endroits insalubres par endroits ; - Les affaissements des berges des cours d'eau ; - Déforestation ; - Feux de brousse. 	<ul style="list-style-type: none"> - organisation des travaux communautaires d'hygiène et salubrité ; - Plantation des arbres le long des berges des cours d'eau ; - Plantation des arbres ; - Mise en place des comités de surveillance environnementale au niveau local.
17	Développement Urbain et Habitat	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'un plan d'urbanisation ; - Non aménagement des routes secondaires de la ville ; - L'inexistence du plan d'occupation de l'espace communale ; - Mauvais état des ponceaux dans la ville. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un plan d'urbanisation ; - Entretien d'environ 05 km de route ; - Mise en place d'un plan d'occupation des sols ; - Construction de 02 ponceaux du côté de Fada.
18	Domaines et Affaires Foncières	<ul style="list-style-type: none"> - Inexistence du patrimoine foncier pour le compte de la commune ; - inexistence d'un lotissement communal ; - inexistence d'un plan cadastral ; - ignorance de l'importance et des procédures d'immatriculation surtout au niveau des villages. 	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition d'un patrimoine foncier par l'exécutif communal et immatriculation des terrains communaux ; - acquisition d'un lotissement communal par l'exécutif communal ; - réalisation d'un plan cadastral par l'exécutif communal ; - sensibilisation et information des populations sur les procédures d'obtention d'un titre foncier.
19	Recherche Scientifique et Innovation	Insuffisance d'encadrement sur des thématiques spécifiques auprès des producteurs.	Renforcement l'encadrement des producteurs sur des thématiques spécifiques.
20	Commerce	Insuffisance d'infrastructures et d'équipements marchands.	Construction des infrastructures marchandes.
21	Jeunesse	- Faible sensibilisation sur les projets d'insertion des jeunes tels que : le	- renforcement de la sensibilisation et l'information sur les projets d'insertion

N°	Secteurs	Problèmes prioritaires	Besoins prioritaires identifiés
		PAJER-U et le PIFMAS ; - Manque d'organisation des stages de vacances dans la commune ; - Manque des centres multifonctionnels de promotion des jeunes.	des jeunes ; - Organisation chaque année des stages de vacances ; - Construction d'un centre multifonctionnel de promotion des jeunes.
22	Sports et Education Physique	- Manque d'infrastructures et équipements sportifs dans la commune ; - Manque d'un stade municipal ; - Insuffisance d'encadreurs dans le domaine sportif et de l'éducation physique en milieu scolaire et extra scolaire.	- Construction d'un mini complexe sportif ; - Construction et aménagement d'un stade municipal de football ; - Affectation d'une dizaine des encadreurs sportifs dans les écoles.
23	Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat	- Manque de structuration de certains acteurs évoluant dans ce secteur ; - Insuffisance de la qualification des acteurs du secteur ; - Manque de structure d'encadrement du secteur informel.	- Renforcement de la structuration des acteurs du secteur informel ; - Renforcement des capacités des acteurs du secteur ; - Création et construction d'une structure d'encadrement des acteurs du secteur informel.
24	Industries, Mines et Développement Technologique.	- Exploitation non contrôlée de la colombo-tantalite ; - Manque d'une carrière municipale de sable et graviers.	- Implication de la commune et des autorités traditionnelles dans la gestion de la colombo-tantalite ; - Création et implantation de 02 carrières (sable et graviers).
25	Transports	- Absence d'un parking aménagé pour motos ; - absence d'un parc de stationnement pour camions ; - Manque de formation des moto-taximen ; - Faible impact des campagnes de prévention et de sécurité routière.	- Aménagement d'un parking pour motos ; - Aménagement d'un parc de stationnement pour camions ; - Organisation des sessions de formation des moto-taximen ; - Instauration dans les programmes scolaires des notions sur la sécurité routière.
26	Postes et Télécommunications	- Télé centre communautaire polyvalent non fonctionnel ; - Manque d'un bâtiment pour le bureau de poste.	- Achat d'un groupe électrogène puissant pour faire fonctionner le télé centre communautaire polyvalent ; - construction et équipement d'un bâtiment de poste.
27		- Absence d'une radio communautaire ; - Absence d'une antenne relais FM.	- Création, construction et équipement d'une radio communautaire ; - Installation d'une antenne FM.
28	Administration	- Existence d'une zone d'insécurité ;	- Création et construction d'un poste de

N°	Secteurs	Problèmes prioritaires	Besoins prioritaires identifiés
	Territoriale, Décentralisation, Sécurité et Maintien Ordre	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des centres d'état civil ; - insuffisance de la logistique dans les services des forces de maintien de l'ordre. 	<ul style="list-style-type: none"> gendarmerie ; - Création de 03 nouveaux centres d'état civil ; - Dotation des forces de maintien de l'ordre en logistique.
29	Institution communale	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'un bâtiment abritant le siège de la Mairie ; - non implication des services décentralisés de l'Etat dans l'élaboration du budget communal ; - capitalisation du partenariat entre la commune et le FEICOM insuffisante ; - Personnel insuffisant et non qualifié conformément au nouvel organigramme des communes ; - malhonnêteté de certains agents de recouvrement des taxes communales ; - dépendance à plus de 50% des CAC. 	<ul style="list-style-type: none"> - construction d'un hôtel de ville ; - implication des services techniques de l'Etat dans l'élaboration du budget communal ; - entreprendre des initiatives de partenariat avec les organismes internationaux, les projets et programmes de développement disponibles dans la commune ; - élaboration et adoption d'un plan de formation pour le personnel communal ; - évaluation permanente des activités à travers le système de suivi local ; - mise en place d'une stratégie efficace de collecte des ressources financières.
30	Economie locale	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'organisation des acteurs de l'économie locale ; - manque d'infrastructures susceptibles de booster l'économie locale. 	<ul style="list-style-type: none"> - structuration des acteurs de l'économie locale ; - amélioration de l'offre susceptible de booster l'économie locale.

Une planification stratégique intégrant 29 secteurs ainsi que les axes de renforcement de la commune a été abordée. Dans cette planification des actions sont prévues en vue d'une part de renverser la tendance et de créer des conditions de vie meilleure aux populations de la commune de Mayo-Darlé et d'autre part de rendre l'institution très forte afin de s'arrimer efficacement à la mouvance de décentralisation. De façon globale, le coût estimatif de cette planification stratégique se chiffre à **18 063 000 000 (dix huit milliards soixante trois millions francs) CFA.**

Un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation a été organisé du 10 au 12 août 2011 afin de sortir le Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) par secteur et un Plan d'Investissement Annuel (PIA) pour le compte de la période d'août 2011 à août 2012 dont les coûts estimatifs sont respectivement **3 798 211 000 (trois milliards sept cent quatre vingt dix huit millions deux cent onze mille Francs CFA)** et **475 310 684 (quatre cent soixante quinze millions trois cent di mille six cent quatre vingt quatre)**. Pour mettre ce PIA en œuvre, la commune doit compter sur le PNDP, le FEICOM, le PIB et ses ressources propres.

Afin de responsabiliser davantage la commune dans la mise en œuvre de ce Plan Communal de Développement, un comité de suivi-évaluation constitué de 10 personnes chargé de mesurer le taux de réalisation des actions prévues d'une part, et d'autre part d'apprécier le niveau d'engagement de toutes les parties prenantes a été mis en place. En fin, le plan de communication qui doit permettre d'informer et sensibiliser tous les acteurs de l'existence du plan et de sa stratégie de mise en œuvre n'a pas été négligé.

LISTE DES ABREVIATIONS :

APEE : Association des Parents d'Elèves et des Enseignants
APESS : Association pour l'Elevage en Savane et au Sahel
AS : Aide Soignant
BCG : Bacille Calmette et Guerin
BIR : Bataillon d'Intervention Rapide
BIP : Budget d'Investissement Public
BT : Basse Tension
CAC : Centimes Additionnels Communaux
CAMTEL : Cameroon Telecommunication
CC : Comité de Concertation
CDMT : Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CE1 : Cours Elémentaire Première année
CE2 : Cours Elémentaire Deuxième année
CES : Collège d'Enseignements Général
CETIC : Collège d'Enseignements Techniques Industriels et Commercial
CM1 : Cours Moyen Première année
CM2 : Cours Moyen Deuxième année
CMA : Centre Médical d'Arrondissement
CNJ : Comité National de la Jeunesse
CNPS : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CP : Cours Préparatoire
CPFF : Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
CSI : Centre de Santé Intégré
CSPC : Centre de Santé Privé Catholic
CRTV : Cameroon Radio Télé Vision
CVA : Chaines à Valeurs Ajoutées
CZCSV : Centre Zootechnique et de Contrôle Sanitaire Vétérinaire
DAADR : Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural
DAO : Dossier d'Appel d'Offre
DDADER : Délégation Départementale de l'Agriculture et du Développement Rural
DDAS : Délégation Départementale des Affaires Sociales
DDDAF : Délégation des Domaines et des Affaires Foncières
DDDUH : Délégation Départementale du Développement Urbain de l'Habitat
DDEBASE : Délégation Départementale de l'Education de Base
DDEE : Délégation Départementale de l'Eau et de l'Energie
DDEFOP : Délégation Départementale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

DDEPAT : Délégation Départementale de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

DDEPIA : Délégation Départementale de l'Elévation, des Pêches et des Industries Animales

DDEPN : Délégation Départementale de l'Environnement et de la Protection de la Nature

DDESEC : Délégation Départementale des Enseignements Secondaires

DDFOF : Délégation Départementale des Forêts et Faune

DDFPROF : Délégation Départementale de la Femme et de la Promotion de la Famille

DDJEU : Délégation Départementale de la Jeunesse

DDMIDT : Délégation Départementale des Mines et du Développement Technologique

DDTOUR : Délégation Départementale du Tourisme

DDSEP : Délégation Départementale des Sports et de l'Education Physique

DDTP : Délégation Départementale des Travaux Publics

DEUG : Diagnostic de l'Espace Urbain Communal

DGSN : Délégation Générale de Sureté Nationale

DIC : Diagnostic Institutionnel Communal

DPNV : Diagnostic Participatif au Niveau Village

DP : Diagnostic Participatif

DSCE : Document de la Stratégie de l'Emploi et de la Croissance

ED : Electrification Décentralisée

EMPRICA : Ecole Maternelle Privée Catholique

EMPUB : Ecole Maternelle Publique

EP : Ecole des Parents

ENAM : Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature

EPS : Education Physique et Sportive

FEICOM : Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Inter Communal

FMO : Forces de Maintien de l'Ordre

GIC : Groupe d'Initiative Commune

GPS : Global Positionnal System

HIMO : Haute Intensité de Main d'Oeuvre

HCR : Haut Commissariat des Réfugiés

IB : Infirmier Brevété

IDE : Infirmier Diplôme d'Etat

IST : Infections Sexuellement Transmissibles

MARP : Méthode Active de Recherche Participative

MINCOM : Ministère de la Communication

MINDEF : Ministère de la Défense

MINEBASE : Ministère de l'Education de Base

MINEFOP : Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

MINESEC : Ministère des Enseignements Secondaires
MINFOF : Ministère des Forêts et de la Faune
MINPMESA : Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat
MINPOSTEL : Ministère des Postes et Télécommunication
MH : Motricité Humaine
MP : Micro Projet
MT : Moyenne Tension
MINTRANSPORT : Ministère des Transports
OAL : Organisation d'Appui Local
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OEV : Orphelins et Enfants Vulnérables
PAJER-U : Projet d'Appui aux Jeunes Ruraux et Urbains
PALCTAV : Projet d'Appui à la Lutte contre les Trypanosomes et leurs Vecteurs
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PCD : Plan Communal de Développement
PDIR :
PFNL : Produits Forestiers Non Ligneux
PIA : Plan d'Investissement Annuel
PIFMAS : Projet d'Insertion à la Fabrication des Matériaux Sportifs
PME : Petites et Moyennes Entreprises
PNDP : Programme National de Développement Participatif
PNDRT : Programme National de Développement des Racines et Tubercules
PNVRA : Programme National de Vulgarisation et des Recherches Agricoles
PUGDT : Plan d'Utilisation et Gestion Durable des Terres
PV : Procès Verbal
SADER : Service d'Appui au Développement Rural
SAR : Section Artisanale Rurale
SETRACAUCAM : Syndicat des Exploitants Transporteurs des Cars et Auto cars du Cameroun
SDE : Service Déconcentré de l'Etat
SIDA : Syndrome Immuno Déficitaire Acquis
SIL : Section d'Initiation à la Langue
SM : Section Menagère
SMIG : Salaire Minimum Inter professionnel Garantie
TDR : Termes Des Références
RAS : Rien à Signaler
VAA : Vaccin Anti Amaril
VAR : Vaccin Anti Rougeoleux

LISTE DES TABLEAUX :

Tableau 1 : répartition de la population de la commune de Mayo-Darlé	29
Tableau 2 : Situation des infrastructures dans la commune de Mayo-Darlé	33
Tableau 3 : Infrastructures sanitaires de la commune de Mayo-Darlé.....	33
Tableau 4: Situation des équipements sanitaires dans la commune de Mayo-Darlé .	34
Tableau 5 : Situation de l'aménagement des formations sanitaires dans la commune de Mayo-Darlé.....	34
Tableau 6: Etat des bâtiments des formations sanitaires de la commune de Mayo-Darlé.....	35
Tableau 7: Effectif des élèves dans les écoles de la commune Mayo-Darlé	36
Tableau 8 : Encadrement et équipement des établissements de la commune Mayo-Darlé.....	37
Tableau 9 : Etat général des bâtiments scolaires	37
Tableau 10 : Type de matériaux des bâtiments scolaires	38
Tableau 11 : Situation de l'aménagement des établissements scolaires de la commune de Mayo-Darlé.....	39
Tableau 12: Etat de fonctionnement des points d'eau dans la commune de Mayo-Darlé selon le milieu de résidence	41
Tableau 13 : Encadrement et équipement du lycée de Mayo-Darlé	42
Tableau 14 : Infrastructures marchandes de la commune de Mayo-Darlé.....	43
Tableau 15 : principales potentialités et ressources de la commune.....	45
Tableau 16 : Forces, faiblesses, les atouts/potentialités et menaces de la commune	49
Tableau 17: axes de renforcement de la commune.....	53
Tableau 18 : Principaux problèmes et besoins consolidés par secteur	57
Tableau 19 : Budget estimatif du PCD	181
Tableau 20 : Matrice de diagnostic des ressources naturelles de la Commune de Mayo Darlé	183
Tableau 21 : Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'atténuation envisageables	224
Tableau 22 : Plan sommaire de gestion de l'environnement	228
Tableau 23 : Ressources mobilisables et échéances.....	232
Tableau 24 : Synthèse du Plan d'Investissement Annuel (PIA).....	233
Tableau 25 : Programmation annuelle du PIA.....	234
Tableau 26 : Plan opérationnel des populations vulnérables.....	236
Tableau 27 : Plan de passation des marchés.....	237
Tableau 28 : Rôles des différents acteurs dans la mise en œuvre du PCD	242
Tableau 29 : Indicateurs de suivi du PIA.....	245
Tableau 30 : Plan de communication	249

LISTE DES PHOTOS

Photo 1: Les temps forts de l’atelier de formation en images1
Photo 2: Groupe des jeunes de Pangari1
Photo 3 : Groupe des femmes de Pangari.....1
Photo 4 : Groupe des adultes hommes.....1
Photo 5 : Restitution en plénière1
Photo 6 : Discours de clôture de Monsieur le Préfet.....1
Photo 7 : Travaux en commissions.....1
Photo 8 : Restitution des travaux de la commission N°31
Photo 9 : Mont Semdé vers le village Boumbo.....1
Photo 10 : Une forêt galerie du côté de Mayo-Seyni.....1
Photo 11 : Une salle de classe à l’école publique de Boumbo1
Photo 12 : Source Mandeville dans la localité de Pangari1
Photo 13 : Un puits abandonné à Boumbo1
Photo 14: Forage fonctionnel à Pangari.....1
Photo 15 : Vue de face du siège actuel de l’institution communale.....1

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Répartition de la population de la commune de Mayo-darlé	1
Figure 2 : Répartition des écoles dans la commune Mayo-Darlé	1
Figure 3 : Répartition des élèves dans les écoles primaires	1
Figure 4 : Etat de fonctionnement des points d'eau selon leur nature	1
Figure 5 : Etat de fonctionnement des points d'eau de la commune.....	1

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : DELIBERATION MUNICIPALE PORTANT VALIDATION DU PCD	253
Annexe 2 : FICHES DES PROJETS DU PIA	254
Annexe 3 : RAPPORT CONSOLIDE DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF	255

I. INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification

Depuis 1996, le Cameroun a inscrit la décentralisation dans son programme de développement comme un outil important de responsabilisation des communes à la base et de promotion du bien être de leurs populations. Le processus de décentralisation a connu un parcours historique en novembre 2008 avec la création des régions et la suppression des districts d'une part et le transfert des ressources et les compétences d'une partie de 14 départements ministériels aux collectivités décentralisées depuis 2011 d'autre part. Ce transfert des ressources et des compétences répond à la priorité de l'approfondissement de la décentralisation telle que mentionnée dans le DSCE.

Les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) n'étant pas suffisamment outillées pour aborder cette nouvelle donne de responsabilité, le gouvernement camerounais, avec l'appui de ses partenaires, s'est doté d'un outil important qui est le Programme National de Développement Participatif (PNDP) qui a pour mission de les accompagner dans ce processus. Le programme a donc pour but de permettre aux populations en milieu rural de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement afin d'améliorer durablement leurs conditions de vie. Les Communes et les Communautés sont les bénéficiaires directes des actions du PNDP. Il y intervient à travers les Organismes d'Appui Local (OAL), c'est dans ce contexte que le SADER (Service d'Appuis au Développement Rural) a été choisi pour accompagner la Commune de Mayo-Darlé dans l'élaboration de son Plan Communal de Développement (PCD).

1.2 Objectifs du Plan Communal de Développement de Mayo-Darlé.

De façon globale, l'objectif du PCD de Mayo-Darlé sera de guider l'ensemble des actions de développement de sa circonscription communale dans le but de favoriser la croissance et l'emploi. Plus spécifiquement, il permettra de :

- ❖ Faire des négociations avec des bailleurs de fonds ;
- ❖ Rechercher le partenariat avec les acteurs externes et internes ;
- ❖ Promouvoir la synergie d'actions entre les différents acteurs intervenant dans la circonscription communale ;
- ❖ Promouvoir la participation, la transparence, l'équité dans les choix des investissements et des actions de développement ;
- ❖ Elaborer aisément les plans de l'exécutif communal, des projets communaux et les budgets y afférents ;
- ❖ Promouvoir la solidarité et la complémentarité entre les acteurs de développement ;
- ❖ Prévenir les conflits ;

- ❖ Rechercher la cohérence entre les actions locales et les politiques sectorielles de l'Etat ;
- ❖ Former et renforcer les capacités des acteurs locaux ;
- ❖ Faire des prévisions budgétaires.

1.3 Structure du document

Le présent document de développement est la résultante de plusieurs travaux de diagnostic participatif effectué dans la commune de Mayo-Darlé et sera articulé autour des points suivants :

- Approche Méthodologique utilisée ;
- Présentation sommaire de la Commune ;
- Synthèse des résultats du diagnostic ;
- Planification stratégique ;
- Programmation ;
- Mécanisme de suivi-évaluation du plan ;
- Le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD ;
- Conclusion.

II. METHODOLOGIE

2.1 Préparation de l'ensemble du processus

La prise de contact entre l'exécutif communal/l'équipe dirigeante de la commune de Mayo-Darlé et l'OAL SADER a eu lieu le 1er décembre 2010 à Mayo-Darlé. Cette première rencontre nous a permis d'arrêter d'un commun accord la date du lancement officiel du processus d'élaboration du PDC qui a eu lieu le 30 décembre 2010 concomitamment avec le conseil municipal d'adoption du budget de la commune pour l'année 2011. Toujours ce premier jour de prise de contact avec l'exécutif communal, il y'a eu l'adoption d'un programme de travail consensuel.

Pour ce qui est des différents diagnostics effectués, l'approche méthodologique et les outils utilisés variaient d'un diagnostic l'autre. Néanmoins, l'approche participative intervenait quelque soit le type de diagnostic réalisé.

2.1.1 Réalisation du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)

L'approche méthodologique adoptée a commencé par une préparation relative à une séance introductive avec l'exécutif communal, certains cadres communaux et quelques conseillers résidents sur les objectifs du DEUC. Toujours par rapport à la préparation, les lettres d'introduction auprès des différents acteurs concernés par l'enquête avaient été au préalable produites ainsi que les outils et fiches de collecte des données auprès de ces acteurs. Pour ce qui est du diagnostic proprement dit, le comité de pilotage était à pied d'œuvre étant donné que c'est lui qui introduisait l'équipe des facilitateurs aussi bien auprès des différents corps de métiers qu'auprès des groupes des couches vulnérables et les leaders locaux. Avec ces acteurs, les entretiens se faisaient avec un groupe de chaque catégorie de personnes (cf feuilles de présence). L'approche participative était privilégiée et la langue foulfouldé était utilisée pour faciliter la compréhension.

Mis en forme : Espace Après :
10 pt, Interligne : 1,5 ligne

2.1.2 Réalisation du Diagnostic de l'Institution Communale (DIC)

Pour ce diagnostic, les étapes ci-après ont été abordées :

- Préparation pédagogique et administrative au sein de l'équipe de l'OAL ;
- le diagnostic proprement dit à travers des entretiens avec l'équipe dirigeante, quelques conseillers municipaux et les sectoriels. cette étape consistait aussi à exploiter et analyser les documents disponibles dans l'institution.

2.1.3 Réalisation du Diagnostic Participatif au Niveau des Villages (DPNV).

La restitution de la formation reçue lors de l'atelier de renforcement des capacités des OAL en planification communale à Meiganga a d'abord précédée les opérations de planification proprement dites au niveau des villages.



Photo 1: Les temps forts de l'atelier de formation

Dans les villages proprement dits, l'approche méthodologique adoptée consistait à des travaux de groupes représentatifs de toutes les catégories socioprofessionnelles de la communauté à savoir hommes, femmes, jeunes, riches, pauvres, éleveurs, agriculteurs, les séances plénières.



Photo 3 : Groupe des femmes de Pangari



Photo 2: Groupe des jeunes de Pangari



Photo 4 : Groupe des adultes hommes.

Les différentes restitutions se faisaient en plénières.



Photo 5 : Restitution en plénière

La conduite du processus participatif dans tous les 52 villages a principalement pris en compte la Méthode Active de la Recherche Participative (MARP). Cette MARP a permis de réunir les informations fiables à travers différents outils utilisés pour le diagnostic participatif ainsi que les fiches de collecte des données de base préalablement élaborées.

Les interviews semi structurées, les sondages d'opinions et les observations directes n'étaient pas de reste.

2.2 Collecte des informations et traitement.

Pour la réalisation aisée de chaque diagnostic, les données ont été collectées par les fiches préalablement préparées par le Programme National de Développement Participatif (PNDP) et expliquées à l'OAL lors de l'atelier de formation sus évoqué. Par la suite ces données ont été dépouillées manuellement, puis analysées dans l'ordinateur par le logiciel Excell sous Windows.

2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie.

Toutes les données collectées pendant la réalisation de ces trois diagnostics ont été consolidées dans les fiches de consolidation préparées par le PNDP en fonction des différents secteurs socio économiques de base. Quant à la cartographie, nous avons utilisé un système de reprographie à la Ronéo (imprimerie).

2.4 Validation du rapport de consolidation.

Les données collectées par secteur ont été consolidées selon un canevas proposé par le PNDP et ensuite enrichies et validées par chaque sectoriel dans son bureau. Quant à celles collectées au niveau de l'institution communale, elles ont été validées par l'équipe dirigeante de la commune. Les résultats du rapport de consolidation ont été beaucoup plus amendés et enrichis lors de l'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.

2.5 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.

Afin de définir le Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) et le Plan d'Investissement Annuel (PIA), un atelier de planification supervisé par le PNDP et présidé par le Préfet du département de Mayo-Banyo a été organisé du 10 au 12 août 2011 dans la salle de conférence de la sous-préfecture.



Photo 6 : Discours de clôture de Monsieur le Préfet

Bien avant la tenue de cet atelier, l'autorité administrative a été informée de la date de la tenue de cet atelier et des modalités pratiques. Des termes de référence, des invités ont été envoyés 05 jours avant aux sectoriels, aux conseillers résidants et tous les leaders locaux afin qu'ils s'imprègnent de la quintessence de l'atelier. Le jour de l'atelier proprement dit, 05 commissions ont été constituées (voir annexe). Chaque commission était présidée d'un conseiller municipal et avait comme rapporteur un sectoriel. Les travaux se déroulaient donc dans les commissions comme.



Photo 7 : Travaux en commissions

Quant aux restitutions, elles se passaient en plénière, ponctuées des débats et des amendements.



Photo 8 : Restitution des travaux de la commission

2.6 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.

De façon consensuelle, le Maire et ses conseillers ont désigné 10 personnes disponibles et surtout résidentes pour le suivi-évaluation du PCD. Avant leur désignation, le modérateur aura eu à expliquer chaque fois le rôle fastidieux qu'ils auront à jouer auprès de l'équipe dirigeante de la commune afin que les actions planifiées ne dorment pas dans les tiroirs.

III. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1 Localisation de la Commune de Mayo-Darlé.

La commune de Mayo-Darlé est située dans la région de l'Adamaoua, département de Mayo-Banyo elle est limitée :

- ❖ Au nord par la Commune de Banyo ;
- ❖ Au sud par la commune de Bankim ;
- ❖ A l'ouest par la République Fédérale du Nigéria ;
- ❖ Et à l'Est par la commune de Ngambé Tikar (région du centre).

Elle a été créée le 26 juin 1992 par décret N°92/127. D'après les derniers résultats du 3^{ème} recensement général des populations et de l'habitat, cette commune compte 23 054 âmes consignées dans le tableau suivant :

Tableau 1 : répartition de la population de la commune de Mayo-Darlé

Milieu	Masculin	Féminin	TOTAL
Urbain	3 707	3 786	7 493
Rural	7 469	8 092	15 561
TOTAL GENERAL	11 176	11 878	23 054

Source : 3^{ème} RGPH 20065

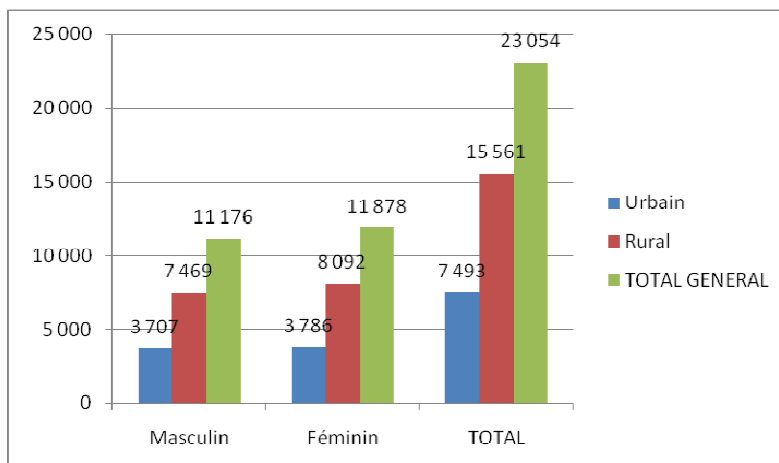


Figure 1: Répartition de la population de la commune de Mayo-darlé

Cette population est installée sur un territoire de 1920 km², soit une densité de 12 habitants au Km², largement inférieure à la moyenne nationale estimée à 37,5. Elle est répartie dans 52 villages.

Ces données de la population ne sont pas très loin de celles collectées auprès des populations pendant la réalisation des différents diagnostics participatifs qui estiment la

population de la commune à **23 137** âmes dont **6 800** en milieu urbain et **16 337** en milieu rural.

3.2 Milieu biophysique

3.2.1 Relief et sols

Le relief est très accidenté variant d'une altitude comprise entre 726 m (Bamguéri) et 1 760 m (Guissimi) forme un plateau constitué :

- des cuirasses ferrugineuses ;
- des sols inclinés constitués des formations superficielles ;
- un modèle d'interfluves émoussés associé de glaise.



Photo 9 : Mont Semdé vers le village Boumbo

Les sols sont essentiellement ferrallitiques, argileux, argilo-sableux, limono-argileux ou limono sableux.

3.2.2 Hydrographie et climat

La commune a un réseau hydrographique dense dont les principaux cours d'eau sont : Mayo-Darlé, Mayo-Seyni, Mayo-Boumbo, Mayo Mbalyara, Mayo-NguéNgué, Nyawa convergeant vers le Mbam. La plupart des villages situés à proximité de ces cours d'eau portent leur nom. Le climat de cette commune soudano-guinéen avec deux saisons :

- une saison des pluies qui dure 7 mois, elle commence en avril et se termine au mois d'octobre ;
- une saison sèche de 4 à 5 mois qui va de novembre à février.

3.2.3 Végétation

La végétation est très contrastée. Sur les plateaux, elle est essentiellement constituée de la savane arbustive et arborée constituée de *Annona senegalensis*, *Harungana madagascariensis*, *Piliostigma thonningii*, *Hymenocardia acida*, *Entanda africana*, *Ficus spp*,

Terminalia glaucescens, *Daniellia oliveri*, *Lophira lanceolata*. La savane herbeuse existe par endroit notamment au sommet des montagnes. Dans les vallées, nous avons des forêts galeries avec la présence de grands arbres, caractéristiques des *Khyaya grandifolia*, des *Mitragina atrata* et des *Azalia spp.*



Photo 10 : Une forêt galerie du côté de Mayo-Seyni

La végétation herbacée constituante majeure de la savane herbeuse est peuplée des *Andropogonées*, *Cypéracées*, *Pennissetum sp*, etc. ces grandes familles ne constituent que les groupements ou Associations végétales dont le cortège floristique est innombrable.

3.2.4 Flore et faune

Les différentes formations végétales de la commune regorgent de multiples espèces fauniques entre autres les primates (les babouins, les magistrats etc...), les antilopes, les buffles, les hyènes, les phacochères, les reptiles et les oiseaux.

L'inventaire des espèces fauniques et floristiques de la Commune se présente de la manière suivante :

❖ Espèces fauniques

Comme reptiles, on peut rencontrer les varans, les serpents boa, les najas, les varans, les vipères et les mambas verts.

Les mammifères sont : les phacochères, les hyènes, les buffles, les cynocéphales, les antilopes, les biches, les singes et les pangolins.

Les oiseaux sont : les pintades, les pigeons, les charognards, les perdrix et les cailles.

❖ Espèces floristiques

Dans la commune surtout du côté Est (Bamguéri), on note la présence des grands arbres comme : le *pachyloba*, l'iroko (*Chlorophora excelsa*), le *colon*, les *vitex* et *Daniella oliveri*.

3.3 Milieu humain

3.3.1 Quelques repères historiques de la commune

Les premiers occupants de la commune étaient les Kwandja. La ville de Mayo-Darlé commence à prendre corps vers 1920 avec l'exploitation de l'étain à Mayo-Darlé Mines d'où la main d'œuvre venait de partout : les bamoun, les tikars, les yamba, les baya, les laka. Quant aux foubé, ils étaient beaucoup intéressés par le commerce. C'est ainsi qu'un commerçant connu sous le nom d'Aboubakar se détacha de Mayo-Darlé Mine en 1952 pour s'installer à Mayo-Darlé village qui signifie « rivière des palmiers » en foulfoudé. Le lamido de Banyo voyant l'évolution du village, envoya l'un de ses notables du nom de Nyaouré agriculteur de son état pour venir s'installer dans le petit quartier appelé Pendeng.

Depuis la création de cette commune en 1992, elle a connu 07 autorités administratives dont 06 Chefs de District et 01 Sous-préfet encore en fonction. Quant aux dirigeants de la commune, de 1996 à nos jours ils ne sont que 02 à savoir : IBRAHIMA GUEBI de 1996 à 2002, BEIYA Joseph de 2002 à 2007 et IBRAHIMA GUEBI de 2007 à nos jours.

3.3.2 Différents groupes ethniques et activités économiques

Les groupes ethniques présents dans la commune sont constitués des Foulbé, des Tikar, des Mambila, des Kwandja, des Yamba, des Banso, des Bamiléké, des Baya, des Bororos, des Haoussa, des Bamoun et des d'autres allogènes venus du grand sud, du nord et de l'extrême-nord. L'islam, le catholicisme, le protestantisme et l'animisme sont les groupes religieux les plus importants. Quant aux activités économiques, les plus pratiquées sont l'agriculture, l'élevage, l'apiculture, le petit commerce, l'artisanat et l'exploitation artisanale de la colombo-tantalite.

3.4 Principales infrastructures par secteur.

Dans toute la commune, les seuls secteurs dotés d'infrastructures sont : l'éducation de base, les enseignements secondaires, l'eau et l'énergie, la santé, les travaux publics, l'élevage et l'agriculture sur les 28 secteurs possibles. Le nombre de ces infrastructures par milieu et par secteur sont présentés dans le tableau 2.

Tableau 2 : Situation des infrastructures dans la commune de Mayo-Darlé

Secteurs	Type d'infrastructures	Urbain	Rural	Total
Education de base	Ecole primaire	5	23	28
	Ecole Maternelle	3	0	3
Santé	Centre de Santé Intégré	1	3	4
	Centre Médical d'Arrondissement	1	0	1
Eau et énergie : Eau	Forages	13	6	19
	Puits	2	5	7
	Source d'eau aménagée	1	0	1
	Adduction d'eau (bornes fontaines)	12	0	12
Eau et énergie : Energie	Electrification rurale	1	0	1
Enseignement secondaires	Lycée	1	0	1
Travaux publics	Routes rurales (en km)	0	230,3	230,3
	Route nationale N°6 bitumée (en km)	1	2,4	3,4
	Route nationale N°6 en terre (en km)	3	14,3	17,3
	Ouvrages d'arts	2	8	10
L'élevage	CZCSV	1	2	3
Agriculture	Poste agricole	0	3	3
	Délégation d'arrondissement d'agriculture et du développement rural.	1	0	1
Poste et télécommunication	Télé centre communautaire polyvalent	1	0	1
	Antenne MTN	1	1	2
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Brigade de gendarmerie	1	0	1
	Commissariat spécial	1	0	1
Développement urbain et de l'habitat	Routes secondaires de la ville	6	0	6
	Ouvrages d'arts	4	0	4

Source : Résultats du diagnostic 2011

3.4.1 Secteur santé

La commune de Mayo-Darlé ne dispose que de 05 formations sanitaires dont 01 CMA et 04 centres de santé intégrés parmi lesquels un privé.

Tableau 3 : Infrastructures sanitaires de la commune de Mayo-Darlé

Type de formations sanitaires	Urbain	Rural	Total
Centre Médical d'Arrondissement	01	00	01
Centre de Santé Intégré	01	03	04
TOTAL	02	03	05

Source : Résultats du diagnostic 2011

Le milieu rural est très lésé dans cette répartition, raison de créer 02 nouveaux centres de santé dans 02 villages de la commune.

Tableau 4: Situation des équipements sanitaires dans la commune de Mayo-Darlé

Formation sanitaire	Lit	Labo	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur
CMA de Mayo-Darlé	14	1	1	1	1
CSPC de Mayo-Darlé	46	1	1	1	1
CSI de Ribao	0	1	1	1	1
CSI de Boumbo	0	0	0	0	0
CSI de Mayo-Djinga	0	0	0	0	0
TOTAL	60	3	3	3	3

Source : Résultats du diagnostic 2011

Il se dégage de ce tableau les besoins en équipements ci-après : 60 lits, 02 laboratoires, 02 pharmacies et 02 réfrigérateurs.

Tableau 5 : Situation de l'aménagement des formations sanitaires dans la commune de Mayo-Darlé

Formation sanitaire	Existence de points d'eau	Dispose de latrines	Existence d'une clôture	Existence d'un dispositif de traitement des déchets	Existence d'un logement d'astreinte	Reboisement effectué dans le site
CMA de Mayo-Darlé	0	9	1	P	N	N
CSPC de Mayo-Darlé	1	6	1	P	O	N
CSI de Ribao	1	2	0	M	N	N
CSI de Boumbo	0	0	0	M	N	N
CSI de Mayo-Djinga	0	3	0	M	N	N
TOTAL	2	20	2			

Source : Résultats du diagnostic 2011

CSI : Centre de Santé Intégré ; **CMA** : Centre Médical d'Arrondissement ; **CSPC** : Centre de Santé Privé Catholique ; **B** : Bon ; **P** : Passable ; **M** : Mauvais ; **O** : Oui ; **N** : Non.

Le tableau 2 nous ressort immédiatement les besoins en aménagements dans les différentes formations sanitaires de la commune de Mayo-Darlé en conformité avec les normes du Ministère de la santé publique. Ces besoins sont :

- Construction de 03 points d'eau ;
- Construction de 06 latrines ;
- Aménagement de 03 clôtures ;
- Construction de 05 incinérateurs pour le traitement des déchets ;
- Construction de 04 logements d'astreinte pour les chefs des formations sanitaires ;
- Le reboisement de toutes les 05 formations sanitaires.

Tableau 6: Etat des bâtiments des formations sanitaires de la commune de Mayo-Darlé

Formation sanitaire	Nombre total de bâtiments	Nombre de bâtiments		
		Bon	Passable	Mauvais
CMA de Mayo-Darlé	4	B	/	/
CSPC de Mayo-Darlé	4	B	/	/
CSI de Ribao	1		P	/
CSI de Boumbo	0	/	/	/
CSI de Mayo-Djinga	1	B	/	/
TOTAL	9			

Source : Résultats du diagnostic 2011

Pour ce qui est des bâtiments, la commune de Mayo-Darlé a besoin : de la construction d'un bâtiment à Boumbo et de la réhabilitation d'un bâtiment à Ribao.

3.4.2 Secteur éducation de base

Pour ce qui est de l'éducation de base, la commune de Mayo-Darlé est dotée de 30 écoles primaires dont 02 écoles des parents et 03 écoles maternelles toutes en milieu rural.

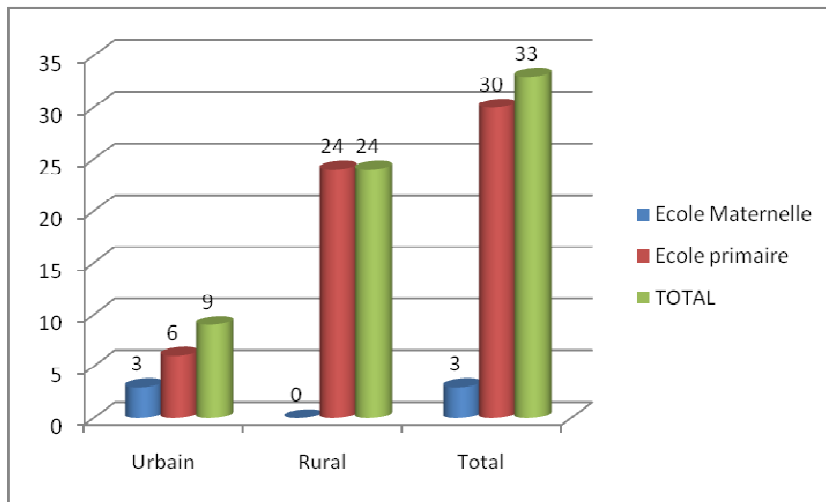


Figure 2 : Répartition des écoles dans la commune Mayo-Darlé

Cette figure nous illustre que 29 villages ne dispose d'aucune école publique d'où la nécessité de créer encore 10 nouvelles écoles publiques en milieu rural et une école publique en milieu urbain.

Tableau 7: Effectif des élèves dans les écoles de la commune Mayo-Darlé

Type d'écoles	Filles	Garçons	Total élèves
Ecole Maternelle	78	90	168
Ecole primaire	2498	3520	5998
TOTAL GENERAL	2 576	3 610	6 166

Source : Résultats du diagnostic 2011

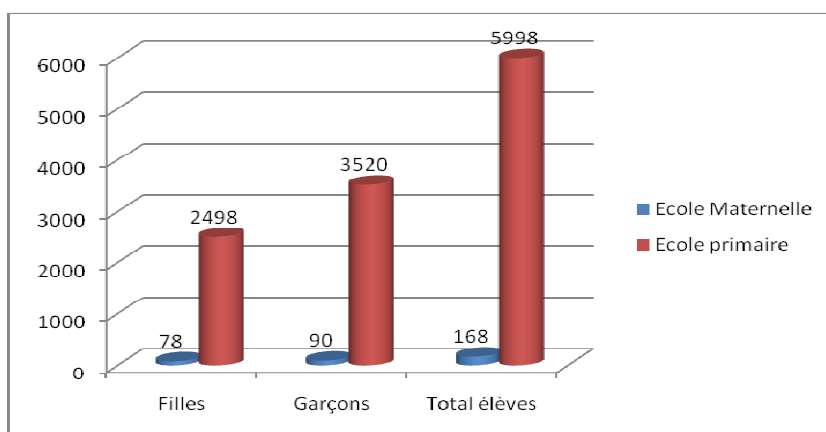


Figure 3 : Répartition des élèves dans les écoles primaires

Tableau 8 : Encadrement et équipement des établissements de la commune Mayo-Darlé

Type d'écoles	Effectif élèves	Nbre d'enseignants	Nbre de salles de classe	Nbre de tables bancs	Ratio Elèves / Enseignant	Ratio Elève / Salles de classe	Ratio Elèves/places assises
Ecole Maternelle	168	06	5	121	30,16	34,3	1,69
Ecole primaire	5998	94	79	1483	63,80	81,05	2,02
TOTAL	6 166	100	84	1 604	61,6	73,40	1,855

Source : Résultats du diagnostic 2011

De ce tableau, il ressort que les écoles primaires de la commune de Mayo-Darlé sont dépourvues d'infrastructures et équipements parce que logiquement avec un effectif total de 5998 élèves, on s'attendrait à :

- 100 salles de classe au lieu de 79, donc il se dégage un besoin de 21 salles de classe pour passer le ratio élèves/salles de classe de 81,05 à 60 ;
- 2999 table-bancs au lieu de 1483 table-bancs, on note un gap de 1850 table-bancs à combler pour faire passer le ratio élèves/ place assise de 2,02 à 1 ;
- Que le ratio élèves/enseignants soit de 60 au lieu de 81,05 d'où le besoin de 19 enseignants formés. Des 94 enseignants, 22 sont maîtres des parents dont 19 sont formés, 63 sont des contractuels et 09 sont fonctionnaires.

Quant à la situation des écoles maternelles, le problème reste l'insuffisance des chaises (petites chaises pour enfants) dans les écoles maternelles publiques et bilingue. Dans ces écoles, il faut augmenter 24 chaises afin que le ratio élèves/ places assises à l'école maternelle passe de 1,69 à 1.

Tableau 9 : Etat général des bâtiments scolaires

Type d'écoles	Bon	Passable	Mauvais	Total
Ecole Maternelle	05	0	0	05
Ecole primaire	36	31	28	95
TOTAL GENERAL	41	31	28	100

Source : Résultats du diagnostic 2011

Des 28 bâtiments mauvais, 20 sont en matériaux provisoires (banco/seko/poto) et 08 peuvent être réhabilités. De même, le besoin de faire des réfections sur les 31 bâtiments passables se fait déjà sentir.

Tableau 10 : Type de matériaux des bâtiments scolaires

Nom de l'école	Nombre de salles de classe				Total
	Séko/Banko /poto poto	Planche	Sémi-dur	Dur	
EPUB NYALANG	2	0	0	0	2
EPUB BOUMDO	1	0	0	2	3
EPUB GUISSIMI	0	0	0	2	2
EPUB PANGARI	0	0	0	6	6
EPUB TAPARE	0	0	1	4	5
EPUB WOURO GATTA	1	0	0	0	1
EPUB HORE MAYO DARLE	0	0	0	2	2
EP BONOUKOU	1	0	0	0	1
EPUB BAMGUERI	1	0	0	0	1
EPUB MAYO SEINI	0	0	0	0	0
EPUB MAYO GNIDOUNGA	2	0	0	0	2
EPUB YIMBERE PLATEAU	0	0	0	2	2
EPUB MBILANG	1	0	0	0	1
EPUB YOLI	0	0	0	2	2
EPUB NYAWA I	0	0	0	2	2
EPUB NYARA GUESSAM	0	0	0	2	2
EPUB HAMOA	1	0	0	0	1
EPUB BAMBOL	2	0	0	0	2
EPUB WOURO YOBI	3	0	0	2	5
EPUB YIMBERE CHEFFERIE	2	0	0	0	2
EPUB GBWAYA YAMBA	0	0	0	1	1
EPUB NYAWA SAKADJE	0	0	0	2	2
EPUB RIBAO	0	0	0	8	8
EPUB MAYO DJINGA	0	0	0	10	10
EPUB GPII	0	0		7	7
EPUB GPI	0	0	0	14	14
EPUB GB	0	0	0	5	5
EPUB GPIII	0	0	0	4	4
EP	2	0	0	0	2
EPUB CATHO	0	1	0	1	2

Nom de l'école	Nombre de salles de classe				Total
	Séko/Banko /poto poto	Planche	Sémi-dur	Dur	
EM PRI CA	0	0	0	2	2
EM PUB	0	0	0	2	2
EM B	0	0	0	1	1
TOTAL GENERAL	19	1	1	83	104

Source : Résultats du diagnostic 2011

Le tableau 11 nous édifie que 10 écoles ne disposent d'aucune salle de classe en matériaux définitifs. On note immédiatement le besoin de construire au moins un bloc de 02 salles de classe pour chacune de ces écoles. Toutes ces écoles sont situées en milieu rural. Par ailleurs, les salles de classe sont insuffisantes dans 13 écoles à cycle complet. Ces écoles manifestent le besoin de 21 salles de classe afin que le ratio élèves/salles de classe soit respecté.



Photo 11 : Une salle de classe à l'école publique de Boumbo

Tableau 11 : Situation de l'aménagement des établissements scolaires de la commune de Mayo-Darlé

Type d'écoles	Aménagements					Total
	Disposant d'un point d'eau	Disposant de latrine	Ayant de bacs à ordures	Muni d'une clôture	Ayant bénéficié d'un reboisement	
Ecole Maternelle	1	9	0	1	1	12
Ecole primaire	2	3	0	1	1	7
TOTAL GENERAL	3	12	0	2	2	19

Source : Résultats du diagnostic 2011

Pour ce qui est de l'aménagement des écoles de la commune de Mayo-Darlé, beaucoup reste encore à faire. On peut citer entre autres :

- La construction de 30 points d'eau aménagés ;
- La construction d'un bloc au moins de 03 latrines dans 21 écoles ;
- La disposition d'au moins 04 bacs ordures dans toutes les écoles ;
- La construction de 31 clôtures dans les écoles concernées ;
- Le reboisement de 31 écoles.

3.4.3 Secteur eau et énergie : Eau

Comme infrastructures hydrauliques, la commune de Mayo-Darlé est dotée des forages, des puits, des sources et d'une adduction d'eau.

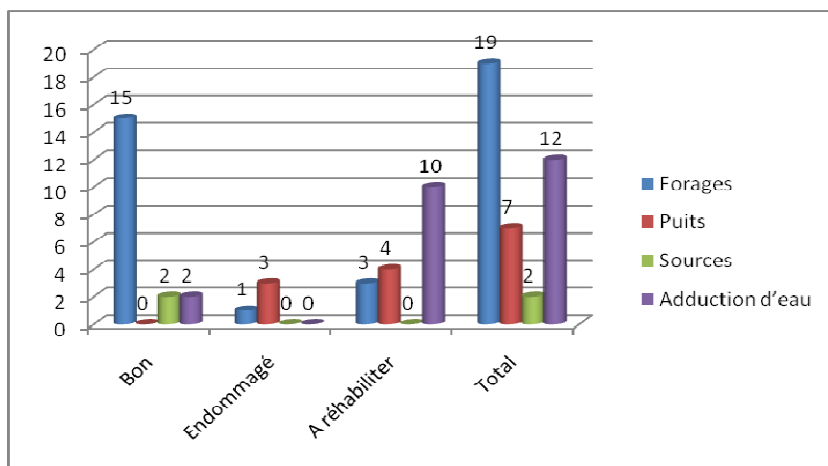


Figure 4 : Etat de fonctionnement des points d'eau selon leur nature

De nos jours, la commune de Mayo-Darlé ne dispose que de 19 points d'eau aménagés et présente le besoin de réhabiliter 17 autres.



Photo 13 : Un puits abandonné à Boumbo



Photo 12 : Source Mandeville dans la localité de Pangari

Tableau 12: Etat de fonctionnement des points d'eau dans la commune de Mayo-Darlé selon le milieu de résidence

Milieu de résidence	Effectif de la population	Etat de fonctionnement			Total
		Bon	Endommagé	A réhabiliter	
Urbain	7 493	13	03	12	28
Rural	15 561	6	1	5	12
TOTAL	23 054	19	4	17	40

Source : Résultats du diagnostic 2011

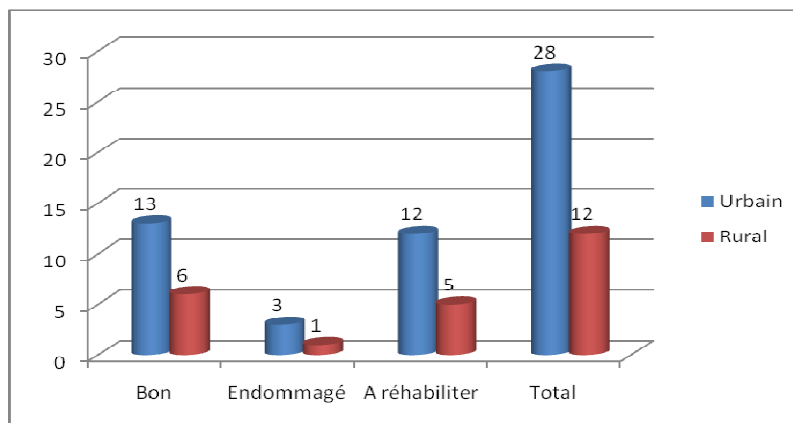


Figure 5 : Etat de fonctionnement des points d'eau de la commune

En fonction de la taille de la population et selon le lieu de résidence, les besoins en infrastructures hydrauliques varient. C'est ainsi qu'en appliquant les normes de ce secteur qui voudraient qu'une infrastructure soit construite autour de 300 personnes, le milieu urbain a encore besoin de 12 points d'eau aménagés en considérant les 13 bons actuels. Quant au milieu rural, le besoin est criard étant donné qu'il présente le besoin de 46 points d'eau soit un total de 58 infrastructures hydrauliques pour toute la commune. En réhabilitant les 17 points d'eau, on aura qu'à ne construire que 41 forages.



Photo 14: Forage fonctionnel à Panqari

3.4.4 Secteur enseignements secondaires

La commune de Mayo-Darlé ne dispose que d'un seul établissement secondaire situé en milieu urbain. Au cours de l'année académique 2010-2011, ce lycée avait un effectif de 400 élèves soit 89 filles et 311 garçons.

Tableau 13 : Encadrement et équipement du lycée de Mayo-Darlé

Type d'établissement	Effectif élèves	Nbre d'enseignants	Nbre de salles de classe	Nbre de tables bancs	Ratio Elèves / Enseignant	Ratio Elève / Salles de classe	Ratio Elèves / places assises
Lycée	400	20	11	226	/	36,3	1
TOTAL	400	20	11	226	/	36,3	1

Source : Résultats du diagnostic 2011

En terme d'équipements, le lycée de Mayo-Darlé ne souffre que d'une insuffisance de 03 salles de classe si nous considérons que chaque niveau au secondaire a besoin de 02 salles de classe au moins en fonction de l'effectif des élèves. Des 20 enseignants, 17 sont PLEG et 03 sont vacataires.

Pour ce qui est de l'état des bâtiments scolaires, 06 sont encore en bon état alors que 05 sont passables et demandent déjà à être réhabilités.

Quant à la situation des aménagements, le tableau demeure à nos jours sombres. Nous notons à ce point la présence d'un bloc de 03 latrines et la présence de quelques arbres reboisés. Les besoins suivants se présentent :

- La construction d'un point d'eau aménagé ;
- La construction d'un bloc au moins de 03 latrines ;
- La disposition d'au moins 10 bacs ordures dans l'enceinte du lycée ;

- La construction d'une clôture ;
- L'augmentation des arbres au lycée ;
- L'aménagement des aires de jeux ;
- La construction d'un bâtiment d'astreinte pour le chef d'établissement.

3.4.5 Secteur travaux publics

La commune de Mayo-Darlé est desservie de 256 km de routes dont 38 km de routes nationales et 218 km de routes rurales toutes impraticables en saison des pluies. Des 38 km de routes nationales, 20, 7 km sont bitumées et 17,3 km sont en terre. Pour que les 1.920 km² de superficie de la commune soient désenclavés complètement, il faudra réhabiliter 60 km de route, entretenir chaque année 117 km de route en terre et ouvrir 185 km de pistes rurales.

En terme d'ouvrages d'arts, seulement 09 dont 03 sont en très mauvais état sont construits sur les différents cours d'eau qui traversent les différents tronçons. Pour satisfaire les besoins en ouvrages d'arts, à terme, il faudra construire 22 ponts et 15 buses.

3.4.6 Secteur eau et énergie : Energie

Seul le centre urbain de Mayo-Darlé, a bénéficié depuis le 20 mai 2009 de l'électrification décentralisée. Cette électrification ne parvient pas à résoudre complètement le problème de manque en énergie électrique dans la ville de Mayo-Darlé, puisque le courant n'est que disponible à Mayo-Darlé de 18h30mn à 23h30mn. Il y'a donc nécessité de soit renforcer le générateur actuel d'un autre plus puissant, soit de construire une centrale thermique dans le micro barrage de Mayo-Darlé Mines.

3.4.7 Infrastructures marchandes

Les seules infrastructures marchandes qu'on peut retrouver dans la commune de Mayo-Darlé sont les marchés pour la plupart périodiques (en milieu rural), les marchés à bétail, les magasins de stockage et les parcs à bétail pour ne citer que ceux-là.

Tableau 14 : Infrastructures marchandes de la commune de Mayo-Darlé

Type d'infrastructures	Urbain	Rural	Total
Marché/complexes	1	5	6
Gare routière	1	0	1
Parc à bétail	1	1	2
Marché à bétail	1	5	6
Aire d'abattage	1	0	1
Magasin de stockage	2	2	4
Agence de voyage	3	0	3
TOTAL	10	13	23

Source : Résultats du diagnostic 2011

En dehors des magasins de stockage qui sont construits en matériaux définitifs grâce au PAM, le reste d'infrastructures marchandes sont en matériaux précaires et exigent leur construction.

3.4. 8 Secteur agriculture et développement rural.

Dans l'ensemble de la commune, ce secteur dispose d'infrastructures suivantes :

- ✚ Une délégation d'arrondissement d'agriculture et du développement rural pas construit ;
- ✚ De 03 postes agricoles dont 02 ne sont pas construits ;
- ✚ De 04 magasins de stockage.

3.4.9 Secteur élevage, pêche et industries animales.

Bien qu'étant l'une des principales activités économiques de la commune, le secteur élevage ne présente que des infrastructures ci-après :

- ✚ 03 centres zootechniques et de contrôle sanitaire et vétérinaire dont 02 situés en milieu rural ne sont pas construits ;
- ✚ 05 marchés à bétail, tous en matériaux provisoires ;
- ✚ 24 parcs vaccino-gènes parmi lesquels seulement 08 sont en matériaux définitifs ;
- ✚ 02 parcs à bétail en matériaux précaires.

3.5 Principales potentialités et ressources de la commune

Tableau 15 : principales potentialités et ressources de la commune

Ressources naturelles	Localisation	Potentiels	Utilisation / Utilisateurs	Mode de Gestion	Problèmes / Contraintes
Colombo-tantalite	Mayo Darlé Mine, ancien site	Le potentiel est encore important	Les riverains constitués des hommes et de femmes, et les Nigériens	Gestion anarchique et abusive	Exploitation artisanale et non réglementée
Sable	Dans tous les villages + le centre urbain	Petites exploitations familiales	Les riverains constitués des hommes	Gestion anarchique	Exploitation anarchique et abusive du site
Cours d'eau	Dans tous les villages + le centre urbain	Pêche de subsistance,	Les riverains constitués des hommes et de femmes	Gestion anarchique	Mauvaises techniques de pêches (utilisation des filets non réglementaires)
Lacs	Hamoá, Bambol, Bamguéri, Nyalang, Marché Mondial, Mayo-Kouladji, Nyawa I, Sindéré Djam, Boum I, Nyara Guessam, Ngomdjor et Bonoukoum.	Le potentiel encore non exploité	Pêche par les riverains	Gestion anarchique	Mauvaises techniques de pêches (utilisation des filets non réglementaires)
Mares	Magadjang, Yoli, Badjang, Satabé	Le potentiel encore à exploiter	Pêcheurs autochtones	Abreuvement des bêtes en saison sèche	Tarissement en saison sèche, envasement

Ressources naturelles	Localisation	Potentiels	Utilisation / Utilisateurs	Mode de Gestion	Problèmes / Contraintes
Marécages	La quasi-totalité des villages + le quartier Tacha	Zone de culture maraîchère et tubercule, disponibilité de raphia + bois	Utilisation des bois pour la construction, cultures maraîchères et extraction du vin de raphia.	Gestion anarchique et abusive	Surexploitation du raphia et de bois
Bas fonds	Tous les villages et les quartiers : Faadah, Tacha, Ngandap 1, Ngandap 2, résidentiel 1 et 2	Pratique de la sylviculture de l'agroforesterie et le maraîchage	Populations locales et riveraines	Gestion anarchique	Mauvaises techniques culturales, dévastation des cultures par les bœufs
Sites touristiques (monts, grottes et chutes)	Presque tous les villages	Le potentiel à 100 % non encore exploité à but touristique	RAS	Aucune gestion pour le moment	Accès difficile à cause de l'enclavement
Pâturage	Tous les villages	Moins important	Élevage du gros bétail et des petits ruminants	Contrôlé par les chefs traditionnels	Envahissement du pâturage par le <i>bokassa grass</i> , feux de brousse précoces ou tardifs et incontrôlés
Terres cultivables	Tous les villages	Plus de 80 % de terre encore non cultivée	Cultures vivrières (maïs, manioc, arachide, patate etc...).	Gérées par les chefs de famille et les autorités administrative et traditionnelle.	Dévastation des cultures par les bœufs, les inondations, érosion pluviale, diminution de la fertilité du sol, acidité du sol due à l'utilisation des engrais chimiques sur certains sols.

Ressources naturelles	Localisation	Potentiels	Utilisation / Utilisateurs	Mode de Gestion	Problèmes / Contraintes
Forêts sacrées	Bambol, Mbanguéri, Mboumbo, Nyalang, Labaré, Nyawa 1, Mayo Djinga, Nyogo, Pangari, Badjang, Boum 1, Nyara Nguessam, Kavari, Mayuo Golbi, Mayo Ngnidounga, Lamou Gotel + quartier Bonabéri	Moins important	Pratique des rites traditionnels	Traditionnel et anarchique	Feux de brousse, déforestation, l'extension de la ville
Forêts galeries	Tous les villages	Bois, raphia, lianes, animaux	Les riverains pour la construction des logements, vannerie, bois de chauffe	Gestion anarchique	Surexploitation, abattage illégal des arbres pour la création des champs, feux de brousse
Forêts à eucalyptus	Mayo Djinga + I quartier Ngandame, Yimbéré plateau	Pratique de la sylviculture	La population	Gestion libérale	Non respect de la technique de plantation
Forêt dense	Zone de Bamguéri	Important	Sciage du bois d'œuvre et braconnage	Gestion anarchique	Abattage des arbres pour implantation des champs

Source : Résultats du diagnostic participatif 2011

La commune dispose de plusieurs ressources parmi lesquelles : l'étain, les forêts galeries, la forêt dense, des terres cultivables, des sites touristiques, des bas fonds, des marécages, des lacs, des cours d'eau et du sable pour ne citer que ceux là. Mais ce potentiel reste pour la plupart non exploité de façon optimale. Par ailleurs le manque de zonage exacerbe les conflits agropastoraux.

IV SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1 Synthèse du DIC

4.1.1 Forces, faiblesses, opportunités/atouts, menaces de la commune

Le diagnostic de l'institution communale a ressorti les forces, les faiblesses, les atouts/potentialités et les menaces de la commune en tant qu'institution au niveau de la gestion des ressources humaines, de la gestion des ressources financières, de la gestion du patrimoine communal et de la gestion des relations tels que consignés dans le tableau suivant :

Tableau 16 : Forces, faiblesses, les atouts/potentialités et menaces de la commune

Aspects	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Gestion du patrimoine et matériels	<ul style="list-style-type: none"> - Disposition de 105 boutiques au marché - disposition d'une aire d'abattage - disposition d'un camion-ben et de 02 motos de marque YAMAHA. 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de dépôts officiels d'ordures ménagères ; - non valorisation des ressources touristiques ; - insuffisance et le vieillissement des bâtiments communaux existants ; - non capitalisation de l'exploitation artisanale des ressources minières (étain) ; - manque d'un patrimoine foncier communal ; - Inexistence d'un système de gestion durable des ressources naturelles ; - Absence d'un lotissement communal ; - non valorisation de certaines ressources naturelles telles que le cours d'eau sableux et montagnes rocheuses ; - absence d'un bâtiment abritant le siège de la Mairie ; - manque d'énergie électrique devant faire fonctionner le service informatique ; - manque d'un véhicule de liaison ; - insuffisance du matériel informatique au sein de la commune ; - manque d'une bibliothèque municipale ; - construction inachevée d'une tribune officielle. 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des pâturages ; - Existence d'une flore mellifère ; - Existence de l'étain ; - existence des bas fonds ; - présence des nombreux cours d'eau ; - présence d'une forêt presque vierge du côté de Mbanguéri ; - présence des nombreuses forêts galeries ; - existence de 05 marchés à bétail ; - présence des montagnes rocheuses ; - passage de la nationale N°6. 	<ul style="list-style-type: none"> - Relief de la majorité des localités de la commune très accidenté ; - glissements des terrains surtout au niveau des berges des cours d'eau ; - enclavement de la quasi-totalité des localités de la commune ; - la dégradation de l'environnement ; - le braconnage ; - l'exploitation clandestine de l'étain par les nigériens ; - domaine communal non sécurisé (manque de titre foncier) ; - conflits agropastoraux.

Aspects	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne collaboration entre le Maire et la Tutelle ; - Bonne relation au sein de l'équipe dirigeante ; - bonne relation entre le Maire et ses adjoints ; - bonne collaboration entre la commune et le FEICOM (il y'a eu signature de la convention de financement des travaux de construction de l'hôtel de ville de Mayo-Darlé) ; - bonne collaboration entre la commune et le PNDP. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une collaboration insuffisante entre l'exécutif communal et les services décentralisés de l'Etat (non implication des services décentralisés dans l'élaboration du budget communal) ; - L'irrégularité des réunions de coordination ; - non rapprochement de l'exécutif communal des différents organismes présents dans la commune ; - non rapprochement de l'exécutif communal des différents programmes de développement tels que : le PIAASI, le PAJER-U, le PIFTMAS, le PNDRT.... - manque d'un jumelage avec une commune quelconque ; - nombre des réunions tenues par les différentes commissions au cours d'une année très insuffisant ; - non implication des services techniques dans la préparation du budget communal ; - absence d'un plan de communication et marketing communal ; - dépendance de la commune de plus de 50% des CAC. 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des services techniques étatiques ; - existence des opérateurs, programmes et projets de développement ; - existence de 52 Comités de Concertation qui pourront jouer le rôle des comités de développement ; - existence d'un opérateur de communication mobile (MTN). 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'infrastructures de communications ; - pesanteur encore visible de la tradition. - esprit d'initiative pas assez suffisant.

Aspects	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Disposition de 12 agents communaux permanents ; - formation de 04 conseillers sur la passation des marchés ; - présence d'un Secrétaire Général formé ; - présence d'un Receveur Municipal diplômé de l'ENAM affecté par l'Etat ; - affiliation de tous les agents à la CNPS ; - présence de près de 05 cadres de l'administration camerounaise dans le conseil ; - cosmopolitisme du conseil municipal (foulbé, bororo, kouandja, Mambila, Gbawa, Yamba, Bamoun ...). 	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel insuffisant et non qualifié conformément au nouvel organigramme des communes ; - manque de renforcement des capacités du personnel communal (séminaires, formations de recyclages, stages, etc...) ; - présence au sein du conseil des conseillers municipaux analphabètes n'ayant aucune formation de base ; - rôle des conseillers pas toujours perceptible ; - collaboration insuffisante entre l'exécutif communal et les services décentralisés de l'Etat ; - insuffisance du système de classement et d'archivage des dossiers au sein de la commune ; - inexistence d'un règlement intérieur qui pourrait discipliner les agents communaux ; - manque d'énergie électrique devant faire fonctionner le service informatique ; - lourdeur des tâches à entreprendre ; - absence d'un système d'audit au sein de la commune ; - non respect des délais de la tenue des différentes sessions ; - non représentativité des femmes au sein du conseil car l'unique femme qui y faisait partie est décédée ; - manque de ponctualité du personnel communal au travail ; - Absence d'un mécanisme de contrôle de l'exécutif communal des marchés publics financés par le BIP et autres bailleurs de fonds au sein de la commune ; - manque d'un cahier de charges définissant les tâches du personnel communal. 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcements des capacités organisés par le PNDP et d'autres partenaires ; - existence des conseillers municipaux compréhensifs ; - patience des agents communaux malgré l'irrégularité des salaires ; - accord du PNDP pour le recrutement de 02 agents (un en charge des aspects financiers et un agent chargé des aspects techniques). 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous scolarisation très poussée ; - non perfection des agents communaux ; - non fonctionnement des commissions techniques existantes ; - absence d'une femme parmi les membres de l'équipe dirigeante de la commune ; - irrégularité de paiement des salaires du personnel.

Aspects	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> - présence des activités pouvant générer des recettes propres ; - partenariats signés entre le PNDP et le FEICOM ; - rétrocession des fonds de quelques départements ministériel dans le cadre de décentralisation. 	<ul style="list-style-type: none"> - non recouvrement des recettes propres de la commune ; - non maîtrise du fichier des contribuables de la commune ; - insuffisance d'activités susceptibles de générer les ressources propres de la commune ; - dépendance à plus de 50% des CAC ; - non maîtrise de la gestion des recouvrements par les percepteurs et autres chefs collecteurs d'impôts. 	<ul style="list-style-type: none"> - proximité de la commune de Mayo-Darlé avec le Nigéria voisin ; - existence de 05 marchés à bétail ; - fortes activités économiques ; - disponibilités des ressources valorisables. 	<ul style="list-style-type: none"> - Restriction de l'assiette fiscale ; - insuffisance de l'énergie électrique pour faire développer le secteur informel; - incivisme fiscal ; - faible capacité financière ; - malhonnêteté de certains agents de recouvrement des taxes communales.

Source : Résultats du DIC décembre 2010

En tant que institution, la commune de Mayo-Darlé est confrontée à beaucoup de faiblesses et des menaces qui retardent son développement. Néanmoins, elle regorge des forces et des potentialités susceptibles d'être valorisées afin non seulement de multiplier les recettes propres de la commune mais aussi la sortir du cercle vicieux de la pauvreté.



Photo 15 : Vue de face du siège actuel

4.1.2 Axes de renforcement de la Commune

Suite aux faiblesses et menaces de la commune telles que mentionnées dans le tableau ci-dessus, il y'a lieu de proposer les axes de renforcement de la commune sur les quatre domaines.

Tableau 17: axes de renforcement de la commune

Aspects	Axes de renforcement	Actions à mener
Gestion du patrimoine	Valorisation des ressources naturelles disponibles.	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un plan d'affectation des terres (zonage cultures-pâtures) ; - délimitation des zones d'agriculture et des zones d'élevage ; - sécurisation du patrimoine ; - bonne réglementation de l'exploitation de l'étain ; - création d'une forêt communale ; - bonne réglementation de l'exploitation des ressources forestières ; - recensement et aménagement des sites touristiques ; - aménagement d'une carrière de sable et des pierres disponibles en toute saison ; - construction et équipement d'une bibliothèque municipale.
	Dotation de la commune en logistique et siège	<ul style="list-style-type: none"> - construction d'un hôtel de ville ; - achat du matériel roulant ; - achat d'un puissant groupe électrogène ; - achèvement de la tribune des fêtes ; - achat du matériel de bureau et outils informatiques.
Gestion des relations	collaboration et communication à plusieurs niveaux	<ul style="list-style-type: none"> - organisation des rencontres d'échanges avec les opérateurs économiques, les leaders de populations, et les autres communes pour toutes les actions entreprises dans la commune ;

Aspects	Axes de renforcement	Actions à mener
		<p>est des émissions et du recouvrement de certaines taxes, déclarations des classes catégorielles retenues par la Commune, déclaration de l'état des salaires mensuels du personnel, etc ...</p> <ul style="list-style-type: none"> - sollicitation à tout moment de l'expertise des Services Déconcentrés de l'Etat ; - implication des services techniques dans l'élaboration du budget communal ; - collaboration avec la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) ; - multiplication des réunions de coordination au sein de l'Institution Communale ; - collaboration avec la tutelle et les autorités judiciaires ; - entreprendre des initiatives de partenariat avec les organismes internationaux, les projets et programmes de développement disponibles dans la commune ; - capitalisation du partenariat signé avec le PNDP ; - collaboration avec tous les partenaires et bailleurs de fonds ; - entreprendre des initiatives de jumelage avec des communes nationales et internationales ; - collaboration avec tous les membres de Comité de Concertation (CC) mis en place dans les 52villages.
	<p>Mise en place d'un plan de marketing communal</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Motivation des opérateurs économiques actifs par des lettres de remerciements et d'encouragement ou par des facilitations (moratoires) dans le paiement de certaines taxes ; - réinvestissement des fonds communaux dans les microprojets de la Société Civile ou dans les équipements sociaux ; - stimulation du civisme fiscal à travers des réunions de sensibilisation sur les Chaines à Valeurs Ajoutées (CVA) ; - motivation du personnel à travers les distinctions honorifiques, lettres de félicitation etc... - distributions des prix aux meilleurs établissements scolaires, enseignants et élèves ; - création d'un environnement économique et fiscal favorables aux investissements ; - envois des lettres de félicitations aux élites nommées dans des postes de responsabilité ; - vulgarisation du Plan Communal de Développement partout où

Aspects	Axes de renforcement	Actions à mener
		besoins se fait sentir.
Ressources humaines	Amélioration du système de gestion des services municipaux	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration et adoption d'un plan de formation pour le personnel communal ; - renforcement des capacités de l'exécutif communal en gestion et en management ; - équipement de tous les services de la commune en matériel de bureau et informatique ; - répartition des tâches entre les membres de l'exécutif communal ; - mise en place d'une stratégie efficace de collecte des ressources financières ; - recrutement progressif de 21 cadres et/ou agents de maîtrise ou les équivalents afin de s'arrimer au nouvel organigramme des communes d'arrondissement.
	Promotion de la bonne gouvernance locale	<ul style="list-style-type: none"> - Engagement des dépenses sur les fonds disponibles ; - respect du rythme de consommation des crédits ; - mise en place d'un plan prévisionnel local de formation et recyclage du personnel ; - devoir d'être redevable vis à vis de l'opinion publique locale et régionale ; - participation et implication des Autorités publiques, du Secteur privé et de la Société Civile dans les processus décisionnels et la considération des priorités ; - promotion d'un système de suivi participatif des projets communaux ; - programmation des conseils municipaux dans les meilleurs délais ; - formation des conseillers municipaux sur la maîtrise de la gestion des affaires communales ; - fiscalité saine et bonne gestion des ressources publiques ; - capacités d'analyse, de formulation et de mise en œuvre des politiques économiques adéquates ; - respect et la promotion des agents économiques par le soutien à leurs activités plutôt que d'y faire obstacle ; - environnement facilitateur et incitateur où les activités du secteur privé peuvent émerger grâce à la fourniture efficace des services publics essentiels ; - équité et justice sociale dans l'allocation des ressources locales et communales ; - production des rapports techniques et financiers, à mi-parcours et définitifs des activités ;

Aspects	Axes de renforcement	Actions à mener
		- évaluation permanente des activités à travers le système de suivi local.
Ressources financières	Amélioration des ressources propres de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation et structuration de la commercialisation du miel ; - création d'un lotissement municipal ; - actualisation du fichier de contribuable de la commune - informatisation des services de la recette municipale ; - mise en place d'un dispositif de contrôle de recouvrement des taxes ; - information et sensibilisation des communautés sur la nécessité du paiement des taxes communales ; - mise en place d'une cellule de suivi des collecteurs de taxe.
	Augmentation des investissements communaux	<ul style="list-style-type: none"> - Constructions de 6 toilettes publiques payantes ; - construction d'un parking communal pour stationnement des camions. ; - construction d'un marché moderne ; - construction des hangars et boutiques dans certaines communautés ; - construction d'une aire d'abattage moderne ; - construction d'une auberge municipale - aménagement d'une fourrière municipale.

Source : Résultat du DIC décembre 2010

4.2 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur.

Les résultats consolidés des diagnostics ont permis de ressortir les besoins de la commune dans chaque secteur comme l'illustre le tableau ci-dessous :

Tableau 18 : Principaux problèmes et besoins consolidés par secteur

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
1.	Agriculture	Difficulté de pratiquer une agriculture de qualité	Absence d'un poste agricole	Tous les villages, sauf Ribao, Mayo-Djinga, Pangari et Mayo-Darlé ville	Application des techniques rudimentaires par les agriculteurs	Création de 03 postes agricoles et affectation des cadres dans les postes agricoles existants	Boumdo, Bamguéri et Hamoa.
			Manque d'intrants agricoles et des crédits agricoles	Tous les villages	Faible production	- Appuis des agriculteurs en intrants agricoles - Appuis financier aux agriculteurs	Tous les villages
			Non fonctionnement des postes agricoles	Pangari	Application des techniques rudimentaires par les agriculteurs	- Affectation de 02 chefs de poste agricole ; - sensibilisation des paysans sur l'utilisation des matières organiques (bourses d'animaux ; - sensibilisation des paysans sur la pratique des rotations des cultures.	Mayo-Djinga et Pangari
			Absence de la mécanisation agricole	Tous les villages	Faible production agricole	Acquisition de 05 tracteurs avec tous leurs accessoires pour le compte de la commune	Mayo-Darlé
			Manque d'un bâtiment pour le poste agricole	Pangari et Ribao	Abandon du poste agricole par le chef de poste	Construction de 02 postes agricoles	Ribao
			Conflits agropastoraux	Tous les villages	Destruction des cultures par les animaux	- Application du zonage dans les villages ; - clôture des champs par les fils barbelés.	Tous les villages

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
			Faible organisation des agriculteurs et non fonctionnement des GICs existants	Dans tous les villages	Dispersion des efforts fournis par les agriculteurs	Renforcement de la structuration des agriculteurs et création des GICs	Dans tous les villages
			Manque de magasin de stockage	Tous les villages sauf Mayo-Darlé, Mayo-Darlé –Mine, Ribao et Mayo-Djinga.	- Destruction des produits agricoles par les intempéries de la nature ; - le vol des produits agricoles.	Construction de 10 magasins de stockage	Boumdo, Mbilang, Pangari, Nyawa I, Bambol, Gbwaya Yamba, Nyara Guessam, Bamguéri quartiers Plan et Bonabéri
			Enclavement des zones des collectes des produits agricoles	Tous les villages	Vente des produits agricoles à vil prix	Création et entretien des pistes d'évacuation des produits agricoles	Tous les villages
		Faible taux d'actifs agricoles	vieillesse de la population agricole	Tous les villages	Réduction des surfaces cultivables	Création d'un cadre de vie incitatif à l'endroit des jeunes en milieu rural	Tous les villages
2.	Elevage, Pêches et Industries Animales	Difficulté de pratiquer un élevage compétitif	Absence des centres zootechniques de contrôle sanitaire et vétérinaire.	Tous les villages, sauf Ribao, Boumdo et Mayo-Darlé ville	Application des techniques d'élevage rudimentaires par les éleveurs	Création de 02 nouveaux CZCSV	Hamoia et Pangari
			Manque d'intrants d'élevage et aliments de complémentarité	Tous les villages	Faible productivité	Appuis des éleveurs en intrants d'élevage et aliments de complémentarité	Tous les villages
			Conflits agropastoraux	Tous les villages	- Abattage ou empoisonnement des bêtes par les agriculteurs ; - fortes amendes versées par les éleveurs	- Création des champs fourragers ; - construction des parcs pour garder les animaux dans la nuit ; - sécurisation des zones d'élevage ;	Tous les villages

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
						couloirs d'abreuvement	
			dégradation des pâturages	Tous les villages	Transhumance en saison sèche	Création des champs fourragers	Tous les villages
			Faible organisation des éleveurs	Tous les villages	Dispersion des efforts fournis par les éleveurs	Renforcement de la structuration des éleveurs (GIC)	Tous les villages
			Dessèchement de certains cours d'eau pendant la saison sèche	Tous les villages en de ceux situés au bord de mayo-Darlé	Transhumance	Augmentation de 08 biefs/marres d'abreuvement	
			Insuffisance des parcs vaccinogènes	Tous les villages en dehors de Yoli, Mayo-Darlé et Ribao	Parcours des longues distances par les éleveurs et leurs animaux pour la vaccination.	Construction d'au moins 24 parcs vaccinogènes définitifs.	Boumdo, Hamoa, Pangari, Mayo-Djinga, Mbilang, Ribao, Louggoudjé Djagui, Nyawa I, Satabé, Horé Mayo-Darlé, Mayo-Danel, Guissimi, Nyawa Sakadjé, Nyalang, Ngomdjor, Dorofi Cameroun, Koradjé et Mayo-Darlé ville.
			Insuffisance du personnel technique	Mayo-Darlé, Ribao et Boumdo	Faible encadrement apporté aux éleveurs	Renforcement des services techniques existants en personnel qualifié	Mayo-Darlé, Ribao et Boumdo
			Absence des motos tout terrain pour le suivi des éleveurs	Mayo-Darlé, Ribao et Boumdo	Faible encadrement apporté aux éleveurs	Dotation des services techniques existants de 03 motos tout terrain	Mayo-Darlé, Ribao et Boumdo
			Manque des aires d'abattage	Mayo-Darlé Ville et tous les villages	Attaque de la viande par les microbes au moment de l'abattage des animaux	Construction de 03 aires d'abattage	Mayo-Darlé, Ribao, Boumdo et Mayo-Djinga.
			Manque de crédit de fonctionnement, de bâtiment administratif et logement pour le CZCSV.	Boumdo	Découragement du chef de centre	- Construction et équipement du CZCSV ; - construction d'un logement pour le chef de centre ; - attribution d'un crédit de fonctionnement pour	Boumdo

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
						le CZCSV	
			Manque d'infrastructures dans les marchés à bétail existants	Mayo-Darlé, Hamoua et Pangari	Arrêt et perturbation d'activités en cas d'intempéries climatiques (pluie, vents violents...)	Construction de 03 marchés à bétail	Mayo-Darlé, Hamoua et Pangari
			Manque des baignoires	Tous les villages	Déparasitage incomplet des animaux	Construction de 10 baignoires	Mayo-Darlé, Pangari, Mayo-Djinga, Ribao, Mayo-Ngnidounga, Boumdo, Yoli, Hamoa, Nyawa 1 et Guissimi.
			Manque des puits pastoraux et des couloirs d'abreuvement	Tous les villages	Transhumance en saison sèche	Construction de 10 puits pastoraux et de 03 couloirs d'abreuvement	Mayo-Darlé, Pangari, Mayo-Djinga, Ribao, Mayo-Ngnidounga, Boumdo, Yoli, Hamoa, Nyawa 1 et Guissimi.
3.	Santé	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Manque des formations sanitaires	Tous les villages en dehors de Ribao, Mayo-Djinga, Boumdo et le centre urbain	Parcours des longues distances par les malades pour se faire soigner	Création, construction et équipement de 03 nouvelles formations sanitaires	Hamoa, Nyawa et Bamguéri
	insuffisance d'équipements dans les formations sanitaires existantes		Ribao, Mayo-Djinga, Boumdo, le CMA et CSI privé catholique	Déplacement des malades vers les formations sanitaires équipées.	Rééquipement de toutes les formations sanitaires existantes	Ribao, Mayo-Djinga, Boumdo, le CMA et CSI privé catholique	
	Insuffisance du personnel qualifié dans les formations sanitaires existantes		Ribao, Mayo-Djinga, Boumdo, le CMA et CSI privé catholique	Déplacement des malades vers les formations sanitaires ayant du personnel qualifié ; - sur utilisation du personnel existant dans les formations sanitaires.	Affectation du personnel dans les formations sanitaires	Ribao, Mayo-Djinga, Boumdo, le CMA et CSI privé catholique	

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
			Manque de bâtiment approprié dans le centre de santé	Boumdo	Mauvaise prise en charge des malades	Construction et équipement d'un bâtiment de centre de santé intégré	Boumdo
			Manque des logements d'astreinte pour les chefs de centre.	Boumdo, CMA de Mayo-Darlé, Ribao et Mayo-Djinga	Insuffisance dans le suivi des malades	Construction de 07 logements d'astreinte pour les chefs des formations sanitaires.	Boumdo, CMA de Mayo-Darlé, Ribao et Mayo-Djinga
			Manque des points d'eau aménagés dans certaines formations sanitaires existantes	CMA de Mayo-Darlé, CSI Boumdo, Mayo-Djinga	Insalubrité des locaux des formations sanitaires	Construction de 04 points d'eau aménagés	CMA de Mayo-Darlé, CSI Boumdo, Mayo-Djinga
			Manque d'incinérateurs dans les formations sanitaires.	CMA de Mayo-Darlé, CSI, CSPC, Boumdo, Mayo-Djinga	Traitement incomplet des déchets	Construction de 05 incinérateurs	CMA de Mayo-Darlé, CSI, CSPC, Boumdo, Mayo-Djinga
			Charge morbide autour de 35%	Tous les villages	Affaiblissement de la population active	- Lutte contre les grandes endémiques (paludisme, tuberculose, les maladies non transmissibles) ; - lutte contre le VIH/SIDA.	Tous les villages
			Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans autour de 4%	Tous les villages	Augmentation lente de la population active	Réduction du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans à 2,66%.	Tous les villages
			Taux de mortalité maternelle autour de 3%	Tous les villages	Augmentation du nombre d'orphelins	Réduction du taux de mortalité maternelle à 2%.	Tous les villages
4.	Travaux Publics	Pistes de désenclavement en mauvais état	- envahissement de la chaussée par les herbes ; - activités socio-économiques très proches de la chaussée ; - incivisme des usagers ; - défaut d'entretien de la Nationale N°6 ;	Tronçons : - Yoli-Boumdo- Mayo-Darlé vers le Nigéria ; - Ribao-Dorofi-frontière Nigéria ; - carrefour Guissimi-Guissimi ; - Carrefour Makadjang-	- Conditions de voyage très pénibles ; - coût de transport élevé ; - coût d'entretien des véhicules élevés ; - Sécurité transfrontalière difficile	Entretien de 177 km de routes rurales dans la commune	Yoli-Boumdo-Mayo-Darlé vers le Nigéria ; - Ribao-Dorofi-frontière Nigéria ; - carrefour Guissimi-Guissimi ; - Carrefour

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
			- absence ou inopérationalité des CRR ; - cadre réglementaire de la décentralisation des routes rurales non au point	Makadjang; - Carrefour Mayo-Gnidouga-Mayo-Gnidouga-Wouro Yobi; - Mayo-Darlé-Gbwaya-Ribao-Makadjang; - Mayo-Darlé-Taparé-Horé Mayo-Darlé; - Horé Mayo-Darlé-Mayo Doulé; - Horé Mayo-Darlé-Boumdo; - Boumdo-Nyalang; - Marché Mondial-Nyalang; - Marché Mondial-Nyawa; - Yimbéré Plateau-Mbilang; - Labbaré N°6-Yimbéré chefferie-Badjang-Hamoa; - Labbaré-Yimbéré Chefferie-Nyara Guessam;	à assurer ; - accès aux structures socio-éducatives, économiques et saluaires difficiles ; - coût élevé de la vie.		Makadjang-Makadjang; - Carrefour Mayo-Gnidouga-Mayo-Gnidouga-Wouro Yobi; - Mayo-Darlé-Gbwaya-Ribao-Makadjang; - Mayo-Darlé-Taparé-Horé Mayo-Darlé; - Horé Mayo-Darlé-Mayo Doulé; - Horé Mayo-Darlé-Boumdo; - Boumdo-Nyalang; - Marché Mondial-Nyalang; - Marché Mondial-Nyawa; - Yimbéré Plateau-Mbilang; - Labbaré N°6-Yimbéré chefferie-Badjang-Hamoa; - Labbaré-Yimbéré Chefferie-Nyara Guessam;
			Manque ou défaut d'entretien des pistes existantes	Tronçons - Mayo-Djinga-Mayo-Darlé Mine-Mayo-Darlé; - Nyagong-Mbanguéri	Conditions de voyage très pénibles avec les motos.	Réhabilitation de 60km des pistes	Tronçons - Mayo-Djinga-Mayo-Darlé Mine-Mayo-Darlé; - Nyagong-Mbanguéri
			Absence des pistes rurales	Tronçons : - Pangari-Mayo-Seyni-Mbanguéri ; - Mayo-Darlé-Ngomdjor-	Déplacements très pénibles à motos et à pieds.	Ouverture de 185 km de pistes rurales	Tronçons : - Pangari-Mayo-Seyni-Mbanguéri ; - Mayo-Darlé-

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
				Somié ; - Mbanguéri-Bonoukoum ; - Bonoukoum-Hamoa			Ngomdjor-Somié ; - Mbanguéri-Bonoukoum ; - Bonoukoum-Hamoa
			Manque d'ouvrages d'arts sur certains tronçons	Tronçons : -Mbanguéri-Bonoukoum ; - Mayo-Seini-Sabbal Agougou ; - Mayo-Darlé-Ngomdjor ; - Bonoukoum-Boutikouan ; - Mayo-Darlé-Boumdo ; - Boumdo-Mayo-Kouladjé ; - Kouladjé-Nyalang ; - Badjang-Hamoa.	Déplacements très pénibles et risquant	Construction de 22 ponts.	Sur le Mayo-Darlé, le Mayo-Gnidounga, Mayo-Woubi, Mayo-Hamoa, Mayo-Nyawa, Mayo-Nguen-Nguen, le Boumdo, le Mayo-Kouladjé, le Nyalang, le Mayo-Seyni.
			Manque des buses	- Nyawa Sakadji-Nyawa I ; - Sindéré-Djam-Nyawa Sakadji ; - Hamoa-Sindéré-Djam ; - Hamoa-Boum II ; - Mayo-Bodedjoum-Mayo-Golbi ; - Mayo-Gnidouga-Taparé ; - Taparé-Wouro Ngatta ; - Boumdo-Louggoudjé ; - Nyalang-Marché Mondial ; - Mbanguéri-Magni.	Déplacements très pénibles et risquant	Construction de 15 buses.	Sur certains cours qui traversent les différents tronçons
			Mauvais état de certains ponts (ponts en matériaux provisoires)	Sur le Taparé ; Mayo-Gnidounga, Mato-Ngué-Ngué, Mayo-Boumdo, Mayo Mboudouwa, le Mayo-Darlé	- limitation des charges, - risques élevés en période de crue	Reconstruction de 05 ponts	Sur le Taparé ; Mayo-Gnidounga, Mato-Ngué-Ngué, Mayo-Boumdo, Mayo Mboudouwa

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
5.	Education de base	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	Absence d'écoles	Balang, Ngnoko, Mayo-Oumarou Bana, Mayo Kouladjé, Louggoudjé Djagui, Marché Mondial, Djamga, Satabé, Mayo Daniel, Kavari, Koradjé, Mboutoukouan, Lamou Gotel, Ngomdjor, Magni (Loumou Wadjiri), Sabbal Agougou, Mayo Golbi, Mayo Bounoua, Carrefour Boumdo, Ngnagbi, Labbaré, Boum I, Boum II, Sindéré Djam, Magadjang, Gbwaya Mambila, Badjang, Dorofi Cameroun, Mayo-Darlé Mine.	- Sous scolarisation de certains enfants de ces villages ; - parcours des longues distances pour aller à l'école.	Création de 10 nouvelles écoles	Mayo-Danel, Dorofi Cameroun, Mayo-Badji, Ngomdjor, Djamga, Magadjang, Loumou Wadjiri, Bounoukoum, Sindéré Djam et Mayo-Darlé Mine.
			Absence des salles de classe	Nyalang, Wouro Gatta, Bounoukoum, Bamguéri, Mayo-Seyni, Mayo-Gnidounga, Mbilang, Hamoa, Bambol, Yimbéré Chefferie.	Exposition des élèves à toutes les intempéries de la nature	Construction de 10 blocs de deux salles de classe chacun.	Nyalang, Wouro Gatta, Bounoukoum, Bamguéri, Mayo-Seyni, Mayo-Gnidounga, Mbilang, Hamoa, Bambol, Yimbéré Chefferie.
			Insuffisance des salles de classe	Boumdo, Guissimi, Taparé, Horé Mayo-Darlé, Yimbéré Plateau, Yoli, Nyawa I, Gnara Guessam, Wouro Yobi, Gbwaya yamba, Nyawa Sakadjé, école bilingue de Mayo-Darlé, EPUB GIII.	Classes multigrades	Augmentation de 21 salles de classe	Boumdo, Guissimi, Taparé, Horé Mayo-Darlé, Yimbéré Plateau, Yoli, Nyawa I, Gnara Guessam, Wouro Yobi, Gbwaya yamba, Nyawa Sakadjé, école bilingue de Mayo-Darlé, EPUB GIII.

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
			Absence des table-bancs	Wouro Gatta, Banguéri, Mayo-Seyni, Yimbéré Chefferie.	Utilisation des briques de terre pour faire asseoir les élèves	Fabrication de 120 tables bancs	Wouro Gatta, Banguéri, Mayo-Seyni, Yimbéré Chefferie.
			Insuffisance des table-bancs	Toutes les écoles en dehors de Pangari et les écoles n'ayant aucun table-banc.	Nombre d'enfants très supérieur à par table-banc.	Augmentation de 1 364 table-bancs.	Toutes les écoles en dehors de Pangari et les écoles n'ayant aucun table-banc.
			insuffisance d'enseignants formés dans certaines écoles publiques	Guissimi, Taparé, Wouro Gatta, Horé Mayo-Darlé, Yimbéré Plateau, Mbilang, Yoli, Nyara Guessam, Hamoa, Wouro Yobi et Ribao.	Non achèvement des programmes scolaires par les enseignants.	Augmentation de 19 enseignants qualifiés.	Guissimi, Taparé, Wouro Gatta, Horé Mayo-Darlé, Yimbéré Plateau, Mbilang, Yoli, Nyara Guessam, Hamoa, Wouro Yobi et Ribao.
			Manque des latrines dans certaines écoles	Tous les villages en dehors des écoles du centre urbain et de Boumdo, Pangari et Mayo-Djinga.	Pollution de l'environnement	Construction de 21 blocs de 02 latrines.	Tous les villages en dehors des écoles du centre urbain et de Boumdo, Pangari et Mayo-Djinga.
			Absence des logements pour enseignants.	Toutes les écoles.	Démotivation des enseignants	Construction d'une trentaine de logements pour les chefs d'établissements.	Toutes les écoles.
			Manque des points d'eau	Toutes les écoles en dehors de Pangari et l'école privée catholique.	Consommations des eaux souillées par les élèves et les enseignants.	Construction d'au moins 15 points d'eau.	Boumdo, Guissimi, Taparé, Horé Mayo-Darlé, Yimbéré Plateau, Yoli, Hamoa, Wouro Yobi, Ribao, Mayo-Djinga, EPGII, école bilingue, EP GP III.
			Manque des bacs à ordures	Dans toutes les écoles	Pollution de l'environnement	Fabrication d'une cinquantaine de bacs à ordures.	Dans toutes les écoles

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
			Manque de clôture	Dans toutes les écoles publiques en dehors de l'école privée catholique.	Suivi des enfants par les enseignants pénible.	Construction de 29 clôtures dans les écoles.	Dans toutes les écoles publiques en dehors de l'école privée catholique.
			Manque de reboisement dans les écoles	Toutes les écoles	Exposition des écoles aux vents violents.	Reboisement de toutes les écoles.	Dans toutes les écoles.
			Manque d'aires de jeux.	Toutes les écoles	Faible épanouissement des élèves	Aménagement d'aires des jeux.	Toutes les écoles
			Manque d'un bâtiment abritant l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base	Mayo-Darlé	Démotivation du personnel de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base	Construction et équipement de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base	Mayo-Darlé
6.	Culture	Difficulté d'accès aux infrastructures de culture	Manque d'un foyer communautaire	Tous les villages	Tenue des réunions et rassemblements importants sous l'arbre ou dans les salles de classe.	Construction de 05 foyers communautaires	Mayo-Darlé, Pangari, Boumdo, Ribao et Mbamguéri.
			Manque d'une maison de culture	Tous les villages	Démotivation dans l'organisation de certains événements culturels.	Construction d'une maison de culture	Mayo-Darlé
7.	Promotion de la Femme et de la Famille	Difficulté pour les femmes et les familles vulnérables de s'épanouir.	Manque d'un centre de promotion de la femme et de la famille.	Tous les villages	Non épanouissement des femmes	Construction et équipement de 01 centre de promotion de la femme et de la famille.	Mayo-Darlé
			Insuffisance de mobilisation des associations féminines.	Tous les villages en dehors de Mayo-Darlé, Mayo-Djinga et Gwbaya Yamba	Faible organisation des femmes.	Organisation des femmes autour des associations féminines.	Tous les villages
			Manque d'assistance aux familles vulnérables.	Tous les villages	Misère prolongée des familles vulnérables	Renforcement de l'assistance aux familles vulnérables.	Tous les villages
			Droits excessifs de l'homme sur la femme.	Tous les villages	Divorces dans certains couples	Sensibilisation des époux sur l'importance et l'apport de la femme	Tous les villages

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
						dans la gestion du ménage.	
			Prédominance du mariage coutumier sur le mariage légal.	Tous les villages	Mépris de la femme au foyer	Sensibilisation des couples sur l'importance du mariage légal ; - organisation des mariages collectifs.	Tous les villages
8.	Affaires Sociales	Difficulté d'accès aux infrastructures et assistance sociale	Manque d'un centre des affaires sociales	Tous les villages	Faibles facilités apportées aux nécessiteux	Création et construction d'un centre des affaires sociales.	Mayo-Darlé
			Insuffisance d'assistance apportée aux personnes vulnérables	Tous les villages	Perte d'espoir de vivre des personnes vulnérables.	Renforcement de l'assistance apportée aux personnes vulnérables	Tous les villages
			Manque d'assistance apportée aux bororos	Dans presque tous les villages	Décourage des bororos	Appuis et sensibilisation des bororos.	Dans presque tous les villages.
			Manque d'un centre de réadaptation des personnes vulnérables	Dans presque tous les villages	Faibles facilités apportées aux personnes vulnérables	Création et construction d'un centre de réadaptation des personnes vulnérables.	Mayo-Darlé
9.	Eau et Energie : <u>Eau</u>	Difficulté d'accès à l'eau potable	Absence de point d'eau aménagé	dans presque tous les villages en dehors de Nyalang, Boumdo, Pangari, Yimbéré Plateau, Nyawa Sakadjé, Ribao et les quartiers de la ville de Mayo-Darlé.	Consommation des eaux souillées	Construction d'au moins 55 points d'eau aménagés.	dans presque tous les villages en dehors de Nyalang, Boumdo, Pangari, Yimbéré Plateau, Nyawa Sakadjé, Ribao et les quartiers de la ville de Mayo-Darlé.
			Insuffisance des points d'eau aménagés	Nyalang, Boumdo, Pangari, Yimbéré Plateau, Nyawa Sakadjé, Ribao et les quartiers de la ville de Mayo-Darlé.	sur utilisation des forages existants.	Augmentation de 13 points d'eau aménagés.	Nyalang, Boumdo, Pangari, Yimbéré Plateau, Nyawa Sakadjé, Ribao et les quartiers de la ville de Mayo-Darlé.
			Panne des points d'eau aménagés	Mayo-Darlé ville, Boumdo et Ribao.	consommation des eaux souillées.	dépannage de 06 points d'eau.	Mayo-Darlé ville, Boumdo et Ribao.
			Panne du Scan Water	Mayo-Darlé	Non fonctionnement	Dépannage du Scan	Mayo-Darlé

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
					des 12 bornes fontaines	Water	
			Manque de dynamisme de certains comités de gestion pour certains points d'eau aménagés	Fada, Nguadap, Plan, Tiket, Boumdo, Nyara Guessam et Ribao.	précipitation de la panne du point d'eau	mise en place de 13 comités de gestion et redynamisation des autres.	Fada, Nguadap, Plan, Tiket, Boumdo, Nyara Guessam et Ribao.
			Non fonctionnement des comités de gestion.	Fada, Yimbéré Plateau, Pangari.	précipitation de la panne du point d'eau	redynamisation de 03 comités de gestion.	Fada, Yimbéré Plateau, Pangari.
			Manque de traitement régulier des points d'eau aménagés existants	Nyalang, Boumdo, Pangari, Yimbéré Plateau, Nyawa Sakadjé, Ribao et les quartiers de la ville de Mayo-Darlé (surtout Bonaberi).	- Consommation des eaux souillées ; - prolifération des maladies hydriques (typhoïde)	Traitement trimestriel au chlore de tous les points d'eau aménagés	Nyalang, Boumdo, Pangari, Yimbéré Plateau, Nyawa Sakadjé, Ribao et les quartiers de la ville de Mayo-Darlé (surtout Bonaberi).
	Eau et Energie : <u>Energie</u>	difficulté d'accès à l'énergie électrique	Absence d'électricité	Tous les villages en dehors de Mayo-Darlé ville	Ralentissement des activités	- Electrification rurale ; - vulgarisation des énergies renouvelables (plaques solaires)	Tous les villages en dehors de Mayo-Darlé ville
faible puissance du groupe électrogène			Mayo-Darlé ville	limitation des heures d'utilisation du courant (18h30 à 23h30) ; - interdiction d'utilisation des appareils exigeants une forte puissance	- Acquisition d'un générateur ; - mettre en place une centrale énergétique sur le micro barrage existant à Mayo-Darlé Mine.	Mayo-Darlé ville	
panne d'un générateur			Mayo-Darlé ville	sur utilisation du second groupe	Dépannage du générateur	Mayo-Darlé ville	
10.	Enseignements Secondaires	Difficulté d'accès aux enseignements secondaires de qualité.	Absence d'un établissement secondaire	Tous les villages en dehors de Mayo-Darlé.	déplacements des enfants à la Recherche d'un établissement secondaire ; - abandon de l'école après obtention du CEP.	Création et construction de 02 nouveaux CES.	Ribao et Hamoa
			Manque d'un établissement secondaire	Tous les villages	- Déplacements des enfants pour d'autres communes une fois	Création d'un CETIC	Mayo-Darlé

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
			technique		admis au CETIC ; - abandon de l'école après obtention du CEP.		
			Manque d'une clôture au lycée	Mayo-Darlé	Suivi pénible des élèves.	construction d'une clôture au lycée	Mayo-Darlé
			Manque d'un point d'eau aménagé au lycée	Mayo-Darlé	Consommation des eaux souillées.	construction d'un point d'eau au lycée	Mayo-Darlé
			Insuffisance d'aires de jeux aménagés	Mayo-Darlé	Faible épanouissement des élèves.	augmentation d'aires de jeux aménagés	Lycée de Mayo-Darlé
			Insuffisance d'arbres au lycée	Mayo-Darlé	Exposition des élèves et des salles de classe à des vents violents.	augmentation des arbres	Lycée de Mayo-Darlé
			Manque des bacs à ordures	Mayo-Darlé	Pollution de l'environnement	Fabrication de 05 bacs à ordures	Lycée de Mayo-Darlé
			Manque de logement du proviseur	Mayo-Darlé	Démotivation du proviseur	Construction d'un logement du proviseur.	Lycée de Mayo-Darlé
			Insuffisance des salles de classe	Mayo-Darlé	Classes multigrades	Construction de 03 salles de classe	Lycée de Mayo-Darlé
			Manque d'une bibliothèque	Lycée de Mayo-Darlé	Oisiveté des élèves pendant les heures creuses	Construction et équipement d'une bibliothèque	Lycée de Mayo-Darlé
			Manque d'une salle informatique	Lycée de Mayo-Darlé	Enseignement des cours informatiques sans cours pratiques	Construction et équipement d'une salle informatique	Lycée de Mayo-Darlé
11.	Emploi et Formation Professionnelle	Difficulté d'accès à un emploi décent et à un centre de formation professionnelle	Absence d'un centre de formation professionnelle (SAR/SM) publique et/ou privé	Tous les villages	Augmentation du taux de chômage.	- Création et construction d'une SAR/SM ; - sensibilisation des élites, opérateurs économiques et les bonnes volontés en vue de la création d'un centre de formation privé ; - sensibilisation et	Mayo-Darlé

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
						information des jeunes et des populations en général sur les procédures de création d'un centre de formation professionnel ou d'une entreprise.	
			faible information et sensibilisation sur les opportunités d'emplois et d'auto emplois.	Tous les villages	Augmentation du taux de chômage	Renforcement de la sensibilisation des populations sur des projets du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle ; - sensibilisation et information des populations sur l'appui au montage et au financement des microprojets (opportunités offertes par le PIAASI, FNE, PAJER-U etc...).	Tous les villages
			Manque d'aptitude et de qualification professionnelle requises.	Tous les villages	Augmentation du taux de chômage	- Renforcement du système d'information sur les offres d'emplois locaux, nationaux et les opportunités d'auto emplois ; - promotion des emplois ruraux et des emplois jeunes.	Tous les villages
			Manque d'informations sur les offres d'emploi locales et nationales	Tous les villages	Persistance du chômage	Recensement et diffusion des offres d'emploi locales et nationales	Tous les villages
			Manque d'un fichier des entreprises et des acteurs du secteur informel	Tous les villages	Sollicitation limitée de l'expertise locale	- Constitution d'un fichier des entreprises et des acteurs du secteur	Mairie

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
						informel ; - constitution d'un répertoire des compétences locales et des métiers locaux.	
			Non respect des textes régissant l'emploi et la formation professionnelle	Tous les villages	Découragement des employés et abandon du travail	Respect des textes régissant l'emploi et la formation professionnelle	Tous les villages
12.	Travail et Sécurité Sociale	Difficulté d'accès à un travail décent et à une sécurité sociale	Non satisfaction liée au traitement salarial (salaire ne respectant pas le SMIG)	Certains villages et Mayo-Darlé	production des mauvais résultats	sensibilisation des employeurs sur la nécessité d'attribuer à leurs employés des salaires respectant le code du travail.	Certains villages et Mayo-Darlé
			Exposition des bergers à plusieurs risques	Tous les villages	atteinte des maladies et affaiblissement des bergers	- Sensibilisation des propriétaires de bétail sur les risques que les bergers courent dans l'exercice de leur activité ; - organisation des bergers en associations.	les villages à forte dominance pastorale
			Manque des mutuelles de santé	Tous les villages	complications pour les travailleurs de se faire soigner en cas des maladies.	création des 05 mutuelles de santé.	Mayo-Darlé, Pangari, Gnwa I, Boumdo et Ribao.
			Non affiliation de la quasi-totalité des employés à la CNPS.	Les bergers et les employés du centre urbain en dehors des agents communaux.	La retraite pension pas assurée.	Sensibilisation et information des employeurs et propriétaires des troupeaux de bétail de l'importance de faire assurer ceux qui travaillent pour eux.	Les bergers et les employés du centre urbain en dehors des agents communaux.
13.	Tourisme	Difficulté dans la valorisation des sites touristiques	Enclavement des sites touristiques existants.	Mayo-Seini, Yimbéré Chefferie, Boumdo Louggoudié Djaoui, Nyalang, Marché	Non valorisation des sites touristiques existants	Aménagement de 06 sites touristiques et promotion de ces sites.	Ngomdjor Mayo-Danel Pangari Mayo-Djinga, Mayo-

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
		existants et d'accès aux structures d'accueil approprié.		Mondial, Yimbéré Plateau, Carrefour Boumdo, Yoli, Mayo-Djinga, Sindéré Djam, Pangari, Badjang, Satabé, Taparé, Mayo-Danel, Mayo-Golbi, Dorofi Cameroun, Ngomdjor, Sabbal Agougou.			Darlé et Mayo-Darlé Mine.
			Délabrement des auberges.	Mayo-Darlé	Risques d'infections.	Sensibilisation et organisation des propriétaires des auberges sur les normes requises des auberges.	Mayo-Darlé
			Insuffisance des structures d'accueil appropriées.	Mayo-Darlé	recours à des auberges délabrés.	Construction d'une auberge municipale	Mayo-Darlé
			Insuffisance des structures de restauration de qualité.	Mayo-Darlé	recours à des restaurants inappropriés.	Sensibilisation et des propriétaires des restaurants sur les qualités d'un bon restaurant.	Mayo-Darlé
			Manque de formations des gestionnaires des structures d'accueil.	Mayo-Darlé	Services très limités dans les structures d'accueil	Organisation des formations des gestionnaires des structures d'accueil.	Mayo-Darlé
14.	Forêts et faune	Difficulté de protéger les ressources forestières existantes et de reboiser la commune.	Absence d'une pépinière communale ;	Tous les villages	- approvisionnement en pépinières à partir d'autres localités ; - non multiplication des ressources de la commune	Mise en place d'une pépinière communale	Mayo-Darlé
			Absence des forêts communautaires et d'une forêt communale.	Tous les villages	Non multiplication des recettes propres de la commune	Mise en place d'une forêt communale et de 20 forêts communautaires	Tous les villages

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
			Déforestation causée par l'homme.	Tous les villages	Diminution des ressources forestières	- Mise en place des comités de vigilance ; - mise en place d'une plate forme de concertation avec les différents chefs des villages	
			Braconnage.	Tous les villages	Diminution des ressources fauniques	Mise en place des comités de surveillance des ressources fauniques et floristiques	Tous les villages
			Absence des comités de vigilance en vue de protéger les richesses forestières.	Tous les villages	Destruction des richesses forestières	Mise en place des comités de surveillance des ressources fauniques et floristiques	Tous les villages
			Absence d'un périmètre urbain boisé	Mayo-Darlé	Pollution de l'air du centre urbain	Aménagement d'un périmètre urbain boisé d'au moins 800 m ² par km ² .	Mayo-Darlé
			Manque d'équipements et d'engins au poste forestier.	Mayo-Darlé	Manque d'efficacité sur le terrain	Dotation du poste forestier de 02 motos tout terrain	Mayo-Darlé
			Insuffisance du personnel au poste forestier.	Mayo-Darlé	Rendement du poste forestier insuffisant.	Affectation de 03 agents formés au poste forestier	Mayo-Darlé
			Forêts sacrées existantes en voie de disparition.	Bambol, Mbanguéri Boumbo, Nyalang, Labbaré, Nyawa 1, Mayo-Djinga, Ngnogo, Pangari, Badjang, Boum 1, Nyara Guessam, Kavari, Mayo-Golbi, Mayo-Ngnidounga, Lamou Gotel.	- Diminution des ressources forestières	- Protection des forêts sacrées existantes ; - mise en place d'une législation coutumière en vue d'une protection efficace	Bambol, Mbanguéri Boumbo, Nyalang, Labbaré, Nyawa 1, Mayo-Djinga, Ngnogo, Pangari, Badjang, Boum 1, Nyara Guessam, Kavari, Mayo-Golbi, Mayo-Ngnidounga, Lamou Gotel.
			Absence de protection des plans d'eau	Tous les mayo	Eboulement et ensablement	Reboisement des berges des mayo	Tous les mayo

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
			Insuffisance du couvert végétal le long de la falaise de Yimbéré	Pangari	Eboulement et érosion	Reboisement le long de la falaise	Falaise (Pangari)
			Non valorisation des produits forestiers non ligneux	La zone de Mbamguéri	Revenus des ménages limités	Valorisation des produits forestiers non ligneux	La zone de Mbamguéri
15.	Environnement et Protection de la Nature	Dégradation de l'environnement	Présence des dépôts des déchets ménagers dans certains endroits non appropriés du centre urbain et dans certains villages.	Plan, Bonabéri, Guadap, Tiket et dans presque tous les villages	Pollution de l'environnement	Mettre en place une décharge municipale	Mayo-Darlé
			Absence d'une pépinière communale.	Tous les villages	approvisionnement en plants à partir d'autres localités.	Mise en place d'une pépinière communale	Mayo-Darlé
			Feux de brousse.	Tous les villages	- Destruction des micro-organismes du sol ; - destruction de la flore et de la faune ; - destruction de la couche d'ozone.	Mise en place des comités de surveillance environnementale au niveau local	Tous les villages
			Déforestation.	Tous les villages	Réduction de la capacité d'absorption du gaz carbonique par les feuilles vertes.	Plantation des arbres	Tous les villages
			Les affaissements des berges des cours d'eau.	Tous les villages	Destruction des sols.	Plantation des arbres le long des berges des cours d'eau	Tous les cours d'eau
			Erosions fluviales.	Tous les villages	Réduction des sols.	Plantation des arbres le long des berges des cours d'eau	Tous les cours d'eau
			Présence des endroits insalubres par endroits	Tous les villages	Prolifération des moustiques et d'autres insectes nuisibles.	Organisation des travaux communautaires d'hygiène et salubrité.	tous les villages
			Non fonctionnement du club des amis de la nature	Mayo-Darlé	Faible sensibilisation des élèves sur	Redynamisation du club des amis de la nature	Lycée de Banyo

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
					l'importance de préserver l'environnement.		
			Manque des clubs des amis de la nature	Tous les villages	Sensibilisation très limitée sur la protection de l'environnement	- Mise en place des clubs des amis de la nature extra scolaire ; Assistance des clubs des amis de la nature	Tous les villages
			Manque d'une décharge municipale	Mayo-Darlé	Insalubrité accentuée de la ville	Mise en place d'une décharge municipale	Mayo-Darlé
			Manque des espaces verts	Tous les villages	Embellissement limité de la ville et villages	Création des espaces verts dans la ville	Mayo-Darlé
			Non enseignement des notions sur l'éducation environnementale dans les établissements scolaires	Tous les établissements scolaires	Non prise en compte au sérieux des problèmes environnementaux par les élèves.	Introduction des notions sur l'éducation environnementale dans les établissements	Tous les établissements scolaires
16.	Développement Urbain et Habitat	Difficulté de développer la ville de Mayo-Darlé en tenant compte des activités économiques et du développement des villages environnants.	Insuffisance de la qualification en matière de construction	Tous les villages	Écoulement de certaines habitations	- Sensibilisation des populations sur les normes de construction en vigueur ; - création et construction d'une SAR/SM	Tous les villages
	Prédominance de l'aspect culturel lors des constructions		Tous les villages	- Courte durée de vie des habitations ; - manque du confort ; - coût d'entretien élevé	Sensibilisation des populations sur les normes de construction en vigueur.	Tout le territoire communal	
	Non aménagement des routes secondaires de la ville.		Mayo-Darlé	Circulation difficile	Entretien d'environ 05 km de route	Mayo-Darlé	
	Absence d'un plan d'urbanisation.		Mayo-Darlé	Construction anarchique des habitations.	Mise en place d'un plan d'urbanisation	Mayo-Darlé	
	Absence d'un plan d'occupation des sols		Mayo-Darlé	Conflits agropastoraux	Mise en place d'un plan d'occupation des sols	Mayo-Darlé	
	Insuffisance des moyens financiers		Mayo-Darlé	Dégradation poussée des routes de la ville	Recherche des financements	Mayo-Darlé	

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
			Non protection des parcelles aménagées	Mayo-Darlé	Dégradation des parcelles aménagées	Protection des parcelles aménagées	Mayo-Darlé
			Mauvais état des ponceaux dans la ville	Mayo-Darlé	Rupture de la circulation en cas d'inondation du cours d'eau traversant le quartier Fada	Construction de 02 ponceaux du côté de Fada	Mayo-Darlé (Fada)
17.	Domaines et Affaires Foncières	Difficulté d'accès à un patrimoine communal et d'immatriculer les terrains.	Inexistence du patrimoine foncier pour le compte de la commune.	Mayo-Darlé	Mise à disposition difficile des sites pour l'implantation des infrastructures socio économiques de base.	- Acquisition d'un patrimoine foncier par l'exécutif communal ; - immatriculation des terrains communaux.	Mayo-Darlé
			Inexistence d'un lotissement communal.	Mayo-Darlé	Faiblesse des recettes y relatives	Acquisition d'un lotissement communal par l'exécutif communal	Mayo-Darlé
			Inexistence d'un plan cadastral.	Mayo-Darlé	- construction anarchique des habitations ; - mésentente, mort d'homme	Réalisation d'un plan cadastral par l'exécutif communal	Mayo-Darlé
			Existence des litiges /problèmes fonciers au centre urbain.	Mayo-Darlé	mésentente, mort d'hommes	Acquisition des titres fonciers par les propriétaires terriens	Mayo-Darlé
			Ignorance de l'importance et des procédures d'immatriculation surtout au niveau des villages.	Dans presque tous les villages	Existence de plusieurs terrains non immatriculés	Sensibilisation et information des populations sur les procédures d'obtention d'un titre foncier	Tous les villages
18.	Recherche Scientifique et Innovation	Non application des résultats de la recherche par les producteurs	Non vulgarisation des résultats de la recherche	Mayo-Darlé	Application des techniques rudimentaires en agriculture et en élevage.	- Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation sur des nouvelles techniques agricoles et d'élevage ;	Tous les villages

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
						agronomique par les agents vulgarisateurs ; - rapprochement des producteurs des résultats de la recherche agronomique.	
			Non expérimentation de certaines cultures de rente (cacaoyer, caféier, palmier à huile) dans la commune	Tous les villages	Faible diversité des cultures	Négociation avec l'IRAD pour l'expérimentation de certaines cultures de rente (cacaoyer, caféier, huile de palme) dans la commune.	Tous les villages
			Insuffisance d'encadrement sur des thématiques spécifiques auprès des producteurs.	Tous les villages	- Faible utilisation des résultats de la recherche par les producteurs ; - pas d'amélioration des rendements agropastoraux.	Renforcement l'encadrement des producteurs sur des thématiques spécifiques.	Tous les villages
			Insuffisance d'infrastructures et d'équipements marchands.	Mayo-Darlé	- Limitation des recettes propres de la commune ; - offre réduite des produits	Construction d'un marché moderne	Mayo-Darlé
19.	Commerce	Difficulté à se ravitailler aux produits de première nécessité.	Manque des hangars au marché	Ribao, Pangari, Mbamguéri, Boumbo, Marché Mondial, Mayo-Seyni, Magni, Bonoukoum, Ngnara, Nguessam, Balang, Guissimi, Gbwaya Mambila, Boutoukouan et Mayo-Djinga.	- Exposition des marchandises aux intempéries climatiques (pluies, soleil, vent ...) ; - démotivation des commerçants.	Construction de 04 hangars.	Pangari, Marché Mondial, Ribao et Boumbo
			Insuffisance des pistes de désenclavement	Plusieurs villages	Coût élevé des produits de première nécessité	Aménagement des pistes de désenclavement	Plusieurs villages
20.	Jeunesse	Difficulté d'insérer les	Faible sensibilisation sur les projets d'insertion des	Tous les villages	insertion insuffisante des jeunes	renforcement de la sensibilisation et	Tous les villages

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
		jeunes dans les activités socio professionnelles .	jeunes tels que : le PAJER-U et le PIFMAS.			l'information sur les projets d'insertion des jeunes	
			Manque d'organisation des stages de vacances dans la commune.	Mayo-Darlé	Oisiveté des jeunes pendant les vacances	Organisation chaque année des stages de vacances	Mayo-Darlé
			Manque d'organisation des camps des jeunes et colonies des vacances au niveau communal.	Mayo-Darlé	Oisiveté des jeunes pendant les vacances	Organisation des camps des jeunes et colonies des vacances tous les 02 ans.	Mayo-Darlé
			Manque des centres multifonctionnels de promotion des jeunes ;	Tous les villages	Oisiveté des jeunes.	Construction d'un centre multifonctionnel de promotion des jeunes.	Mayo-Darlé
			Manque d'équipements dans les centres d'alphabétisation fonctionnels existants.	Mayo-Darlé, Ribao, Boumdo, Gbwaya Yamba, Nyawa I, Wouro Yobi, Mayo-Djinga, Pangari, Horé Mayo-Darlé et Guissimi.	Alphabétisation insuffisante	Equipement de 15 centres d'alphabétisation.	Ribao, Boumdo, Gbwaya Yamba, Nyawa I, Wouro Yobi I, Mayo-Djinga, Pangari, Horé Mayo-Darlé, Guissimi, Wouro Yobi II, Bonabéri, Plan et Tacha.
21.	Sports et Education Physique	Difficulté d'accès aux infrastructures sportives et à l'éducation physique.	Manque d'aires des jeux et stades respectant les normes	Tous les villages	épanouissement des enfants, des adultes et des personnes de troisième âge limité	- Construction et équipement d'une vingtaine d'aires des jeux dans les écoles (minis complexes sportifs) ; - réhabilitation des infrastructures existantes	- La quasi-totalité des écoles primaires ; - lycée de Mayo-Darlé.
			Manque d'infrastructures et équipements sportifs dans la commune.	Tous les villages	épanouissement des populations limité	Construction d'un mini complexe sportif	Mayo-Darlé
			Manque d'un stade municipal	Mayo-Darlé	Inorganisation des matchs de football de haut niveau.	Construction et aménagement d'un stade municipal de football	Mayo-Darlé
			Inexistence d'un	Tous les villages	professionnalisation	Création et construction	Mayo-Darlé

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
			gymnase.		des acteurs en disciplines sportives limitée.	d'un gymnase	
			Insuffisance d'encadreurs dans le domaine sportif et de l'éducation physique en milieu scolaire et extra scolaire	Tous les villages	Pratique très limitée de l'éducation physique et sportive dans le milieu scolaire et extra scolaire.	- Affectation d'une dizaine des encadreurs sportifs dans les écoles ; - remise à niveau permanente des cadres	Etablissements scolaires.
			Non pratique du sport de masse pour le maintien de l'équilibre et la santé pendant les week-ends.	Tous les villages	Exposition à certaines allergies	Organisation du sport de masse tous les week-ends	Mayo-Darlé
			Insuffisance et parfois absence totale du matériel didactique dans les établissements scolaires	Tous les villages	- pratique au rabais de l'éducation physique et sportive ; - non respect du ratio apprenants-matériels ; - inexistence de la pratique de l'éducation physique et sportive en milieu extra scolaire	- équipement des établissements scolaires en matériel didactique ; - construction des plates formes de proximité ; - construction et équipement des infrastructures adaptées.	- Etablissements scolaires
22.	Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat	Difficulté de passer du secteur informel au secteur formel.	Manque de structuration de certains acteurs évoluant dans ce secteur.	Tous les villages	Faible rentabilité des activités	Renforcement de la structuration des acteurs du secteur informel.	Tous les villages
			Manque de structure d'encadrement du secteur informel.	Tous les villages	Faible rentabilité des activités	Création et construction d'une structure d'encadrement des acteurs du secteur informel.	Mayo-Darlé
			Insuffisance de matériels et cadre adéquats pour certains acteurs dans l'exercice de leurs activités.	Mayo-Darlé	Faible rentabilité des activités	Appuis apportés à certains acteurs du secteur informel.	Mayo-Darlé
			Insuffisance de la qualification des acteurs du secteur	Tout le territoire communal	Faible rentabilité du secteur	Renforcement des capacités des acteurs du secteur	Tout le territoire communal
23.	Industries,	Impact	Exploitation non contrôlée	Mayo-Darlé Mine	Appauvrissement des	Implication de la	Mayo-Darlé Mine

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
	Mines et Développement Technologique	insuffisant de l'activité minière sur les recettes de la commune.	de la colombo-tantalite (présence d'environ 20 exploitants nigériens à Mayo-Darlé Mine).		gisements de la colombo-tantalite existants	commune et des autorités traditionnelles dans la gestion de la colombo-tantalite	
			Non paiement des taxes relatives à l'exploitation de la colombo-tantalite à la commune.	Mayo-Darlé Mine	Limitation des recettes de la commune	Recouvrement des taxes communales relatives à l'exploitation de la colombo-tantalite	Mayo-Darlé Mine
			Manque d'exploration en vue d'identification les nouveaux foyers de gisements (étain, colombo-tantalite).	Mayo-Darlé Mine, Ngomdjor, Djamga et Mayo-Gnidounga.	Limitation des recettes de la commune et la création d'emplois.	Incitation des privés à explorer les nouveaux foyers de gisements.	Mayo-Darlé Mine, Ngomdjor, Djamga et Mayo-Gnidounga.
			Manque d'une carrière municipale de sable et graviers.	Marché Mondial, Taparé, Yoli, Mayo-Darlé et Mayo-Gnidounga.	Limitation des recettes de la commune et la création d'emplois.	Création et implantation de 02 carrières (sable et graviers).	Marché Mondial et Mayo-Darlé
24.	Transports	Mauvaise organisation du secteur de transport	Manque d'un parking aménagé pour motos	Tous les villages	- Faiblesse des recettes de la commune ; - stationnement anarchique ; - limitation de la fluidité de la circulation	Aménagement d'un parking pour motos.	Mayo-Darlé
			Manque d'un parc de stationnement pour camions	Tous les villages situés sur les grands axes	- Faiblesse des recettes de la commune ; - stationnement anarchique ; - limitation de la fluidité de la circulation	Aménagement d'un parc de stationnement pour camions.	Mayo-Darlé
			Faible sensibilisation des conducteurs (autos et motocycles) sur les pièces officielles exigées pour l'exécution de leurs activités.	Tous les villages	Circulation de nombreux véhicules sans pièces	Renforcement de la sensibilisation des conducteurs sur les pièces officielles à acquérir avant et pendant l'exercice de	Tous les villages

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
						leurs activités.	
			Insuffisance de signalisation.	Tous les villages	- Mauvaise orientation des usagers ; - Exposition de la population aux nombreux accidents	Renforcement de la signalisation.	Mayo-Darlé
			Pratique de l'activité de mototaxi par certains mineurs (enfants moins de 18 ans).	Mayo-Darlé	Taux élevé d'accidents	Promouvoir la création d'un syndicat des motos taximen.	Mayo-darlé
			Manque de formation des moto-taximen	Tous les villages	Exposition de la population aux nombreux accidents	Organisation des sessions de formation des moto-taximen	Mayo-Darlé
			Manque d'aires aménagées pour l'embarquement et le débarquement des marchandises	Tous les villages	Débarquement et embarquement des transporteurs n'importe où.	Aménagement d'aires d'embarquement et de débarquement des marchandises	Mayo-Darlé
			Faible sensibilisation sur le changement du comportement à risque	Tous les villages	Accidents de circulation	Diffusion par la radio communautaire et en langue locale des programmes intégrant la sécurité routière, la prévention routière et la signalisation	Mayo-Darlé
			Faible sensibilisation sur la législation et les textes réglementaires régissant la profession des transporteurs	Tous les villages	Accidents de circulation	Instauration dans les programmes scolaires des notions sur la sécurité routière et mise à la disposition des ces établissements scolaires des documents sur la sécurité routière	Toutes les écoles et le lycée de Mayo-Darlé
			Faible impact des campagnes de prévention et de sécurité routière	Tous les villages	Accidents de circulation		
25.	Postes et Télécommunications	Difficulté d'accès aux infrastructures de télécommunication	Télé centre communautaire polyvalent non fonctionnel.	Mayo-Darlé	Services multi média limités pour les populations	Achat d'un groupe électrogène de 5 KVA pour faire fonctionner le télé centre communautaire polyvalent.	Mayo-Darlé

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
			Bureau de poste non fonctionnel.	Mayo-Darlé	Populations en marges des services rendus par la poste.	Saisir la hiérarchie pour la démarrage des activités par le Receveur de poste	Mayo-Darlé
			Manque d'un bâtiment pour le bureau de poste	Mayo-Darlé	Pas de service postal	Construction et équipement d'un bâtiment de poste	Mayo-Darlé
			Insuffisance de couverture du réseau téléphonique dans la commune ;	Toute la commune	communication limitée avec l'extérieur	Négociation avec les cadres de MTN pour l'implantation et l'activation de 04 nouvelles antennes.	Bamguéri, Hamoa, Boumbo et Marché Mondial
			Absence des autres réseaux de la téléphonie mobile (orange, Camtel) ;	Tous les villages	Communication limitée avec l'extérieur	Incitation des autres opérateurs de la téléphonie mobile (Orange et Camtel) à s'installer dans la commune.	Mayo-Darlé
26.	Communication	Difficulté d'accès aux informations nationales et internationales.	Absence d'une radio communautaire.	Tous les villages	faible perception des informations provenant des autres localités de la commune et du reste du Pays.	Création et construction d'une radio communautaire	Mayo-Darlé
			Absence d'un point de vente de la presse.	Tous les villages	Populations peu cultivées	Mise en place d'un point de vente de la presse	Mayo-Darlé
			Absence d'une antenne relais FM.	Tous les villages sauf Pangari.	Populations très peu informées des nouvelles du pays et du reste du monde	Installation d'une antenne FM	Antenne relais CAMTEL de Pangari
27.	Administration Territoriale, Sécurité et Maintien Ordre	Difficulté de maintenir l'ordre et la sécurité dans la commune.	Existence d'une zone d'insécurité	Dorofi Cameroun, Guissimi et Koradjé	Populations exposées à des agressions des nigériens	Création et construction d'un poste de gendarmerie	Dorofi Cameroun
			Conflits locaux sur des ressources (pâturages et terres cultivables).	Mayo-Darlé et certains villages	Mésentente entre certains producteurs.	Information et sensibilisation des producteurs sur la gestion des ressources.	Mayo-Darlé et certains villages

N°	Secteurs	Problèmes centraux reformulés	Causes	Villages concernés	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
			Insuffisance des centres d'état civil	Tous les villages en dehors de Mayo-Darlé, Nyawa et Mayo-Djinga	Faible établissement d'actes de naissance aux enfants	Création de 03 nouveaux centres d'état civil.	Boumbo, Ribao et Mbamguéri
			Insuffisance des interventions des forces de maintien de l'ordre	Tous les villages en dehors de Taparé, Ribao, Horé Mayo-Darlé et Mayo-Darlé.	Multiplication des agressions et des cas de vol.	Renforcement des services des forces de maintien de l'ordre en effectifs et en matériels roulants tout terrain.	Mayo-Darlé
			Manque des bâtiments abritant les locaux des FMO présents dans la ville	Mayo-Darlé	Location des bâtiments ne respectant pas les plans en vigueur	Construction de 02 bâtiments devant abriter les services des FMO	Mayo-Darlé
			Faible effectif des éléments des forces de maintien de l'ordre existant	Mayo-Darlé	Efficacité des forces de maintien de l'ordre limitée.	Augmentation des effectifs des forces de maintien de l'ordre	Mayo-Darlé
			Manque de la logistique dans les services des forces de maintien de l'ordre.	Mayo-Darlé	Efficacité des forces de maintien de l'ordre limitée.	Dotation des forces de maintien de l'ordre en matériels roulant tout terrain.	Mayo-Darlé
28.	Enseignement Supérieur	Non accession des diplômés à l'université après obtention du BAC	Manque des moyens pour l'université	Mayo-Darlé, Mayo-Djinga et Ribao	Abandon des études après le BAC	Appuis aux étudiants	Mayo-Darlé, Mayo-Djinga et Ribao
29.	Economie locale	Difficulté à développer l'économie locale	Absence d'un fichier des acteurs de l'économie locale	Tous les villages	Maîtrise limitée de ces acteurs par la commune	Recensement de tous les acteurs de l'économie locale	Tous les villages
			Manque d'organisation des acteurs de l'économie locale	Tous les villages	Faible rentabilité des activités de l'économie locale	Structuration par filière des acteurs de l'économie locale	Tous les villages
			Manque de financement pour développer les activités de l'économie locale.	Tous les villages	Faible capital	Appuis financiers aux acteurs de l'économie locale	Tous les villages
			Manque des débouchés pour vendre les produits	Tous les villages	Faible chiffre d'affaires	Amélioration de la vente des produits.	Tous les villages

V.PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1 Vision et objectifs du Plan Communal de Développement

La vision du PCD de Mayo-Darlé est d'obéir à la nouvelle dynamique sociopolitique marquée par le processus de la décentralisation et du développement durable conformément aux grandes orientations de l'Etat contenues dans le DSCE et la vision du Cameroun à l'horizon 2035.

De façon globale, l'objectif du PCD de Mayo-Darlé sera de guider l'ensemble des actions de développement de sa circonscription communale dans le but de favoriser la croissance et l'emploi. Plus spécifiquement, il permettra de :

- ❖ Entreprendre des négociations avec des bailleurs de fonds ;
- ❖ Rechercher le partenariat avec les acteurs externes et internes,
- ❖ Promouvoir la synergie d'actions entre les différents acteurs intervenant dans la circonscription communale ;
- ❖ Promouvoir la participation, la transparence, l'équité dans les choix des investissements et des actions de développement ;
- ❖ Elaborer aisément les plans d'investissements annuels et les budgets y afférents ;
- ❖ Promouvoir la solidarité et la complémentarité entre les acteurs de développement ;
- ❖ Prévenir les conflits ;
- ❖ Rechercher la cohérence entre les actions locales et les politiques sectorielles de l'Etat ;
- ❖ Former et renforcer les capacités des acteurs locaux ;
- ❖ Faire des prévisions budgétaires réalistes.

5.2 Cadre logique

5.2.1 Secteur : Agriculture et développement rural

Problème central : Difficulté de pratiquer une agriculture de qualité

Objectif global : moderniser l'appareil de production

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif spécifique 1 : Faciliter l'accès aux techniques agricoles modernes et aux innovations de la recherche agronomique	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de nouveaux postes agricoles créés, construits opérationnels ; - Nombre d'agriculteurs formés ; - Nombre d'agriculteurs appuyés ; - Nombre des organisations des producteurs formés et opérationnels ; - Nombre des techniciens appuyés en logistique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DDADER - Rapport de la commune ; - Actes de création des postes agricoles ; - Rapports des projets. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Les résultats de la recherche sont disponibles. 	615 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets ; - Des conventions signées ; - Documents des projets
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 03 nouveaux postes agricoles sont créés, construits et opérationnels.	Nombre de nouveaux postes agricoles créés, construits opérationnels.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DDADER - Rapport de la commune ; - Actes de création des postes agricoles. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Environ 75 000 000 FCFA mobilisés	Journaux des projets
	R2 : Les capacités des agriculteurs sont renforcées en techniques agricoles modernes.	Nombre d'agriculteurs formés	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DDADER - Rapport de la commune. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les chefs de poste agricole ont les moyens et l'expertise ; - Les projets et organismes de développement sont disponibles. 	10 000 000 FCFA progressivement mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journaux des projets ; - Des conventions signées
	R3 : Des agriculteurs sont appuyés en intrants et crédits agricoles	Nombre d'agriculteurs appuyés	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DDADER - Rapport de la commune. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	500 000 000 FCFA progressivement mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journaux des projets ; - Des conventions signées

R4 : Des agriculteurs sont bien organisés autour des organisations des producteurs (GICs, unions des GICs...)	Nombre des organisations des producteurs formés et opérationnels	- Rapport DDADER - Rapport de la commune.	Engagement, dévouement et disponibilité des techniciens et des projets de développement	10 000 000 FCFA mobilisés	- Documents des projets ; - Des conventions signées
R5 : Les techniciens en agriculture ont la logistique nécessaire pour faire la vulgarisation et le conseil agricoles.	Nombre des techniciens appuyés en logistique	- Rapport DDADER - Rapport de la commune.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	20 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets ; - Des conventions signées.

Activités

Pour R1 : Boumdo, Bamguéri et Hamoa	Pour R2 : Tous les villages	Pour R3 : Tous les villages	Pour R4 : Tous les villages	Pour R5 : Mayo-Darlé, Ribao, Boumdo, Mayo-Djinga, Pangari, Bamguéri et Hamoa
1.1. Multiplication et suivi des demandes de création des nouveaux postes agricoles.	2.1 Recherche des financements.	3.1. Diagnostic des systèmes de cultures	4.1. Sensibilisation et information des agriculteurs sur l'importance d'être organisés en OP	5.1. Multiplication et suivi des demandes en dotation logistique.
1.2. Création des postes agricoles	2.2 Recherche des consultants	3.2. Recherche des types d'intrants adaptés	4.2. organisation des producteurs par filière	5.2. Dotation de la délégation d'arrondissement de l'agriculture en logistique.
1.3. Choix et délimitation des sites	2.3. Identification des besoins en formation	3.3. Recherche des financements	4.3. Préparation des dossiers de légalisation des OP formées.	5.3. Répartition de la logistique dans les différents postes agricoles.
1.4. Recherche des financements	2.4. Préparation des modules de formation	3.4. Organisation des achats d'intrants agricoles	4.4. Légalisation des différentes OP	
1.5. formulation des appels d'offre	2.5. Multiplication des manuels de formation	5.5. Distribution des intrants agricoles aux producteurs organisés.	4.5. Formation des agriculteurs en dynamique organisationnelle	
1.6. construction des bâtiments et suivi des travaux	2.6 Organisation des formations dans les différents bassins de production.			
1.7. réception des ouvrages et Affectation du personnel.				

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif spécifique 2 : Améliorer l'accès aux infrastructures et équipements d'appui au développement agricole.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de magasins de stockage des produits agricoles construits ; - Nombre de séchoirs communautaires aménagés ; - Nombre de pistes de désenclavement ouvertes ou réhabilitées ; - Nombre d'ouvrages d'arts construits ; - Nombre de tracteurs équipés achetés et opérationnels sur le terrain ; - Nombre de magasins de stockage d'intrants agricoles construits. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DDADER - Rapport de la commune. - PV de réception des ouvrages ; - Rapports des projets. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	1 055 000 000 mobilisés et utilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 10 magasins de stockage des produits agricoles sont construits	Nombre de magasins de stockage des produits agricoles construits	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DDADER - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	150 000 000 FCFA mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
	R2 : 05 séchoirs communautaires sont construits	Nombre de séchoirs communautaires aménagés	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DDADER - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	45 000 000 FCFA disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
	R3 : Les bassins de production sont désenclavés	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de pistes de désenclavement ouvertes ou réhabilitées ; - Nombre d'ouvrages d'arts construits. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DDADER - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	700 000 000 FCFA mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
	R4 : 05 tracteurs équipés disponibles.	Nombre de tracteurs équipés achetés et opérationnels sur le terrain.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DDADER - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	75 000 000 FCFA disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.

	R5 : 10 magasins de stockage d'intrants agricoles sont construits.	Nombre de magasins de stockage d'intrants agricoles construits.	- Rapport DDADER - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	100 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
Activités						
Pour R1 : Boumdo, Mbilang, Pangari, Nyawa I, Bambol, Gbwaya Yamba, Nyara Guessam, Bamguéri quartiers Plan et Bonabéri	Pour R2 : Boumdo, Mayo-Darlé, Pangari, Hamoa, Gbwaya Yamba.	Pour R3 : Les zones de Boumdo, Mayo-Ngnidounga, Hamoa, Bonoukoum et Mayo-Seyni.	Pour R4 : Mayo-Darlé, Boumdo, Hamoa, Mayo-Ngnidounga et Mayo-Seyni.	Pour R5 : Boumdo, Mbilang, Pangari, Nyawa I, Bambol, Gbwaya Yamba, Nyara Guessam, Bamguéri quartiers Plan et Bonabéri		
1.1. Choix et délimitation des sites.	2.1. Choix et délimitation des sites	3.1. Recherche des financements	4.1. Recherche des partenaires et des financements.	5.1. Choix et délimitation des sites		
1.2. Recherche des financements	2.2. Recherche des financements	3.2. Formulation des appels d'offre	4.2. Identification des membres des comités de gestion des tracteurs.	5.2. Recherche des financements		
1.3. Formulation des appels d'offre	2.3. Recherche des prestataires	3.3. Exécution et suivi des travaux	4.3. Acquisition des tracteurs avec tous leurs accessoires	5.3. Formulation des appels d'offre		
1.4. Exécution et suivi des travaux	2.4. Exécution et suivi des travaux	3.4. Réception des ouvrages	4.4. Définition du mode de gestion des tracteurs	5.4. Exécution et suivi des travaux		
1.5. Réception des ouvrages	2.5. Réception des ouvrages	3.5. Formation et mise en place des comités de gestion.	4.5. Affectation des tracteurs dans les différents bassins de production.	5.5. Réception des ouvrages		
1.6. Formation et mise en place des comités de gestion.	2.6. Formation et mise en place des comités de gestion.		4.6 Formation des membres des comités de gestion des tracteurs.	5.6. Formation et mise en place des comités de gestion.		
			4.7 Suivi et entretien des tracteurs.			

Cadre estimatif du secteur agriculture et développement rural (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 2 190 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 50 000 000
- ❖ Imprévis = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 2 250 000 000**

5.2.2 Secteur : Elevage, pêche et industries animales

Problème central : Difficulté de pratiquer un élevage compétitif

Objectif global : Moderniser la pratique de l'élevage.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Faciliter l'accès aux techniques modernes d'élevage et aux biotechnologies.		<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de nouveaux CZCSV créés, construits opérationnels ; - Nombre d'éleveurs formés ; - Nombre d'ha mis en place ; - Nombre d'éleveurs appuyés en financements et matériels d'élevage ; - Nombre des organisations d'éleveurs formés et opérationnels ; - Nombre des techniciens appuyés en logistique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - Actes de création des CZCSV ; - Rapports des projets d'élevage. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - les résultats de la recherche sont disponibles. 	600 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets ; - des conventions signées ; - documents des projets
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 02 nouveaux CZCSV sont créés, construits et opérationnels.	Nombre de CZCSV créés, construits opérationnels.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - Actes de création des CZCSV. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Environ 60 000 000 FCFA mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets ; - conventions signées.
	R2 : Les capacités des éleveurs sont renforcées en techniques modernes d'élevage et en biotechnologies.	Nombre d'éleveurs formés	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DDEPIA - Rapport de la commune. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les chefs de centre ont les moyens et l'expertise ; - les projets et organismes de développement sont disponibles. 	10 000 000 FCFA progressivement mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Documents des projets ; - des conventions signées
	R3 : 200 ha des champs fourragers sont mis en place.	Nombre d'ha mis en place.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - PV de réception des champs fourragers mis en place. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	300 000 000 FCFA progressivement mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Documents des projets ; - des conventions signées

	R4 : Des éleveurs sont appuyés en financement et matériels d'élevage.	Nombre d'éleveurs appuyés en moyens financiers et matériels d'élevage.	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - conventions signées.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	200 000 000 FCFA progressivement mobilisés	- Documents des projets ; - des conventions signées
	R5 : Des éleveurs sont bien organisés autour des organisations des producteurs (GICs, unions des GICs...)	Nombre des organisations des éleveurs formés et opérationnels	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - Rapports des projets d'élevage	Engagement, dévouement et disponibilité des techniciens et des projets de développement	10 000 000 FCFA mobilisés	- Documents des projets ; - des conventions signées
	R6 : Les services techniques de l'élevage sont appuyés en logistique nécessaire pour faire la vulgarisation.	Nombre des services techniques appuyés en logistique	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - Bordereau de réception de la dotation	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	20 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets ; - des conventions signées.
Activités						
Pour R1 : Hamoa et Pangari	Pour R2 : Tous les villages	Pour R3 : Presque les villages	Pour R4 : Tous les villages	Pour R5 : Tous les villages	Pour R6 : Mayo-Darlé, Ribao, Boumbo, Hamoa et Pangari	
1.1. Multiplication et suivi des demandes de création des nouveaux CZCSV.	2.1 Recherche des financements.	3.1. Recherche des financements	4.1. Diagnostic des différents types d'élevage	5.1. Sensibilisation et information des éleveurs sur l'importance d'être organisés en OP	6.1. Multiplication et suivi des demandes en dotation logistique.	
1.2. Création des CZCSV	2.2 Recherche des consultants	3.2. Recherche des consultants pour les études de faisabilité	4.2. Recherche du matériel d'élevage adapté	5.2. organisation des éleveurs par filière	6.2. Dotation de la délégation d'arrondissement de l'élevage en logistique.	
1.3. Choix et délimitation des sites	2.3. Identification des besoins en formation	3.3. Montage des requêtes de financement	4.3. Recherche des financements	5.3. Préparation des dossiers de légalisation des OP formées.	6.3. Répartition de la logistique dans les différents CZCSV.	
1.4. Recherche des financements	2.4. Préparation des modules de formation	3.4. choix et délimitation des sites de mise en place des champs fourragers	4.4. Organisation des achats du matériel d'élevage	5.4. Légalisation des différentes OP		
1.5. formulation des appels d'offre	2.5. Multiplication des manuels de formation	5.5. Choix des prestataires pour la mise en œuvre des différents champs fourragers.	5.5. Distribution du matériel d'élevage et des financements aux éleveurs organisés.	5.5. Formation des éleveurs en dynamique organisationnelle		
1.6. Construction des bâtiments et suivi des travaux	2.6 Organisation des formations dans les différents bassins de production.	5.6 Exécution et suivi des travaux				

1.7. Réception des ouvrages et Affectation du personnel.		5.7 Mise en place et formation des comités de gestion			
		5.8 Réception des différents champs fourragers.			

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Faciliter l'accès aux infrastructures d'élevage.		- Nombre de biefs/marres d'abreuvement construits ; - Nombre de parcs vaccinogènes définitifs construits ; - Nombre d'aires d'abattage construits ; - Nombre des marchés à bétail construits ; - Nombre des bains dé tiqueurs construits.	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune. - PV de réception des ouvrages ; - Rapports des projets.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	325 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 10 biefs/marres d'abreuvement sont construits	Nombre de biefs/marres d'abreuvement construits	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	50 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
	R2 : 24 parcs vaccinogènes définitifs sont construits	Nombre de parcs vaccinogènes définitifs construits	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	50 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
	R3 : 03 aires d'abattage sont construits	Nombre d'aires d'abattage construits.	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	75 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.

	R4 : 03 marchés à bétail sont construits.	Nombre des marchés à bétail construits.	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	120 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
	R5 : 10 bains dé tiqueurs sont construits.	Nombre des bains dé tiqueurs construits.	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	30 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
Activités						
	Pour R1 : Mayo-Darlé, Pangari, Mayo-Djinga, Ribao, Mayo-Ngnidounga, Boumdo, Yoli, Hamoa, Nyawa 1 et Guissimi.	Pour R2 : Mayo-Darlé et une vingtaine de villages	Pour R3 : Mayo-Darlé, Ribao, Boumdo	Pour R4 : Mayo-Darlé, Pangari, Hamoa	Pour R5 : Mayo-Darlé, Pangari, Mayo-Djinga, Ribao, Mayo-Ngnidounga, Boumdo, Yoli, Hamoa, Nyawa 1 et Guissimi.	
	1.1. Choix et délimitation des sites	2.1. Choix des sites	3.1. Recherche des financements	4.1. Choix et délimitation des sites	5.1. Choix des sites	
	1.2. Recherche des financements	2.2. Recherche des financements	3.2. Formulation des appels d'offre	4.2. Recherche des financements	5.2. Recherche des financements	
	1.3. Formulation des appels d'offre	2.3. Recherche des prestataires	3.3. Exécution et suivi des travaux	4.3. Formulation des appels d'offre	5.3. Formulation des appels d'offre	
	1.4. Exécution et suivi des travaux	2.4. Exécution et suivi des travaux	3.4. Réception des ouvrages	4.4. Exécution et suivi des travaux	5.4. Exécution et suivi des travaux	
	1.5. Réception des ouvrages	2.5. Réception des ouvrages	3.5. Formation et mise en place des comités de gestion.	4.5. Réception des ouvrages	5.5. Réception des ouvrages	
	1.6. Formation et mise en place des comités de gestion.	2.6. Formation et mise en place des comités de gestion.		4.6. Formation et mise en place des comités de gestion.	5.6. Formation et mise en place des comités de gestion.	

Cadre estimatif du secteur élevage, pêche et industries animales (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 925 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 40 000 000
- ❖ Imprévus = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 975 000 000**

5.2.3 Secteur : Santé

Problème central : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité

Objectif global : Garantir de façon durable l'accès aux soins de santé de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Réduire la charge morbide chez les pauvres et les populations les plus vulnérables		<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage du taux de prévalence du VIH/SIDA réduit ; - Nombre de personnes vivant avec le VIH/SIDA prises en charge a augmenté ; - Pourcentage du taux des cas du paludisme baissé ; - Nombre des cas des maladies transmissibles a baissé ; - Le taux de mortalité après maladie a baissé ; - Nombre des personnes pris en charge a augmenté. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport du district service de santé - Rapport de la commune ; - Rapports des formations sanitaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles. 	PM	<ul style="list-style-type: none"> - Documents des projets du MINSANTE ; - des conventions signées ; - contrats signés
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : La lutte contre le VIH/SIDA est effective.	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage du taux de prévalence du VIH/SIDA réduit ; - Nombre de personnes vivant avec le VIH/SIDA prises en charge a augmenté. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport du district service de santé - Rapport de la commune ; - Rapports des formations sanitaires. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	PM	<ul style="list-style-type: none"> - Documents des programmes de lutte contre la pandémie ; - conventions signées ; - contrats signés
	R2 : La lutte contre le paludisme s'est améliorée.	Pourcentage du taux des cas du paludisme baissé.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport du district service de santé - Rapport de la commune ; - Rapport des formations sanitaires. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	PM	<ul style="list-style-type: none"> - Documents du programme de lutte contre le paludisme ; - des conventions signées ; - des contrats signés.
	R3 : La lutte contre les autres maladies non transmissibles est réalisée.	Nombre des cas des maladies transmissibles a baissé.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport du district service de santé - Rapport de la commune ; - Rapport des formations sanitaires. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	PM	<ul style="list-style-type: none"> - Documents des projets MINSANTE; - des conventions signées ; - des contrats signés.

	R4 : La santé des personnes âgées n'est plus négligée.	Nombre des personnes pris en charge a augmenté.	- Rapport du district service de santé - Rapport de la commune ; - Rapports des formations sanitaires.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	PM	- Documents des projets du MINSANTE ; - des conventions signées
Activités						
Pour R1 Tous les villages	Pour R2 Tous les villages	Pour R3 Tous les villages	Pour R4 Tous les villages			
1.1. Sensibilisation des populations sur des mesures préventives du VIH/SIDA.	2.1 Sensibilisation des populations sur les causes du paludisme.	3.1. Sensibilisation des populations sur les mesures d'hygiène et du milieu corporel (lutte anti vectorielle, hygiène des aliments, hygiène des déchets ménagers, construction/utilisation des latrines, etc.)	4.1. Etablissement du fichier des personnes âgées.			
1.2. Sensibilisation des populations à se faire dépister afin de connaître leur statut sérologique	2.2 Sensibilisation des populations sur les mesures d'hygiène et d'assainissement	3.2. sensibilisation des populations sur la sécurité sanitaire des aliments (promotion du contrôle de qualité des aliments, promotion des bonnes pratiques de fabrication/préparation et conservation, protection de la santé du consommateur.	4.2. Sensibilisation des personnes âgées des mesures prises en leur faveur.			
1.3. Recensement des personnes atteintes du VIH/SIDA	2.3. Sensibilisation des populations sur l'importance de dormir sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide de longue durée d'action.		4.3. suivi de proximité des personnes âgées en cas des maladies.			
1.4. Prise en charge des PVVIH/TB-VIH	2.4. Prise en charge communautaire du paludisme dans toutes les aires de santé.		4.4. Organisation des achats du matériel d'élevage			
1.5. La surveillance aux ARV			4.5. Distribution du matériel d'élevage et des financements aux éleveurs organisés.			
1.6. La surveillance sanguine						
1.7 L'amélioration de la nutrition des personnes vivant avec le VIH/SIDA						

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif spécifique 2 : Améliorer l'offre des services et soins de santé.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des formations sanitaires créées, construites et équipées ; - Nombre d'anciennes formations sanitaires réhabilitées et équipées ; - Nombre d'individus formés en médecine humaine affectés dans les différentes formations sanitaires ; - Nombre des logements d'astreinte construits ; - Nombre d'incinérateurs construits ; - Nombre des points d'eau construits. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport du district service de santé ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages ; - actes de création. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	453 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 03 nouvelles formations sanitaires créées, construites et équipées.	Nombre des formations sanitaires créées, construites et équipées.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport du district service de santé ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages ; - actes de création. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	200 000 000 FCFA mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
	R2 : Des anciennes formations réhabilitées et équipées	Nombre d'anciennes formations sanitaires réhabilitées et équipées	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport du district service de santé ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	100 000 000 FCFA disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
	R3 : Les formations sanitaires sont renforcées en personnel qualifié.	Nombre d'individus formés en médecine humaine affectés dans les différentes formations sanitaires.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport du district service de santé ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	PM	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.

R4 : 07 logements d'astreinte pour les responsables des aires de santé construits	Nombre des logements d'astreinte construits.	- Rapport du district service de santé ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	70 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
R5 : 08 incinérateurs sont construits dans les différentes formations sanitaires.	Nombre d'incinérateurs construits.	- Rapport du district service de santé ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	20 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
R6 : 07 points d'eau sont construits dans les différentes formations sanitaires.	Nombre des points d'eau construits	- Rapport du district service de santé ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	63 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.

Activités

Pour R1 Hamoia, Nyawa et Bamguéri	Pour R2 Mayo-Darlé, Mayo-Djinga, Boumdo et Ribao	Pour R3 Mayo-Darlé, Mayo-Djinga, Boumdo, Ribao, Nyawa, Hamoia, Bamguéri et CSPC	Pour R4 Mayo-Darlé, Mayo-Djinga, Boumdo, Ribao, Nyawa, Hamoia, Bamguéri	Pour R5 Mayo-Darlé, Mayo-Djinga, Boumdo, Ribao, Nyawa, Hamoia, Bamguéri et CSPC	Pour R6 Mayo-Darlé, Mayo-Djinga, Boumdo, Ribao, Nyawa, Hamoia, Bamguéri
1.1. Multiplication et suivi des demandes pour la création des nouvelles formations sanitaires	2.1. Choix et délimitation du site de CSI de Boumdo	3.1. Multiplication et suivi des demandes pour l'augmentation du personnel qualifié dans les formations sanitaires.	4.1. Choix et délimitation des sites	5.1. Choix des sites	6.1. Choix des sites
1.2 Création des formations sanitaires	2.2. Recherche des financements	3.2. Affectation du personnel qualifié.	4.2. Recherche des financements	5.2. Recherche des financements	6.2. Recherche des financements
1.3. Choix et délimitation des sites	2.3. Recherche des prestataires		4.3. Formulation des appels d'offre	5.3. Formulation des appels d'offre	6.3. Recherche des prestataires
1.4. Recherche des financements	2.4. Exécution et suivi des travaux		4.4. Exécution et suivi des travaux	5.4. Exécution et suivi des travaux	6.4. Exécution et suivi des travaux
1.5. Formulation des appels d'offre	2.5 Equipement des formations sanitaires		4.5. Réception des ouvrages	5.5. Réception des ouvrages	6.5. Réception des ouvrages
1.6. Exécution et suivi des travaux	2.5. Réception des ouvrages		4.6. Installation des chefs de centre dans leur logement.	5.6. Formation et mise en place des comités de gestion.	6.6. Formation et mise en place des comités de gestion.

1.7. Réception des ouvrages	2.6. Formation et mise en place des comités de gestion.				
1.8. Formation et mise en place des comités de gestion.					

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 3 : Réduire le taux de mortalité maternelle et celui des enfants de moins de 05 ans		- Pourcentage de taux de mortalité baissé chez les enfants de moins de 05 ans ; - Pourcentage de taux de mortalité maternelle baissé.	- Rapport du district service de santé - Rapport de la commune ; - Rapports des formations sanitaires.	- Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	PM	- Documents des projets du MINSANTE ; - des conventions signées ; - contrats signés.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Le taux de mortalité des enfants de moins de 05 ans est passé de 4% à 2,66%.	Pourcentage de taux de mortalité baissé chez les enfants de moins de 05 ans.	- Rapport du district service de santé - Rapport de la commune ; - Rapports des formations sanitaires.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	PM	- Documents des projets du MINSANTE ; - conventions signées ; - contrats signés.
	R2 : Le taux de mortalité maternelle est passé de 3% à 2,25%.	Pourcentage de taux de mortalité maternelle baissé.	- Rapport du district service de santé - Rapport de la commune ; - Rapport des formations sanitaires.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	PM	- Documents des projets du MINSANTE ; - des conventions signées ; - des contrats signés.
Activités						
Pour R1 : Tous les villages				Pour R2 : Tous les villages		
1.1. sensibilisation des mères d'enfants sur l'importance de respecter les programmes de vaccination des enfants de moins de 05 ans.				2.1 Sensibilisation des femmes sur l'importance des visites pré et post natales.		
1.2. Equipement des formations sanitaires de tous vaccins importants.				2.2 Bonne qualité des soins fournis aux femmes en post partum.		
1.3. Respect des campagnes de vaccination par les différentes formations sanitaires				2.3. Bonne qualité des soins fournis aux femmes enceintes.		
1.4. Adhésion des populations aux différentes campagnes de vaccination.				2.4. Adhésion des femmes au suivi pré et post natal.		

Cadre estimatif du secteur santé (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 453 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 60 000 000
- ❖ Imprévis = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 523 000 000**

5.2.4 Secteur : Travaux publics

Problème central : Pistes de désenclavement en mauvais état

Objectif global : améliorer l'offre en infrastructures routières de la commune

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Réhabiliter et entretenir le réseau routier existant		- Nombre de km de routes rurales de la commune entretenues ; - Nombre de km de pistes rurales entretenues ; - Nombre de km de route en terre sur la nationale N°6 entretenue ; - Nombre d'ouvrages d'arts réhabilités.	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	- Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - adéquation des ressources transférées.	2 870 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : les 117 km de routes rurales de la commune sont entretenues.	Nombre de km de routes rurales de la commune entretenues.	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	1 440 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : les 60 km de pistes rurales sont réhabilités	Nombre de km de pistes rurales entretenues.	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	720 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R3 : Les 17,300 km de route en terre sur la nationale N°6 sont entretenue.	Nombre de km de route en terre sur la nationale N°6 entretenue.	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	210 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.

	R4 : 05 ouvrages d'arts sont réhabilités	Nombre d'ouvrages d'arts réhabilités.	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	500 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
--	--	---------------------------------------	---	---	------------------------------	---

Activités

Pour R1 Tous les villages situés sur les différents tronçons des routes rurales de la commune.	Pour R2 - Mayo-Djinga-Mayo-Darlé Mine-Mayo-Darlé; - Nyagong-Mbanguéri.	Pour R3 Tous les villages situés sur la nationale N°6	Pour R4 Sur le Taparé ; Mayo-Gnidounga, Mato-Ngué-Ngué, Mayo-Boumdo, Mayo Mboudouwa
1.1. Identification des bailleurs de fonds pouvant aborder un appui pour l'entretien des 117 km	2.1. Identification des bailleurs de fonds pouvant aborder un appui pour la réhabilitation des 60 km.	3.1. Négociation et plaidoyer auprès des bailleurs de fonds	4.1. Identification des bailleurs de fonds pouvant aborder un appui pour la réhabilitation des 05 ouvrages d'arts.
1.2. Négociation et plaidoyer auprès des bailleurs de fonds identifiés	2.2. Négociation et plaidoyer auprès des bailleurs de fonds identifiés	3.2. Formulation des DAO	4.2. Négociation et plaidoyer auprès des bailleurs de fonds identifiés
1.3. Mobilisation des ressources	2.3. Mobilisation des ressources	3.3. Sélection des prestataires	4.3. Mobilisation des ressources
1.4. Formulation des DAO	2.4. Formulation des DAO	3.4. Exécution et suivi des travaux.	4.4. Formulation des DAO
1.5. Sélection des prestataires	2.5. Sélection des prestataires	3.5 Réception des travaux effectués	4.5. Sélection des prestataires
1.6. Exécution et suivi des travaux.	2.6. Exécution et suivi des travaux.		4.6. Exécution et suivi des travaux.
1.7 Mise en place et formation des comités de gestion des routes.	2.7. Mise en place et formation des comités de gestion des routes.		4.7 Mise en place et formation des comités de gestion des routes.
1.8 Réception des travaux	2.8 Réception des travaux		4.8 Réception des travaux effectués

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif spécifique 2 : Etendre le réseau routier	- Nombre de km de routes rurales de la commune entretenues ; - Nombre de km de pistes rurales entretenues ; - Nombre de km de route en terre sur la nationale N°6 entretenue ; - Nombre d'ouvrages d'arts réhabilités.	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	- Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - adéquation des ressources transférées.	4 900 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.

Résultats (Axes stratégiques)	R1 : les 185 km de pistes rurales sont ouvertes	Nombre de km de routes rurales de la commune entretenues.	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	2 400 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : au moins 25 ouvrages d'arts sont construits	Nombre d'ouvrages d'arts réhabilités.	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	2 500 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds .
Activités						
Pour R1 Tous les villages enclavés.			Pour R2 - Mayo-Djinga-Mayo-Darlé Mine-Mayo-Darlé; - Nyagong-Mbanguéri.			
1.1. Identification des bailleurs de fonds pouvant aborder un appui pour l'ouverture des 185 km de pistes rurales			2.1. Identification des bailleurs de fonds pouvant aborder un appui pour la construction des 25 ouvrages d'arts.			
1.4. Négociation et plaidoyer auprès des bailleurs de fonds identifiés			2.2. Négociation et plaidoyer auprès des bailleurs de fonds identifiés			
1.5. Mobilisation des ressources			2.3. Mobilisation des ressources			
1.6. Formulation des DAO			2.4. Formulation des DAO			
1.7. Sélection des prestataires			2.5. Sélection des prestataires			
1.8. Exécution et suivi des travaux.			2.6. Exécution et suivi des travaux.			
1.9 Mise en place et formation des comités de gestion des routes.			2.7 Mise en place et formation des comités de gestion des routes.			
1.10 Réception des travaux			2.8 Réception des ouvrages d'arts			

Cadre estimatif du secteur des travaux publics (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 6 340 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 100 000 000
- ❖ Imprévus = 100 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 6 540 000 000**

5.2.5 Secteur : Education de base

Problème central : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité

Objectif Global : Promouvoir une éducation de base de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif spécifique 1 : Faciliter l'accès aux infrastructures scolaires dans les écoles existantes	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de salles de classe construites et équipées ; - Nombre de table-bancs fabriqués ; - Nombre de blocs de 03 latrines construits ; - Nombre de logements construits ; - Nombre de points d'eau construits ; - Nombre de clôtures construites ; - Nombre d'aires de jeux aménagés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports DDEB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées. 	1 985 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 41 salles de classe sont construites et équipées dans les écoles existantes.	Nombre de salles de classe construites et équipées.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports DDEB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des salles de classe. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	410 000 000 FCFA mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : Au moins 1 850 table-bancs sont fabriqués et disposés dans les salles de classe dont le besoin se fait sentir.	Nombre de table-bancs fabriqués	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports DDEB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des table-bancs fabriqués. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	60 000 000 FCFA disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.

R3 : 21 blocs de 03 latrines chacun construits.	Nombre de blocs de 03 latrines construits.	- Rapports DDEB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des latrines construites.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	65 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
R4 : 24 logements d'astreinte pour les chefs d'établissement construits.	Nombre de logements construits.	- Rapports DDEB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des logements construits.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	240 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
R5 : 28 points d'eau sont construits dans les écoles	Nombre de points d'eau construits	- Rapports DDEB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des points d'eau construits.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	280 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
R6 : 29 clôtures construites dans les écoles	Nombre de clôtures construites	- Rapports DDEB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des clôtures construites.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	870 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
R7 : Au moins 30 aires de jeux aménagés.	Nombre d'aires de jeux aménagés	- Rapports DDEB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - PV de réception d'aires de jeux aménagés.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	60 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités					

Pour R1 Dans 22 écoles (cf tableau 23)	Pour R2 Toutes les écoles en dehors de Pangari	Pour R3 Toutes les écoles en dehors des écoles du centre urbain, de Boumdo, Pangari et Mayo-Djinga.	Pour R4 Toutes les écoles en dehors de l'école privée catholique	Pour R5 Toutes les écoles en dehors de Pangari et l'école privée catholique	Pour R6 Toutes les écoles en dehors de l'école privée catholique	Pour R7 Toutes les écoles
1.1 Recherche des financements	2.1 Recherche des financements	3.1 Recherche des financements	4.1 Recherche des financements	5.1 Recherche des financements	6.1 Recherche des financements	7.1 Recherche des financements
1.2. Formulation des DAO	2.2. Formulation des DAO	3.2. Formulation des DAO	4.2. Formulation des DAO	5.2. Formulation des DAO	6.2. Formulation des DAO	7.2. Formulation des DAO
1.3. Choix des prestataires	2.3. Choix des prestataires	3.3. Choix des prestataires	4.3. Choix des prestataires	5.3. Choix des prestataires	6.3. Choix des prestataires	7.3. Choix des prestataires
1.4 Exécution et suivi des travaux	2.4 Exécution et suivi des travaux	3.4 Exécution et suivi des travaux	4.4 Exécution et suivi des travaux	5.4 Exécution et suivi des travaux	6.4 Exécution et suivi des travaux	7.4 Exécution et suivi des travaux
1.5. Réception des salles de classe	2.5. Réception des table-bancs	3.5. Réception des blocs de latrines	4.5. Réception des logements	5.5 Mise en place et formation des comités de gestion	6.5. Réception des clôtures	7.5. Réception des aires de jeux.
				5.6. Réception des points d'eau		

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif spécifique 2 : Améliorer la carte scolaire de la commune en écoles primaires	- Nombre d'écoles créées ; - Nombre de salles de classe construites et équipées ; - Nombre d'enseignants affectés dans les écoles.	- Rapports DDEB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - Actes de création ; - PV de réception des travaux ; - Décisions portant affecter les enseignants	- Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Volonté du MINEDUB.	2 00 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - Arrêtés portant création de ces écoles.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 10 nouvelles écoles créées	Nombre d'écoles créées.	- Rapports DDEB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - Actes de création.	- Proposition de création de ces écoles faites par le DDEB ; - Avis favorable de création de ces écoles.	PM	Arrêtés portant création de ces écoles.

	R2 : 20 salles de classe construites et équipées.	Nombre de salles de classe construites et équipées	- Rapports DDEB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des salles de classe construites.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	200 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R3 : 29 enseignants formés sont affectés dans les écoles.	Nombre d'enseignants affectés dans les écoles.	- Rapports DDEB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - Décisions portant affecter les enseignants.	- Prise en charges par l'Etat des enseignants formés ; - Offre suffisante d'enseignants formés produits par les ENIEG	PM	- Contrats signés par les enseignants recrutés ; - Avis de recrutement des enseignants.
Activités						
	Pour R1 Dorifi Cameroun, Mayo-Badji, Ngomdjor, Djamga, Magadjang, Loumou Wadjiri, Bounoukoum, Sindéré Djam et Mayo-Darlé	Pour R2 Dorifi Cameroun, Mayo-Badji, Ngomdjor, Djamga, Magadjang, Loumou Wadjiri, Bounoukoum, Sindéré Djam et Mayo-Darlé	Pour R3 Guissimi, Taparé, Wouro Gatta, Horé Mayo-Darlé, Yimbéré Plateau, Mbilang, Yoli, Nyara Guessam, Hamoa, Wouro Yobi, Ribao et les 10 écoles créées.			
	1.1 Multiplication et suivi des demandes de création des écoles	2.1 Recherche des financements	3.1 Multiplication et suivi des demandes d'affectation d'enseignants			
	1.2. Création des écoles.	2.2 Choix et délimitation des sites	3.2. Affectation des enseignants			
		2.2. Formulation des DAO	3.3. Début d'hospitalité des nouveaux enseignants assurée par les communautés.			
		2.3. Choix des prestataires				
		2.4 Exécution et suivi des travaux				
		2.5. Réception des salles de classe				

Cadre estimatif du secteur éducation de base (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 2 185 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 30 000 000
- ❖ Imprévis = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 2 585 000 000**

5.2.6 Secteur : Culture

Problème central : Difficulté de valoriser le patrimoine culturel

Objectif global : Valoriser le patrimoine culturel de la commune

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : sauvegarder les valeurs culturelles		- Nombre des ménages qui utilisent la langue maternelle ; - Nombre de calendriers culturels respectés ; - Nombre de festivals locaux organisés chaque année ; - Nombre de festivals locaux organisés chaque année.	- Rapport de la commune ; - Rapport d'enquête dans les ménages ; - Délégation de la culture ; - Rapport de la Sous-préfecture.	- Implication du MINCULTURE - Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées.	10 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - Plan d'action du MINCULTURE.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Les langues maternelles sont utilisées dans les ménages.	Nombre des ménages qui utilisent la langue maternelle.	- Rapport de la commune ; - Rapport d'enquête dans les ménages.	Forte sensibilisation de la délégation départementale de la culture.	PM	Plan d'action du MINCULTURE.
	R2 : Les calendriers culturels sont respectés.	Nombre de calendriers culturels respectés	- Rapport de la commune ; - Délégation de la culture.	Forte sensibilisation de la délégation départementale de la culture.	PM	Plan d'action du MINCULTURE.
	R3 : Toutes les associations culturelles sont redynamisées.	Nombre d'associations culturelles redynamisées.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la Sous-préfecture.	Forte sensibilisation de la délégation départementale de la culture.	PM	Plan d'action du MINCULTURE.
	R4 : 04 festivals locaux sont organisés chaque année.	Nombre de festivals locaux organisés chaque année.	- Rapport de la commune ; - Délégation de la culture	- Implication du MINCULTURE - Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	10 000 000 FCFA disponibles	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités						
Pour R1 Tous les ménages		Pour R2 Toutes les ethnies autochtones		Pour R3 Tous les villages		Pour R4 Mayo-Darlé

1.1 Sensibilisation des parents sur l'importance de parler la langue maternelle aux enfants.	2.1 Identification de tous les calendriers culturels	3.1 Recensement de toutes les associations à caractère tribal	4.1 Identification des festivals locaux de la commune
1.2. Utilisation de la langue maternelle dans les ménages.	2.2. Sensibilisation et information des leaders culturels sur l'importance de respecter leurs calendriers culturels.	3.2. Sensibilisation des leaders d'associations de l'importance de ces associations sur le plan culturel.	4.2. Etablissement d'un calendrier d'organisation de ces festivals
	2.3. Respect chaque année des calendriers culturels.	3.3. Respect des plans d'action annuel dans chaque association.	4.3. Recherche des financements
			4.4 Mise en place d'un comité en charge d'organiser ces festivals
			4.5. Organisation des festivals locaux

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Faciliter l'accès aux infrastructures de cultures		- Nombre de foyers culturels construits et équipés ; - Nombre de maison de culture construite et équipée.	- Rapport de la commune ; - Délégation de la culture - PV de réception des travaux effectués.	- Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées.	130 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 05 maisons de culture construites et équipées.	Nombre de maisons de culture construites et équipées.	- Rapport de la commune ; - Délégation de la culture - PV de réception des foyers culturels.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	100 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : Une maison de la culture construite et équipée.	Nombre de maison de culture construite et équipée.	- Rapport de la commune ; - Délégation de la culture - PV de réception de la maison de culture.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	30 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités						
Pour R1 Mayo-Darlé, Pangari, Boumdo, Ribao et Mbamguéri.			Pour R2 Mayo-Darlé			

1.1 Recherche des financements	2.1 Recherche des financements
1.2 Choix et délimitation des sites	2.2. Choix et délimitation des sites
1.3. Formulation des DAO	2.3. Formulation des DAO
1.4. Choix des prestataires	2.4. Choix des prestataires
1.5. Exécution et suivi des travaux	2.5. Exécution et suivi des travaux
1.6. Mise en place des comités de gestion	2.6. Mise en place du comité de gestion
1.7. Réception des foyers cultures	2.7. Réception de la maison de la culture

Cadre estimatif du secteur de la culture (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 140 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 10 000 000
- ❖ Imprévus = 5 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 155 000 000**

5.2.7 Secteur : Promotion de la femme et de la famille

Problème central : Difficulté pour les femmes et les familles vulnérables de s'épanouir.

Objectif global : Créer des conditions favorables à l'épanouissement des femmes et des familles vulnérables.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Faciliter l'encadrement des femmes et des familles vulnérables		- Nombre de centre de promotion de la femme et de la famille construit et équipé ; - Pourcentage des femmes et jeunes filles inscrites au centre ; - Nombre de familles vulnérables encadrées et appuyées.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDPROFF ; - PV de réception du centre ; - Rapport du CPFF.	- Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées.	120 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Un centre de promotion de la femme et de la famille est construit et équipé.	Nombre de centre de promotion de la femme et de la famille construit et équipé.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDPROFF ; - PV de réception du centre.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	70 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : Au moins 50% des femmes et jeunes filles de la commune inscrites au centre.	Pourcentage des femmes et jeunes filles inscrites au centre.	- Rapport de la commune ; - Rapport du CPFF.	Implication de la DDPROFF	PM	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R3 : Des familles vulnérables sont encadrées et appuyées.	Nombre de familles vulnérables encadrées et appuyées	Rapport de la commune ; - Rapport de la DDPROFF.	Les financements de l'Etat, des ONG et associations et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	50 000 000 FCFA mobilisés	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé		Pour R2 : Tous les villages		Pour R3 : Tous les villages		
1.1. Choix et délimitation du site		2.1 Sensibilisation des femmes, des jeunes filles et des époux sur l'importance du centre.		3.1. Recensement des toutes les familles de la commune		

1.2. Recherche de financement	2.2. Explication des conditions d'adhésion au centre	3.2. Identification des ONG et associations capables d'apporter leurs appuis à cette couche de la population
1.3. Formulation de l'appel d'offre	2.3. Inscription des femmes et des jeunes filles au centre	3.3. Formulation d'un document de projet de financement en faveur des familles vulnérables
1.4. construction du centre et suivi des travaux	2.4. Encadrement des femmes et des jeunes filles.	3.4. Recherche des financements.
1.5. Equipement du centre		3.5. Obtention des financements
1.6. Réception de l'ouvrage		3.6. Encadrement et appuis des familles vulnérables
1.7. Affectation du personnel		3.7. Suivi de proximité des familles vulnérables.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Réduire les pesanteurs des coutumes traditionnelles à l'endroit des femmes et des jeunes filles.		- Pourcentage des mariages non désirés réduit ; - Ratio fille/garçon amélioré au secondaire ; - Nombre de femmes ayant contribué dans l'économie locale ; - Nombre des mariages légaux réalisés chaque année	- Rapport de la commune ; - DDPROFF ; - Rapports des CC ; - Rapport du lycée ; - Rapport du chef de CPFF.	- Adéquation des ressources transférées ; - Forte sensibilisation de la DDPROFF, des ONG et des associations.	10 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - Projets de promotion du genre.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Les mariages non désirés sont réduits.	Pourcentage des mariages non désirés réduit.	- Rapport de la commune ; - DDPROFF ; - Rapports des CC.	Forte sensibilisation de la DDPROFF, des ONG et des associations.	10 000 000 FCFA mobilisés	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - Projets de promotion du genre.
	R2 : Le ratio fille/garçon tend vers 1 au lycée de Mayo-Darlé.	Ratio fille/garçon amélioré au secondaire.	- Rapport de la commune ; - DDPROFF ; - Rapport du lycée.	Forte sensibilisation de la DDPROFF, des ONG et des associations.	PM	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - Projets de promotion du genre.
	R3 : La contribution de la femme dans l'économie locale est perceptible.	Nombre de femmes ayant contribué dans l'économie locale	- Rapport de la commune ; - DDPROFF ; - Rapport du chef de CPFF.	- Forte sensibilisation de la DDPROFF, des ONG et des associations ; - dotation du centre en moyens financiers	PM	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - Projets de promotion du genre.

R4 : Le taux de célébration des mariages légaux a augmenté.	Nombre des mariages légaux réalisés chaque année	- Centres d'état civil ; - DDPROFF ; - Rapport du CPFF.	Forte sensibilisation de la DDPROFF, des ONG et des associations.	PM	Projets de promotion du genre.
Activités					
Pour R1 : Tous les villages		Pour R2 : Tous les villages		Pour R3 : Tous les villages	
1.1. Sensibilisation et information des parents sur l'importance d'obtenir l'avis de la jeune fille avant toute décision de l'envoyer en mariage.		2.1 Sensibilisation des parents de l'importance de l'école pour la jeune fille.		3.1. Recensement des jeunes filles et jeunes femmes ayant abandonné les études.	
1.2. Organisation des causeries socio éducatives dans les ménages.		2.2. Organisation des causeries socio-éducatives à l'endroit des parents et des jeunes filles.		3.2. Inscription de ces jeunes filles et femmes au CPFF	
		2.3. Motivation des jeunes filles braves au lycée.		3.3. Formation de ces jeunes filles et femmes sur la pratique du petit métier	
				3.4. Mise à la disposition d'un fonds de financement de leurs activités.	
				3.5. Suivi de ces femmes et jeunes filles.	
Pour R4 : Tous les villages					
4.1 Sensibilisation des populations de l'intérêt des mariages légaux.					
4.2 Information de la population sur les procédures à remplir pour organiser des mariages légaux.					
4.3. Information de la population sur les possibilités d'organisation des mariages collectifs.					
4.4. Organisation des mariages collectifs et des mariages légaux ordinaires.					

Cadre estimatif du secteur de la promotion de la femme et de la famille (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 130 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 10 000 000
- ❖ Imprévis = 5 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 145 000 000**

5.2.8 Secteur : Affaires sociales

Problème central : Difficulté d'accès aux infrastructures et assistance sociales

Objectif global : Garantir l'assistance sociale aux personnes vulnérables

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Améliorer l'offre en assistance sociale aux personnes vulnérables		- Nombre de centre des affaires sociales construit et équipé ; - Nombre de centre de réadaptation des personnes vulnérables construit et équipé ; - Nombre de personnes vulnérables encadrées et appuyées.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDAS ; - PV de réception des centres.	- Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées.	90 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Un centre des affaires sociales est créé, construit et équipé.	Nombre de centre des affaires sociales construit et équipé.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDAS ; - PV de réception du centre des affaires sociales.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	40 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : Un centre de réadaptation des personnes vulnérables est construit et équipé.	Nombre de centre de réadaptation des personnes vulnérables construit et équipé.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDAS ; - PV de réception du centre.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	30 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R3 : Un encadrement de proximité et des appuis sont apportés aux personnes vulnérables.	Nombre de personnes vulnérables encadrées et appuyées	Rapport de la commune ; - Rapport du centre des affaires sociales ; - Rapport de la DDAS.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	20 000 000 FCFA mobilisés	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé		Pour R2 : Mayo-Darlé		Pour R3 : Tous les villages		
1.1 Multiplication et suivi des demandes pour la création d'un centre des affaires sociales.		2.1 Multiplication et suivi des demandes pour la création d'un centre de réadaptation.		3.1 Identification des ONG, organismes et associations capables d'apporter leurs appuis aux personnes vulnérables		

1.2. Choix et délimitation du site	2.2. Choix et délimitation du site	3.2. Recensement et enregistrement de toutes les personnes vulnérables
1.3. Recherche des financements	2.3. Recherche des financements	3.3. Formulation des documents de projet de financement en faveur des personnes vulnérables
1.4. Formulation de l'appel d'offre	2.4. Formulation de l'appel d'offre	3.4. Recherche des financements.
1.5. Choix des prestataires	2.5. Choix des prestataires	3.5. Obtention des financements
1.6. construction du centre et suivi des travaux	2.6. construction du centre et suivi des travaux	3.6. Encadrement et appuis des personnes vulnérables
1.7. Equipement du centre	2.7. Equipement du centre	3.7. Suivi de proximité des personnes vulnérables.
1.8. Réception de l'ouvrage	2.8. Réception de l'ouvrage	
1.9. Affectation du personnel	2.9. Affectation du personnel	

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif spécifique 2 : Faciliter l'insertion professionnelle des handicapés	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des handicapés ayant accès à l'éducation ; - Nombre de centre des handicapés construit et équipé ; - Pourcentage des handicapés formés ; - Nombre des handicapés appuyés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de la commune ; - Rapport de la DDAS ; - Rapport du centre des affaires sociales ; - Rapport des établissements secondaires ; - PV de réception du centre ; - Rapport du centre de formation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées. 	135 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Les handicapés ont accès à l'éducation à tous les niveaux.	Nombre des handicapés ayant accès à l'éducation.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de la commune ; - Rapport de la DDAS ; - Rapport du centre des affaires sociales ; - Rapport des établissements secondaires. 	Forte implication des services des affaires sociales.	PM	Budget du MINAS
	R2 : Un centre de formation des handicapés est construit et équipé.	Nombre de centre des handicapés construit et équipé.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de la commune ; - Rapport de la DDAS ; - PV de réception du centre. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	35 000 000 FCFA mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R3 : Au moins 75% des handicapés formés.	Pourcentage des handicapés formés	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de la commune ; - Rapport du centre des affaires sociales ; - Rapport de la DDAS ; - Rapport du centre de formation. 	Forte implication des services des affaires sociales. .	PM	<ul style="list-style-type: none"> - Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.

	R4 : Des appuis financiers et matériels sont apportés aux handicapés.	Nombre des handicapés appuyés	Rapport de la commune ; - Rapport du centre des affaires sociales ; - Rapport de la DDAS.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	100 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds
Activités						
	Pour R1 Tous les villages	Pour R2 Mayo-Darlé	Pour R3 Tous les villages	Pour R4		
	1.1 Sensibilisation des handicapés sur l'importance de l'école.	2.1 Multiplication et suivi des demandes pour la création d'un centre de formation.	3.1 Sensibilisation des handicapés sur l'importance du centre de formation.	3.1 Identification des bailleurs de fonds capables d'appuyer les handicapés formés.		
	1.2. Définition des mesures devant motiver les handicapés à s'intéresser à l'éducation.	2.2. Choix et délimitation du site	3.2 Inscription des handicapés au centre de formation.	3.2. Rédaction des petits projets d'installation des handicapés.		
	1.3. Sensibilisation et information des enseignants sur des facilités accordées aux handicapés.	2.3. Recherche des financements	3.3 Définition et préparation des modules de formation qui cadrent avec les réalités de la commune	3.3. Mobilisation des fonds		
		2.4. Formulation de l'appel d'offre	3.4 Formation des handicapés.	3.4. Encadrement et appuis des handicapés		
		2.5. Choix des prestataires		3.5. Suivi de proximité des handicapés.		
		2.6. construction du centre et suivi des travaux				
		2.7. Equipement du centre de formation				
		2.8. Réception de l'ouvrage				
		2.9. Affectation du personnel				

Cadre estimatif du secteur des affaires sociales (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 225 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 15 000 000
- ❖ Imprévus = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 250 000 000**

5.2.9 Secteur : Eau et énergie

Problème central : Difficulté d'accès à l'énergie électrique et à l'eau potable

Objectif global : améliorer l'accès aux infrastructures des services énergétiques et à l'eau potable.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Améliorer l'offre actuelle des services énergétiques		- Nombre de générateur puissant acheté et installé ; - Nombre de plaques solaires vulgarisées ; - Nombre de centrale énergétique construite.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDEE ; - PV de réception du générateur ; - Facture du générateur ; - Factures des plaques solaires ; - PV de réception de l'ouvrage.	- Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées.	635 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Un puissant générateur d'énergie est acheté et installé.	Nombre de générateur puissant acheté et installé.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDEE ; - PV de réception du générateur ; - Facture du générateur.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	35 000 000 FCFA mobilisés	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : Des énergies renouvelables (plaques solaires) sont vulgarisées.	Nombre de plaques solaires vulgarisées.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDEE ; - PV de réception des plaques solaires ; - Factures des plaques solaires.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	100 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R3 : Une centrale énergétique sur le micro-barrage construite.	Nombre de centrale énergétique construite.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDEE ; - PV de réception de l'ouvrage.	Forte implication des services des affaires sociales. .	500 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé		Pour R2 ; Mayo-Darlé, Mayo-Djinga, Ribao, Boumbo, Hamoa, Pangari, Gbwaya Yamba.		Pour R3 : Tous les villages		
1.1 Mobilisation des ressources financières.		2.1 Recherche des financements.		3.1 Multiplication et suivi des demandes auprès des bailleurs de fonds.		

1.2. Choix d'un prestataire.	2.2. Recherche des spécialistes en plaques solaires	3.2 Financement de la construction de la centrale énergétique.
1.3. Achat du générateur.	2.3. Acquisition des plaques solaires	3.3 Formulation du DAO
1.4. Réception du générateur.	2.4 Acquisition des équipements nécessaires pour les installations	3.4 Choix du prestataire
1.5. Installation du générateur	2.5. Installation des plaques solaires dans les villages	3.5 Exécution et suivi des travaux
1.6. Renforcement des capacités du COGEMA	2.6. Mise en place et formation des comités de gestion.	3.6 Acquisition des équipements nécessaires
		3.7 Réception de l'ouvrage.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Améliorer l'offre actuelle en eau potable.		- Nombre de points d'eau aménagés construits ; - Nombre de points d'eau dépannés ; - Nombre de Scan Water et bornes fontaines dépannés ; - Nombre de comités de gestion redynamisés ; - Nombre de points d'eau traités tous les 06 mois au chlore.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDEE. - PV de réception des travaux de dépannage de l'ouvrage ; - Rapport des membres du suivi évaluation du PCD.	- Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées.	130 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 68 points d'eau aménagés construits.	Nombre de points d'eau aménagés construits.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDEE ; - PV de réception des points d'eau.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	68 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : 06 points d'eau sont dépannés.	Nombre de points d'eau dépannés.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDEE.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	2 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R3 : Le Scan Water et ses bornes fontaines sont dépannés.	Nombre de Scan Water et bornes fontaines dépannés.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDEE. - PV de réception des travaux de dépannage de l'ouvrage.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	50 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R4 : 16 comités de gestion sont redynamisés.	Nombre de comités de gestion redynamisés	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDEE. - Rapport des membres du suivi évaluation du PCD.	Forte implication de la DDEE.	PM	Plan d'action de la DDEE

R5 : Les 89 points d'eau aménagés sont traités au chlore tous les 06 mois.	Nombre de points d'eau traités tous les 06 mois au chlore.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDEE. - Rapport des membres du suivi évaluation du PCD.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	10 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités					
Pour R1 : Mayo-Darlé et presque tous les villages	Pour R2 : Mayo-Darlé ville, Boumdo et Ribao.	Pour R3 : Mayo-Darlé	Pour R4 : Mayo-Darlé, Boumdo, Nyara Guessam, Ribao, Yimbéré Plateau et Pangari	Pour R5 : Mayo-Darlé et presque tous les villages	
1.1 Mobilisation des ressources financières.	2.1 Recherche des financements.	3.1 Multiplication et suivi des demandes auprès des bailleurs de fonds.	4.1 Identification de tous les membres de chaque comité de gestion	5.1 Mobilisation des fonds.	
1.2 Formulation des DAO	2.2. Recherche des techniciens	3.2 Mobilisation des fonds.	4.2 Rappel sur le rôle d'un comité de gestion d'un point d'eau	5.2 Recherche des consultants	
1.3. Choix des prestataires.	2.3. Dépannage des points d'eau	3.3 Formulation du DAO	4.3 Sensibilisation des communautés sur l'importance d'un comité de gestion	5.3 Etablissement des contrats entre la commune et les consultants	
1.4. Construction des points d'eau.	2.4 Renforcement des capacités des comités de gestion	3.4 Choix du prestataire	4.4 Formation des comités de gestion en maintenance des points d'eau.	5.4 Traitement régulier des points d'eau.	
1.5. Mise en place et formation des comités de gestion		3.5 Exécution et suivi des travaux	4.5 Respect de cahiers de charges par chaque comité de gestion et adhésion de la population.		
1.6. Réception des points d'eau aménagés.		3.6 Dépannage du Scan Water et ses 12 bornes fontaines			
		3.7 Mise en place et formation des comités de gestion.			
		3.8 Réception de l'ouvrage			

Cadre estimatif du secteur eau et énergie (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 765 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 25 000 000
- ❖ Imprévis = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 800 000 000**

5.2.10 Secteur : Enseignements secondaires

Problème central : Difficulté d'accès aux enseignements secondaires de qualité.

Objectif global : Favoriser l'accès aux enseignements secondaires de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif spécifique 1 : Faciliter l'accès aux infrastructures des enseignements secondaires	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de salles de classe construites et équipées ; - Nombre de bibliothèque construite et équipée ; - Nombre de salle informatique construite et équipée ; - Nombre de logement construit ; - Nombre de point d'eau construit ; - Nombre de clôture construite ; - Nombre d'aires de jeux aménagés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports DDES ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Factures des manuels et équipements ; - Factures du matériel informatique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées. 	132 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 03 salles de classe sont construites et équipées au lycée.	Nombre de salles de classe construites et équipées.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports DDES ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des salles de classe. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	27 000 000 FCFA mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : Une bibliothèque est construite et équipée.	Nombre de bibliothèque construite et équipée	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports DDES ; - Rapport de la commune ; - PV de réception de la bibliothèque ; - Factures des manuels et équipements. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	20 000 000 FCFA disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R3 : une salle informatique est construite et équipée.	Nombre de salle informatique construite et équipée.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports DDES ; - Rapport de la commune ; - PV de réception de salle informatique ; - Factures du matériel informatique. 	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	25 000 000 FCFA disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.

	R4 : 01 logement d'astreinte pour le Proviseur.	Nombre de logement construit.	- Rapports DDES ; - Rapport de la commune ; - PV de réception du logement construit.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	10 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R5 : 01 point d'eau est construit au lycée	Nombre de point d'eau construit	- Rapports DDES ; - Rapport de la commune ; - PV de réception du point d'eau construit.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	10 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R6 : Une clôture construite au lycée	Nombre de clôture construite	- Rapports DDEBS ; - Rapport de la commune ; - PV de réception de la clôture construite.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	30 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R7 : 04 aires de jeux sont aménagés.	Nombre d'aires de jeux aménagés	- Rapports DDES ; - Rapport de la commune ; - PV de réception d'aires de jeux aménagés.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	10 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé	Pour R2 Mayo-Darlé	Pour R3 Mayo-Darlé	Pour R4 Mayo-Darlé	Pour R5 Mayo-Darlé	Pour R6 Mayo-Darlé	Pour R7 Mayo-Darlé
1.1 Recherche des financements	2.1 Recherche des financements	3.1 Recherche des financements	4.1 Recherche des financements	5.1 Recherche des financements	6.1 Recherche des financements	7.1 Recherche des financements
1.2. Formulation des DAO	2.2. Formulation du DAO	3.2. Formulation du DAO	4.2. Formulation du DAO	5.2. Formulation du DAO	6.2. Formulation des DAO	7.2. Formulation des DAO
1.3. Choix des prestataires	2.3. Choix du prestataire	3.3. Choix du prestataire	4.3. Choix du prestataire	5.3. Choix du prestataire	6.3. Choix du prestataire	7.3. Choix des prestataires
1.4 Exécution et suivi des travaux	2.4 Exécution et suivi des travaux	3.4 Exécution et suivi des travaux	4.4 Exécution et suivi des travaux	5.4 Exécution et suivi des travaux	6.4 Exécution et suivi des travaux	7.4 Exécution et suivi des travaux
1.5. Réception des salles de classe	2.5 Equipement de la bibliothèque	3.5 Equipement de la salle informatique	4.5. Réception du logement du Proviseur	5.5 Mise en place et formation du comité de gestion	6.5. Réception de la clôture	7.5. Réception des aires de jeux.
	2.6. Réception de la bibliothèque	3.6. Réception de la salle informatique		5.6. Réception du point d'eau		

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Améliorer la carte des établissements secondaires de la commune		- Nombre de CES créé, construit et opérationnel ; - Nombre de CETIC créé, construit, équipé et opérationnel.	- Rapports DDES ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Actes de création.	- Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Volonté du MINESEC.	120 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - Arrêtés portant création de ces établissements.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 02 CES créés, construits, équipés et opérationnels.	Nombre de CES créé, construit et opérationnel.	- Rapports DDES ; - Rapport de la commune ; - Actes de création ; - PV de réception des travaux.	- Proposition de création de ces établissements faite par la DDES ; - Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	40 000 000 CFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : Un CETIC créé, construit, équipé et opérationnel.	Nombre de CETIC créé, construit, équipé et opérationnel.	- Rapports DDES ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	- Proposition de création de ces établissements faite par la DDES ; - Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	80 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités						
Pour R1 Ribao et Hamoa		Pour R2 Mayo-Darlé		Pour R3 Guissimi, Taparé, Wouro Gatta, Horé Mayo-Darlé, Yimbéré Plateau, Mbilang, Yoli, Nyara Guessam, Hamoa, Wouro Yobi, Ribao et les 10 écoles créées.		
1.1 Multiplication et suivi des demandes de création des CES		2.1 Multiplication et suivi des demandes de création d'un CETIC		3.1 Multiplication et suivi des demandes d'affectation d'enseignants		
1.2. Création des CES.		2.2. Création du CETIC.		3.2. Affectation des enseignants		
1.3 Recherche des financements		2.3 Recherche des financements		3.3. Début d'hospitalité des nouveaux enseignants assurée par les communautés.		
1.4 Choix et délimitation des sites		2.4 Choix et délimitation du site				
1.5. Formulation des DAO		2.5. Formulation des DAO				
1.6. Choix des prestataires		2.6. Choix des prestataires				
1.7. Exécution et suivi des travaux		2.7. Exécution et suivi des travaux				
1.8. Equipements des salles de classe		2.8. Equipements des salles de classe				
1.9. Réception des salles de classe		2.9. Réception des salles de classe				

1.10. Affectation des enseignants	2.10. Affectation des enseignants	
-----------------------------------	-----------------------------------	--

Cadre estimatif du secteur des enseignements secondaires (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 252 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 15 000 000
- ❖ Imprévus = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 277 000 000**

5.2.11 Secteur : Emplois et formations professionnelles

Problème central : Difficulté d'accès à un emploi décent et à un centre de formation professionnelle

Objectif global : Garantir l'offre d'emplois décents et une bonne formation professionnelle

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Faciliter l'accès à une bonne formation professionnelle		- Nombre de SAR/SM créé, construit et opérationnel ; - Nombre de centre de formation créé et opérationnel.	- Rapports DDEFOP ; - Rapport de la commune ; - Actes de création ; - PV de réception des travaux.	Proposition de création de ces établissements faite par la DDEFOP ; - Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	80 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - Arrêté portant création de la SAR/SM.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Une SAR/SM est créée, construite, équipée et opérationnelle.	Nombre de SAR/SM créé, construit et opérationnel.	- Rapports DDEFOP ; - Rapport de la commune ; - Actes de création ; - PV de réception des travaux.	- Proposition de création de ces établissements faite par la DDEFOP ; - Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	50 000 000 CFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : Un centre de formation des jeunes en activités agro-pastorales est créé et opérationnel.	Nombre de centre de formation créé et opérationnel.	- Rapports DDEFOP ; - Rapport de la commune ; - Acte de création.	- Motivation des privés ; - Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	30 000 000 FCFA disponibles	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé			Pour R2 : Mayo-Darlé			
1.1 Multiplication et suivi des demandes de création de la SAR/SM			2.1 Multiplication et suivi des demandes de création d'un centre de formation en agriculture et en élevage auprès des privés.			
1.2. Création de la SAR/SM.			2.2. Création du centre.			
1.3 Recherche des financements			2.3 Recrutement des enseignants			
1.4 Choix et délimitation du site			2.4 Choix et délimitation du site			
1.5. Formulation du DAO			2.5. Préparation des modules de formation en tenant compte des réalités de la commune			
1.6. Choix des prestataires			2.6. Recrutement des jeunes			

1.7. Exécution et suivi des travaux	2.7 Formation des jeunes
1.8. Equipements des salles de classe	
1.9. Réception des salles de classe	
1.10. Affectation des enseignants	

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Faciliter l'offre d'emplois décents		- Pourcentage des jeunes sensibilisés et informés ; - Nombre des compétences locales renforcées ; - Pourcentage des jeunes formés ; - Pourcentage des jeunes appuyés.	- Rapports DDEFOP ; - Rapport de la commune ; - Rapport des centres de formation.	Les financements de l'Etat, des projets du MINEFOP et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	113 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - Arrêté portant création de la SAR/SM.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Au moins 70% des jeunes sont informés et sensibilisés sur des opportunités qu'offre le MINEFOP.	Pourcentage des jeunes sensibilisés et informés.	- Rapports DDEFOP ; - Rapport de la commune ; - Rapport des centres de formation.	Forte implication de la DDEFOP.	5 000 000 CFA mobilisés	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : Des compétences locales sont renforcées.	Nombre des compétences locales renforcées.	- Rapports DDEFOP ; - Rapport de la commune ; - Rapport des centres de formation.	Forte implication de la DDEFOP.	3 000 000 FCFA disponibles	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R3 : Au moins 70% des jeunes formés en montage, au financement des microprojets et aux textes régissant l'emploi et la formation professionnelle.	Pourcentage des jeunes formés	- Rapports DDEFOP ; - Rapport de la commune ; - Rapport des centres de formation.	Forte implication de la DDEFOP.	5 000 000 FCFA disponibles	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R4 : Au moins 80% des jeunes formés appuyés en matériels et moyens financiers.	Pourcentage des jeunes formés appuyés.	- Rapports DDEFOP ; - Rapport de la commune ; - Rapport des centres de formation.	Les financements de l'Etat, des projets du MINEFOP et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	100 000 000 FCFA mobilisés	- Des conventions signées ; - Documents des projets ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités						

Pour R1 : Tous les villages	Pour R2 : Tous les villages	Pour R3 : Tous les villages	Pour R4 : Tous les villages
1.1 Négociation avec la délégation de l'emploi et de la formation professionnelle	2.1 Recensement et enregistrement de toutes les compétences locales	3.1 Sensibilisation et information des jeunes sur la formation.	4.1 Recherche des partenaires capables d'appuyer les jeunes formés.
1.2 Recherche de financement	2.2. Mobilisation des moyens financiers.	3.2 Mobilisation des moyens financiers.	4.2 Mobilisation d'un fonds d'appuis aux jeunes formés.
1.3. Sensibilisation de la population sur les opportunités du MINEFOP	2.3 Négociation avec des consultants	3.3 Négociation avec des consultants	4.3 Montage des microprojets par les jeunes formés.
	2.4 Préparation des modules de formation.	3.4 Préparation des modules de formation.	4.4 Mise en place d'une commission chargée d'étudier et de valider les microprojets
	2.5. Renforcement des capacités locales.	3.5 Formation des jeunes sur des modules divers.	4.5 Etude et validation des microprojets
			4.6 Financement et suivi des microprojets.

Cadre estimatif du secteur emplois et formation professionnelle (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 193 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 15 000 000
- ❖ Imprévis = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 218 000 000**

5.2.12 Secteur : Travail et sécurité sociale

Problème central : Difficulté d'accès à un travail décent et à une sécurité sociale

Objectif global : Garantir la protection sociale des travailleurs

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Faciliter l'offre des services relatifs à la sécurité sociale		- Nombre de mutuelles de santé créées et opérationnelles ; - Nombre de mutuelles sociales créées et opérationnelles.	- Rapports DDTRASS ; - Rapport de la commune ; - Actes de création des mutuelles ;	Forte implication du MINTRASS et volonté des privés.	20 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 05 mutuelles de santé créées et opérationnelles.	Nombre de mutuelles de santé créées et opérationnelles.	- Rapports DDTRASS ; - Rapport de la commune ; - Actes de création.	Forte implication du MINTRASS et volonté des privés.	10 000 000 CFA mobilisés	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : 03 mutuelles sociales créées et opérationnelles.	Nombre de mutuelles sociales créées et opérationnelles.	- Rapports DDTRASS ; - Rapport de la commune ; - Actes de création.	Forte implication du MINTRASS et volonté des privés.	10 000 000 FCFA disponibles	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé, Pangari, Gnawa I, Boumdo et Ribao.				Pour R2 : Mayo-Darlé, Pangari, Gnawa I, Boumdo et Ribao.		
1.1. Montage d'un dossier de création des mutuelles de santé				2.1. Montage d'un dossier de création des mutuelles sociales		
1.2 Recherche des partenaires				2.2 Recherche des partenaires		
1.3. Organisation des mutuelles de santé				2.3. Organisation des mutuelles sociales		

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Faciliter la garantie d'une pension retraite des travailleurs		- Nombre de mutuelles de santé créées et opérationnelles ; - Nombre de mutuelles sociales créées et opérationnelles ; - Pourcentage d'employés affiliés à la CNPS.	- Rapports DDTRASS ; - Rapport de la commune ; - Actes de création ; - Rapports de la CNPS ; - Dossiers des employés.	- Forte implication du MINTRASS et de la CNPS ; - volonté des privés.	10 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - Registre d'affiliation du personnel à la CNPS.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Au moins 70% d'employeurs et d'employés sensibilisés sur le code du travail.	Pourcentage d'employeurs et d'employés sensibilisés sur le code du travail.	- Rapports DDTRASS ; - Rapport de la commune.	Forte implication du MINTRASS et volonté des privés.	10 000 000 CFA mobilisés	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : Au moins 70% d'employés affiliés à la CNPS.	Pourcentage d'employés affiliés à la CNPS.	- Rapports DDTRASS ; - Rapport de la commune ; - Rapports de la CNPS ; - Dossiers des employés.	Forte implication du MINTRASS et de la CNPS.	PM	Registre d'affiliation du personnel à la CNPS
Activités						
Pour R1 : Tous les villages				Pour R2 : Mayo-Darlé, Pangari, Gnawa I, Boumdo et Ribao.		
1.1 Négociation avec les cadres de la délégation du travail et de la sécurité sociale pour un travail de sensibilisation.				2.1. Sensibilisation des employeurs sur la nécessité d'affilier leurs employés à la CNPS.		
1.2. Recherche de financement				2.2 Affiliation des employés à la CNPS.		
1.3. Sensibilisation des employeurs et des employés sur le code du travail.						
1.4 Adhésion des employés aux syndicats						

Cadre estimatif du secteur travail et sécurité sociale (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 30 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 5 000 000
- ❖ Imprévus = 5 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 40 000 000**

5.2.13 Secteur : Tourisme

Problème central : Difficulté dans la valorisation des sites touristiques existants et d'accès aux structures d'accueil appropriées.

Objectif global : Valoriser les sites touristiques et améliorer l'offre des services des structures d'accueil.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Valoriser les sites touristiques		- Nombre de sites touristiques désenclavés ; - Nombre de sites touristiques aménagés.	- Rapports DDTOUR ; - Rapport de la commune ; - PV des travaux effectués.	- Forte implication du MINTOUR ; - Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponibles.	560 000 000 CFA mobilisés	- Projets BIP ; - Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 06 sites touristiques désenclavés.	Nombre de sites touristiques désenclavés.	- Rapports DDTOUR ; - Rapport de la commune ; - PV des travaux effectués.	- Forte implication du MINTOUR ; - Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponibles.	500 000 000 CFA mobilisés	- Projets BIP ; - Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : 06 sites touristiques aménagés.	Nombre de sites touristiques aménagés.	- Rapports DDTOUR ; - Rapport de la commune ; - PV des travaux effectués.	Forte implication du MINTOUR ; - Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponibles.	60 000 000 FCFA disponibles	- Projets BIP ; - Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités						
Pour R1 : Ngomdjor, Mayo-Danel Pangari, Mayo-Djinga, Mayo-Darlé et Mayo-Darlé Mine.				Pour R2 : Ngomdjor, Mayo-Danel Pangari, Mayo-Djinga, Mayo-Darlé et Mayo-Darlé Mine.		
1.1. Identification des points critiques.				2.1. Négociation avec des chefs traditionnels des villages auxquels appartiennent ces sites.		
1.2. Construction ou ré habitation des pistes rurales conduisant à ces sites.				2.2 Viabilisation de ces sites		
1.3. Construction des ouvrages d'arts.				2.3. Promotion de ces sites touristiques		
				2.4. Définition des critères d'accès à ces sites		
				2.5 Mise en place des comités de gestion des sites.		

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Améliorer l'offre des services des structures d'accueil.		- Nombre de gestionnaires des structures d'accueil formés ; - Nombre de structures d'accueil réhabilitées ; - Nombre d'auberge municipale construite et opérationnelle.	- Rapports DDTOUR ; - Rapport de la commune ; - PV de réception de l'auberge ; - Rapports de formation ; - Factures et décharges des services rendus	- Forte implication du MINTOUR ; - Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponibles.	85 000 000 CFA mobilisés	- Décharges des services rendus ; - Des conventions signées ; - contrats signés avec des consultants ; - Ordre de virement des fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Les gestionnaires des structures d'accueil sont formés.	Nombre de gestionnaires des structures d'accueil formés.	- Rapports DDTOUR ; - Rapport de la commune ; - Rapports de formation.	- Forte implication du MINTOUR ; - Disponibilité des consultants.	5 000 000 CFA mobilisés	- Décharges des services rendus ; - contrats signés avec des consultants.
	R2 : Des structures d'accueil (auberges et restaurants) sont réhabilitées.	Nombre de structures d'accueil réhabilitées.	- Rapports DDTOUR ; - Rapport de la commune ; - Factures et décharges des services rendus.	- Forte implication du MINTOUR - Appuis financiers de l'Etat ou des projets.	20 000 000 FCFA disponibles	- Ordre de virement des fonds - Contrats signés avec des projets.
	R3 : Une auberge municipale construite et opérationnelle.	Nombre d'auberge municipale construite et opérationnelle	- Rapports DDTOUR ; - Rapport de la commune ; - PV de réception de l'auberge.	Appuis financier du FEICOM	60 000 000 FCFA disponibles	- Des conventions signées ; - Ordre de virement des fonds.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé.		Pour R2 : Mayo-Darlé.		Pour R3 : Mayo-Darlé.		
1.1. Recensement et enregistrement des gestionnaires des structures d'accueil.		2.1. Devis de réhabilitation des structures d'accueil.		3.1 Etude de faisabilité		
1.2. Identification de leurs besoins en formation.		2.2 Mobilisation des fonds par les promoteurs		3.2 Mobilisation des fonds par la commune		
1.3. Recherche des moyens financiers.		2.3. Recherche des techniciens		3.3 Choix et délimitation du site		
1.4. Recherche des consultants.		2.4. Réhabilitation des structures d'accueil		3.4 Formulation du DAO		
1.5. Préparation des modules des formations				3.5 Choix du prestataire		
1.6. Organisation des formations				3.6 Exécution et suivi des travaux		
				3.7 Réception de l'auberge municipale		
				3.8 Mise en place d'un comité de gestion.		

Cadre estimatif du secteur tourisme (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 145 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 10 000 000
- ❖ Imprévis = 5 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 160 000 000**

5.2.14 Secteur : Forêts et faune

Problème central : Difficulté de protéger les ressources forestières existantes et de reboiser la commune.

Objectif global : Valoriser les ressources forestières et fauniques.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Promouvoir l'émergence et l'exploitation des plantations forestières.		- Nombre de plants mis à terre pour la pépinière ; - Nombre de forêt communale mise en place ; - Nombre de forêts communautaires mises en place.	- Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rapports du suivi-évaluation du PCD ; - Rapports des CC.	- Disponibilité des plants à l'ANAFOR ; - Financement du PNDP disponible ; - Financement du centre technique des forêts communales ou autres bailleurs de fonds.	315 000 000 CFA mobilisés	- Ordre de virement des fonds - Contrats signés avec des projets ; - Conventions signées.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Une pépinière de 30 000 plants est mise en place.	Nombre de plants mis à terre pour la pépinière.	- Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rapports du suivi-évaluation du PCD.	- Disponibilité des plants à l'ANAFOR ; - Financement du PNDP disponible.	15 000 000 CFA mobilisés	- Conventions signées ; - contrats signés avec des consultants.
	R2 : Une forêt communale et est mise en place.	Nombre de forêt communale mise en place.	- Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rapports du suivi-évaluation du PCD.	- Disponibilité des consultants ; - Financement du centre technique des forêts communales ou autres bailleurs de fonds.	100 000 000 FCFA disponibles	- Ordre de virement des fonds - Contrats signés avec des projets ; - Conventions signées.
	R3 : 10 forêts communautaires mises en place.	Nombre de forêts communautaires mises en place.	- Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rapports des CC.	- Disponibilité des consultants ; - Financement de l'Etat ou des projets disponible.	200 000 000 FCFA disponibles	- Ordre de virement des fonds - Contrats signés avec des projets ; - Conventions signées.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé.		Pour R2 : Mayo-Darlé.		Pour R3 : Mayo-Darlé.		
1.1 Choix et délimitation du site		2.1. Choix, délimitation et nettoyage du site		2.1. Choix, délimitation et nettoyage des sites		

1.2 Mobilisation des fonds	2.2 Etude de faisabilité	2.2 Etudes de faisabilité
1.3. Choix du consultant	2.3. Recherche de financement et des consultants	2.3. Recherche de financement et des consultants
1.4. Choix des espèces d'arbres	2.4. Formulation de l'appel d'offre	2.4. Formulation des DAO
1.5. Achat équipement pour pépinière	2.5. Choix du prestataire	2.5. Choix des prestataires
1.6. Formation des agents d'entretien (comité de gestion)	2.6. Plantation des arbres	2.5. Plantation des arbres
1.7. Mise en place de la pépinière communale	2.7. Suivi et entretien des arbres plantés	2.6. Suivi et entretien des arbres plantés
1.8. Entretien de la pépinière communale	2.8. Mise en place et formation du comité de gestion	2.7. Mise en place et formation des comités de gestion

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Aménager et régénérer les forêts.		- Nombre d'arbres plantés le long de la falaise ; - Nombre d'arbres plantés le long des cours d'eau ; - Nombre de forêts sacrées protégées ; - Surface du périmètre boisé aménagée.	- Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rapports du suivi-évaluation du PCD ; - Rapports des CC.	- Disponibilité des consultants ; - Financement de l'Etat ou des projets disponible ; - Financement du PNDP disponible.	52 000 000 CFA mobilisés	- Conventions signées ; - contrats signés avec des consultants ; - Ordre de virement des fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 1000 arbres plantés le long de la falaise.	Nombre d'arbres plantés le long de la falaise.	- Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rapports du CC de Pangari.	- Disponibilité des consultants ; - Financement de l'Etat ou des projets disponible	10 000 000 CFA mobilisés	- Conventions signées ; - contrats signés avec des consultants ; - Ordre de virement des fonds.
	R2 : 10 000 arbres plantés le long des cours d'eau.	Nombre d'arbres plantés le long des cours d'eau.	- Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rapports des CC.	- Disponibilité des consultants ; - Financement de l'Etat ou des projets disponible	30 000 000 FCFA disponibles	- Ordre de virément des fonds. - Contrats signés avec des projets ; - Conventions signées.
	R3 : Une dizaine de forêts sacrées protégées.	Nombre de forêts sacrées protégées.	- Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rapports des CC.	Financement du PNDP disponible	7 000 000 FCFA disponibles	- Ordre de virément des fonds - Contrats signés avec des projets ; - Conventions signées.

	R4 : Un périmètre boisé d'au moins 800 m ² par km ² est aménagé.	Surface du périmètre boisé aménagée.	- Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rapports du suivi-évaluation du PCD.	- Disponibilité des consultants ; - Financement de l'Etat ou des projets disponible.	5 000 000 FCFA disponibles	- Ordre de virement des fonds - Contrats signés avec des projets ; - Conventions signées.
Activités						
Pour R1 : Falaise (Pangari).		Pour R2 : Tous les cours d'eau.		Pour R3 : Bambol, Mbanguéri Boumbo, Nyalang, Labbaré, Nyawa 1, Mayo-Djinga, Ngnogo, Pangari, Badjang, Boum 1, Nyara Guessam, Kavari, Mayo-Golbi, Mayo-Ngnidounga, Lamou Gotel.		Pour R4 : Mayo-Darlé.
1.1 Etude de faisabilité	2.1 Etude de faisabilité	2.1. Etude de faisabilité	4.1. identification du périmètre à boiser			
1.2 Mobilisation des fonds	2.2 Mobilisation des fonds	2.2. Recherche de financement	4.2. Etude de faisabilité			
1.3. Choix du consultant	2.3. Choix des consultants	2.3 Choix du prestataire	4.3. Recherche de financement			
1.4. Choix des espèces d'arbres	2.4. Choix des espèces d'arbres	2.4. Choix des espèces d'arbres	4.4. Choix du prestataire			
1.5. Organisation du reboisement	2.5. Organisation du reboisement	2.5. Protection des forêts sacrées	4.5. Choix des espèces d'arbres			
1.6. Reboisement le long de la falaise	2.6. Reboisement les long des cours d'eau	2.5. Mise en place des comités de gestion	4.6. Aménagement du périmètre			
1.7. Suivi et entretien des arbres plantés	2.7. Entretien des arbres plantés		4.7. Mise en place d'un comité de gestion			
1.8. Mise en place d'un comité de suivi des arbres plantés.	2.8. Mise en place des comités de suivi des arbres plantés.					

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 3 : Améliorer la gestion des ressources forestières et fauniques.		- Nombre d'agents de forêts formés affectés ; - Nombre de comités de surveillance mis en place ; - Nombre des espèces forestières non ligneuses valorisées.	- Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Décisions d'affectation ; - PV de l'assemblée générale ; - Rapports des CC.	- Volonté du MINFO ; - Forte implication de la DDFOF ; - Bonne sensibilisation de la DDFOF.	PM	- Décisions d'affectation ; - Conventions signées
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 03 agents de forêts formés affectés au poste forestier.	Nombre d'agents de forêts formés affectés.	- Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Décisions d'affectation.	Volonté du MINFOF	PM	Décisions d'affectation
	R2 : Au moins 50 comités de surveillance des ressources forestières et fauniques mis en place.	Nombre de comités de surveillance mis en place.	- Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - PV de l'assemblée générale.	Forte implication de la DDFOF	PM	- Conventions signées.
	R3 : Des espèces forestières non ligneuses valorisées.	Nombre des espèces forestières non ligneuses valorisées.	- Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rapports des CC.	Bonne sensibilisation de la DDFOF	PM	- Conventions signées.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé		Pour R2 : Tous les villages.		Pour R3 : Mayo-Darlé.		
1.1 Multiplication et suivi des demandes d'affectation des agents des forêts.		2.1 Sensibilisation des populations du rôle que vont jouer ces comités		3.1. Identification des produits forestiers non ligneux à valoriser		
1.2 Affectation des agents.		2.2 Organisation des assemblées générales de désignation des membres des comités		3.2. Sensibilisation de la population sur l'intérêt économique que pourraient générer ces produits		
		2.3. Désignation des membres des comités		3.3 Recherche des débouchés pour l'écoulement de ces produits.		
		2.4. Constitution des dossiers de légalisation des comités		3.4. Valorisation des produits non ligneux.		
		2.5. Légalisation des comités				

Cadre estimatif du secteur forêts et faune (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 367 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 15 000 000
- ❖ Imprévis = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 392 000 000**

5.2.15 Secteur : Environnement et protection de la nature

Problème central : Dégradation de l'environnement

Objectif global : Favoriser la protection durable de l'environnement

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Améliorer l'assainissement de l'environnement.		- Nombre de décharge municipale mise en place ; - Nombre de communautés qui ordonnent la pratique des feux de brousse ; - Nombre des communautés qui organisent des travaux d'hygiène et salubrité ; - Nombre d'espaces verts créés dans la ville.	- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD ; - Rapports des CC.	- Disponibilité du financement de l'Etat, d'autres bailleurs de fonds ou des projets ; - Forte sensibilisation de la DDEPN.	28 000 000 CFA mobilisés	- Conventions signées ; - contrats signés avec des consultants ; - Ordre de virement des fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Une décharge municipale mise en place.	Nombre de décharge municipale mise en place.	- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD.	Disponibilité du financement de l'Etat, d'autres bailleurs de fonds ou des projets.	5 000 000 CFA mobilisés	- Conventions signées ; - contrats signés avec des consultants ; - Ordre de virement des fonds.
	R2 : La pratique des feux de brousse devenue ordonnée.	Nombre de communautés qui ordonnent la pratique des feux de brousse.	- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports des CC.	- Forte sensibilisation de la DDEPN ; - Financement de l'Etat ou des projets disponible.	10 000 000 FCFA disponibles	- Plan d'action de la DDEPN ; - Ordre de virement des fonds. - Contrats signés avec des projets ; - Conventions signées.
	R3 : Des travaux communautaires d'hygiène et salubrité organisés dans tous les villages.	Nombre des communautés qui organisent des travaux d'hygiène et salubrité.	- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports des CC.	Forte sensibilisation de la DDEPN ou des projets	3 000 000 FCFA disponibles	- Ordre de virement des fonds - Contrats signés avec des projets ; - Conventions signées.

	R4 : 05 espaces verts créés dans la ville.	Nombre d'espaces verts créés dans la ville.	- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports du suivi-évaluation du PCD.	- Disponibilité des consultants ; - Financement de l'Etat ou des projets disponible.	10 000 000 FCFA disponibles	- Ordre de virement des fonds - Contrats signés avec des projets ; - Conventions signées.
Activités						
	Pour R1 Falaise (Pangari).	Pour R2 Mayo-Darlé.	Pour R3 Mayo-Darlé.	Pour R4		
1.1	Etude de faisabilité	2.1 Sensibilisation de la population sur les dégâts causés par les feux de brousse	3.1. Sensibilisation de toutes les communautés de l'importance des travaux d'hygiène et salubrité.	4.1. Identification des sites sur lesquels doivent être créés des espaces verts.		
1.2	Mobilisation des fonds	2.2 Formation des communautés sur les notions des pare-feux.	3.2 Choix des jours des travaux communautaires.	4.2. Mobilisation de fonds		
1.3.	Choix du site	2.3. Mise en place des comités de surveillance environnementale.	3.3. Mise en place d'un comité d'organisation des travaux communautaires.	4.3. Recherche des consultants en la matière		
1.4.	Acquisition d'une décharge municipale		3.4. Organisation des travaux communautaires selon le calendrier arrêté.	4.4. Choix des espèces		
1.5.	Organisation de la gestion de la décharge			4.5. Aménagement des espaces verts		
1.6.	Mise en place d'un comité de gestion			4.6. Mise en place des comités de suivi et de gestion de ces espaces.		
1.7.	Entretien des arbres plantés					
1.8.	Mise en place d'un comité de suivi des arbres plantés.					

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Faciliter le reboisement de la commune.		- Nombre de plants mis en place pour la pépinière ; - Nombre d'arbres plantés par village ; - Nombre de berges des cours d'eau reboisés.	- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD ; - Rapports des CC.	- Disponibilité du financement de l'Etat, d'autres bailleurs de fonds ou des projets ; - Forte sensibilisation de la DDEPN.	18 000 000 CFA mobilisés	- Conventions signées ; - contrats signés avec des consultants ; - Ordre de virement des fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Mise en place d'une pépinière forestière d'au moins 35 000 plants.	Nombre de plants mis en place pour la pépinière.	- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD.	Disponibilité du financement de l'Etat, d'autres bailleurs de fonds ou des projets.	5 000 000 CFA mobilisés	- Conventions signées ; - contrats signés avec des consultants ; - Ordre de virement des fonds.
	R2 : Planter au moins 300 arbres par village.	Nombre d'arbres plantés par village.	- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports des CC.	- Forte sensibilisation de la DDEPN ; - Financement de l'Etat ou des projets disponible.	10 000 000 FCFA disponibles	- Plan d'action de la DDEPN ; - Ordre de virement des fonds. - Contrats signés avec des projets ; - Conventions signées.
	R3 : Planter les arbres le long des berges des cours d'eau.	Nombre de berges des cours d'eau reboisés.	- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports des CC.	Forte sensibilisation de la DDEPN ou des projets	3 000 000 FCFA disponibles	- Ordre de virement des fonds - Contrats signés avec des projets ; - Conventions signées.
Activités						
Pour R1 : Falaise (Pangari).		Pour R2 : Mayo-Darlé.		Pour R3 : Tous les cours d'eau.		
1.1 Choix et délimitation du site		2.1 Sensibilisation des communautés sur l'importance de planter les arbres.		3.1 Etude de faisabilité		
1.2 Mobilisation des fonds		2.2 Acquisition des plants.		3.2 Mobilisation des fonds		
1.3. Choix du consultant		2.3. Organisation des campagnes de reboisement.		3.3. Choix des consultants		
1.4. Choix des espèces d'arbres		2.4. Mise en place des comités de suivi des arbres plantés.		3.4. Choix des espèces d'arbres		
1.5. Achat équipement pour pépinière				3.5. Organisation du reboisement		
1.6. Formation des agents d'entretien (comité de gestion)				3.6. Reboisement les long des cours d'eau		
1.7. Mise en place de la pépinière				3.7. Suivi et entretien des arbres plantés		

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources		
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources	
		<p>Objectif spécifique 3 : Renforcer les capacités des populations en matière environnementale.</p>		<p>- Forte sensibilisation de la DDEPN ; - Volonté des MINEBUB et MINESEC.</p>		<p>PM</p>	<p>- Plan des MINESEC et MINEDUB ; - Programmes scolaires ; - Plan d'action de la DDEPN.</p>
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 10 clubs des amis (intra et extra scolaire) de la nature mis en place.	Nombre de clubs des amis mis en place.	<p>- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD et des CC.</p>	<p>Forte implication de la DDEPN.</p>		<p>PM</p>	<p>Plan d'action de la DDEPN.</p>
	R2 : Des notions sur l'éducation environnementale enseignées dans les établissements scolaires.	Nombre d'établissements scolaires qui dispensent aux élèves les notions sur l'éducation environnementale.	<p>- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports des chefs d'établissement.</p>	<p>- Forte sensibilisation de la DDEPN ; - Volonté des MINEBUB et MINESEC.</p>		<p>PM</p>	<p>- Plan des MINESEC et MINEDUB ; - Programmes scolaires.</p>
Activités							
Pour R1 : Mayo-Darlé, Boumdo, Mayo-Djinga, Pangari, Yoli, Ribao, Ngomdjor, Hamoa, Nyawa et Bambol.				Pour R2 : Tous les établissements scolaires			
1.1 Sensibilisation des populations et des élèves sur le rôle des clubs des amis.				2.1 Elaboration des modules sur l'éducation environnementale			
1.2 Formation des clubs des amis				2.2 Enseignement sur l'éducation environnementale dans les établissements scolaires.			
1.3. Redynamisation du club des amis de la nature du lycée.							

Cadre estimatif du secteur environnement et protection de la nature (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 46 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 5 000 000
- ❖ Imprévus = 5 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 56 000 000**

5.2.16 Secteur : Développement urbain et de l'habitat

Problème central : Difficulté de développer la ville de Mayo-Darlé en tenant compte des activités économiques et du développement des villages environnants.

Objectif global : Promouvoir le développement de la ville de Mayo-Darlé en tenant compte de la structuration des activités économiques et du développement des villages environnants.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Entretien et réhabiliter les infrastructures routières		- Nombre de km de routes secondaires entretenues ; - Nombre de ponceaux construits ; - Nombre de parcelles aménagées protégées.	- Rapports DDDUH ; - Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	Les financements de l'Etat, du PNDP et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	245 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 05 km de routes secondaires de la ville entretenues.	Nombre de km de routes secondaires entretenues.	- Rapports DDDUH ; - Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	180 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R2 : 02 ponceaux de la ville construits	Nombre de ponceaux construits.	- Rapports DDDUH ; - Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	Les financements de l'Etat, du PNDP et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	35 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
	R3 : Des parcelles aménagées protégées.	Nombre de parcelles aménagées protégées.	- Rapports DDDUH ; - Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	30 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Activités						

Pour R1 Mayo-Darlé	Pour R2 Mayo-Darlé	Pour R3 Mayo-Darlé
1.1. Identification des bailleurs de fonds	2.1. Mobilisation de la contre partie demandée par le PNDP	3.1. Négociation et plaidoyer auprès des bailleurs de fonds
1.2. Négociation et plaidoyer auprès des bailleurs de fonds identifiés	2.2. Cotation de la prestation à un consultant pour l'étude de faisabilité	3.2. Formulation des DAO
1.3. Mobilisation des ressources	2.3. Etude de faisabilité	3.3. Sélection des prestataires
1.4. Formulation des DAO	2.4. Formulation du DAO	3.4. Exécution et suivi des travaux.
1.5. Sélection des prestataires	2.5. Sélection d'un prestataire	3.5 Réception des travaux effectués
1.6. Exécution et suivi des travaux.	2.6. Exécution et suivi des travaux.	
1.7 Mise en place et formation des comités de gestion des routes secondaires.	2.7 Réception des travaux	
1.8 Réception des travaux		

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Prévenir les conflits fonciers		- Nombre de plan d'urbanisation mis en place ; - Nombre de plan d'urbanisation mis en place.	- Rapports DDDUH ; - Rapport de la commune ; - Le document du plan.	Forte sensibilisation de la DDDUH, de DDDAF et disponibilité des financements de l'Etat.	10 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	-- Des conventions signées ; - Ordre de virement.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Un plan d'urbanisation mis en place.	Nombre de plan d'urbanisation mis en place.	- Rapports DDDUH ; - Rapport de la commune ; - Le document du plan.	Forte sensibilisation de la DDDUH, de DDDAF et disponibilité des financements de l'Etat.	5 000 000 FCFA mobilisés	- Des conventions signées ; - Ordre de virement.
	R2 : Un plan d'occupation des sols mis en place.	Nombre de plan d'occupation des sols mis en place.	- Rapports DDDUH ; - Rapport de la commune ; - Le document du plan.	Forte sensibilisation de la DDDUH, de DDDAF et disponibilité des financements de l'Etat.	5 000 000 FCFA disponibles	- Des conventions signées ; - Ordre de virement.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé				Pour R2: Mayo-Darlé		
1.1 Mobilisation de financement				2.1 Mobilisation de financement		
1.2 Recherche des consultants				2.2 Recherche des consultants		
1.3 Etude de faisabilité				2.3 Etude de faisabilité		
1.4 Exécution des travaux				2.4 Exécution des travaux		
1.5 Information de la tutelle				2.5 Information de la tutelle		
1.6 Obtention du plan d'urbanisation				2.6 Obtention du plan d'urbanisation		

1.7 Information et sensibilisation des populations du plan	2.7 Information et sensibilisation des populations du plan
1.8 Mise en œuvre du plan	2.8 Mise en œuvre du plan

Cadre estimatif du secteur développement urbain et de l'habitat (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 255 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 15 000 000
- ❖ Imprévus = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 280 000 000**

5.2.17 Secteur : Domaines et affaires foncières

Problème central : Difficulté d'accès à un patrimoine communal et d'immatriculer les terrains

Objectif global : Constituer des réserves foncières et faciliter l'immatriculation des terrains

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Constituer des réserves foncières		- Nombre d'ha de patrimoine communal réservés ; - Nombre de lots communaux vendus ; - Nombre de plan cadastral réalisé.	- Rapports DDDAF ; - Rapport de la commune ; - Titres fonciers ; - Certificats de vente des lots.	- Implication de la DDDAF et avis favorable de la tutelle ; - Disponibilité des services de cadastre.	15 000 000 FCFA mobilisés et utilisés	- Contrats signés avec les consultants ; - Décharges des consultants après services rendus ; - Décision municipale portant opérationnalisation du lotissement communal signée par la tutelle.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Au moins 05 ha de patrimoine communal réservés.	Nombre d'ha de patrimoine communal réservés.	- Rapports DDDAF ; - Rapport de la commune ; - Titres fonciers.	Disponibilité de DDDAF.	10 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats signés avec les consultants ; - Décharges des consultants après services rendus.
	R2 : Le lotissement communal opérationnel.	Nombre de lots communaux vendus.	- Rapports DDDAF ; - Rapport de la commune ; - Certificats de vente.	Implication de la DDDAF et avis favorable de la tutelle.	PM	Décision municipale portant opérationnalisation du lotissement communal signée par la tutelle.
	R3 : Un plan cadastral réalisé.	Nombre de plan cadastral réalisé.	- Rapports DDDAF ; - Rapports du cadastre ; - Rapport de la commune.	Disponibilité des services de cadastre et avis favorable de la tutelle.	5 000 000 FCFA disponibles	- Décharges des consultants après services rendus signées ; - Décharges des consultants après services rendus.
Activités						

Pour R1 Mayo-Darlé	Pour R2 Mayo-Darlé	Pour R3 Mayo-Darlé
1.1 Information et négociation avec l'autorité administrative	2.1 Identification des lots	3.1. Information et négociation avec l'autorité administrative
1.2 Etude de faisabilité	2.2 Information de l'autorité administrative	3.2. Prise de contact avec les techniciens compétents
1.3 Levée topographique	2.3 Obtention du lotissement communal	3.3. Etude de faisabilité et obtention du plan cadastral
1.4. Identification et localisation des infrastructures	2.4 Sensibilisation des populations des lots communaux disponibles	
1.5. Délimitation du domaine foncier communal	2.5 Distribution des lots communaux	
1.6 Mise en place d'un comité de gestion de ce patrimoine		

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Faciliter l'immatriculation des terrains		- Nombre de terrains immatriculés par an ; - Nombre de terrains communaux immatriculés ;	- Rapports DDDAF ; - Rapport de la commune ; - Titres fonciers ; - Titres fonciers communaux.	- Implication de la DDDAF et avis favorable de la tutelle.	PM	- Contrats signés avec les consultants ; - Décharges des consultants après services rendus ; - Décision municipale portant immatriculation des terrains communaux signée par la tutelle.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Des procédures d'immatriculation simplifiées et maîtrisées par les populations.	Nombre de terrains immatriculés par an.	- Rapports DDDAF ; - Rapport de la commune ; - Titres fonciers des particuliers.	Disponibilité de DDDAF.	PM	- Contrats signés avec les consultants ; - Décharges des consultants après services rendus.
	R2 : Des terrains communaux immatriculés.	Nombre de terrains communaux immatriculés.	- Rapports DDDAF ; - Rapport de la commune ; - Titres fonciers communaux.	Implication de la DDDAF et avis favorable de la tutelle.	PM	Décision municipale portant immatriculation des terrains communaux signée par la tutelle.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé				Pour R2: Mayo-Darlé		
1.2. Négociation des closes de descentes sur le terrain				2.1 Recensement des terrains communaux		
1.3. Sensibilisation dans toute la commune				2.2 Information de l'autorité administrative		

1.4. Inscription et prise des coordonnées	2.3 Engagement de la procédure d'immatriculation de ces terrains
1.5. Constitution des dossiers d'obtention des titres fonciers	2.4 Suivi des dossiers jusqu'à aboutissement
1.6 Acheminement des dossiers à Ngaoundéré	2.5 Obtention des titres fonciers des terrains communaux
1.7 Obtention des titres fonciers	

Cadre estimatif du secteur domaines et affaires foncières (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 15 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 10 000 000
- ❖ Imprévus = 5 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 30 000 000**

5.2.18 Secteur : Recherche scientifique et de l'innovation

Problème central : Non application des résultats de la recherche par les producteurs

Objectif global : Vulgariser les résultats de la recherche

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Faciliter l'accès des producteurs aux innovations de la recherche agronomique		- Nombre de techniciens motivés ; - Nombre des producteurs qui appliquent les résultats de la recherche.	- Rapports DDADER/DDEPIA ; - Rapport de la commune ; - Rapports des chefs de poste agricoles et des chefs des centres.	- Collaboration des IRAD ; - Implication des sectoriels du MINADER et MINAPIA ; - Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	50 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats signés avec les consultants ; - Décharges des consultants après services rendus ; - Fond des dossiers.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Les techniciens en agriculture et en élevage sont motivés à mettre à la disposition des producteurs les résultats de la recherche.	Nombre de techniciens motivés.	- Rapports DDADER/DDEPIA ; - Rapport de la commune ; - Rapports des chefs de poste agricoles et des chefs des centres.	- Collaboration des IRAD ; - Implication des sectoriels du MINADER et MINAPIA ; - Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	15 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats signés avec les consultants ; - Décharges des consultants après services rendus.
	R2 : Les résultats de la recherche agronomique sont appliqués par les producteurs (agriculteurs et éleveurs).	Nombre des producteurs qui appliquent les résultats de la recherche.	- Rapports DDADER/DDEPIA ; - Rapport de la commune ; - Rapports des chefs de poste agricoles et des chefs des centres.	- Collaboration des IRAD ; - Implication des sectoriels du MINADER et MINAPIA ; - Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	35 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats signés avec les consultants ; - Décharges des consultants après services rendus.
Activités						
Pour R1 : Tous les villages				Pour R2 : Tous les villages		
1.1. Prise de contact avec les institutions de la recherche agronomique				2.1 Organisation des producteurs par filière		
1.2. Mobilisation des moyens financiers				2.2 Information des producteurs sur la disponibilité des résultats de la recherche		
1.3. Obtention des produits issus de la recherche agronomique				2.3 Démonstration de l'utilisation de ces résultats		
1.4. Dotation des techniciens en logistique nécessaire pour faire la vulgarisation				2.4 Application de ces résultats		
1.5. Mise à la disposition des producteurs des résultats de la recherche				2.5 Suivi de proximité des producteurs.		

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Renforcement des capacités des producteurs sur des formations thématiques		- Nombre de producteurs formés ; - Nombre de cultures expérimentées.	- Rapports DDADER/DDEPIA ; - Rapport de la commune ; - Rapports des chefs de poste agricoles et des chefs des centres ; - Rapports des formations.	- Collaboration des IRAD ; - Implication des sectoriels du MINADER et MINAPIA ; - Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	25 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats signés avec les consultants ; - Décharges des consultants après services rendus.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : 03 nouvelles cultures (cacaoyer, caféier et palmier à huile) sont expérimentées dans la commune.	Nombre de cultures expérimentées.	- Rapports DDADE ; - Rapport de la commune ; - Rapports des chefs de poste agricole.	- Collaboration des IRAD ; - Implication des sectoriels du MINADER et MINAPIA ; - Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	15 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats signés avec les consultants ; - Décharges des consultants après services rendus.
	R2 : Des producteurs sont formés sur des thèmes divers.	Nombre de producteurs formés.	- Rapports DDADER/DDEPIA ; - Rapport de la commune ; - Rapports des formations ; - Rapports des chefs de poste agricoles et des chefs des centres.	- Implication des sectoriels du MINADER et MINAPIA ; - Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	10 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats signés avec les consultants ; - Décharges des consultants après services rendus.
Activités						
Pour R1 : Tous les villages				Pour R2 : Tous les villages		
1.1. Prise de contact avec les institutions de la recherche agronomique				2.1 Recherche de financement		
1.2. Mobilisation des moyens financiers				2.2 Recherche des consultants		
1.3. Identification des villages				2.3 Négociation avec des consultants		
1.4. Choix des sites				2.4 Préparation des modules de formation		
1.5. Expérimentation des cultures				2.5 Formation des producteurs		

Cadre estimatif du secteur recherche scientifique et innovation (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 90 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 10 000 000
- ❖ Imprévus = 5 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 105 000 000**

5.2.19 Secteur : Commerce

Problème central : Difficulté à se ravitailler aux produits de première nécessité.

Objectif global : Assurer un ravitaillement et un écoulement permanent des biens et services

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Faciliter l'offre des biens et services		- Nombre de marché moderne construit ; - Nombre de hangars construits ; - Nombre de pistes désenclavement construites ; - Nombre des produits vendus à des prix homologués	- Rapports DDCOMMERCE ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Rapports DDTP. - Factures diverses.	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Forte implication de la DDCOMMERCE.	660 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Avis de virement des fonds ; - conventions signées ; - Plan d'action de la DDCOMMERCE.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Un marché moderne construit.	Nombre de marché moderne construit.	- Rapports DDCOMMERCE ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Factures diverses.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	80 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Avis de virement des fonds ; - conventions signées.
	R2 : 04 hangars construits.	Nombre de hangars construits.	- Rapports DDCOMMERCE ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	80 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Avis de virement des fonds ; - conventions signées.
	R3 : Des pistes de désenclavement construites ou réhabilitées	Nombre de pistes désenclavement construites.	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	500 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Avis de virement des fonds ; - conventions signées.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé		Pour R2 : Pangari, Marché Mondial, Ribao et Boumdo.		Pour R3 : Tous les villages situés hors des axes routiers		
1.1. Recherche des financements		2.1. Recherche des financements		3.1. Recherche des financements		
1.2. Choix du consultant pour étude de faisabilité		2.2. Choix des consultants pour études de faisabilité		3.2. Choix des consultants pour études de faisabilité		
1.3. Etude de faisabilité		2.3. Etude de faisabilité		3.3. Etudes de faisabilité et d'impacts environnementaux		
1.4. Choix et délimitation du site		2.4. Choix et délimitation du site		3.4 Formulation des DAO		
1.5 Immatriculation du site		2.5 Immatriculation du site		3.4 Choix des prestataires		
1.6 Formulation du DAO		2.6 Formulation du DAO		3.5 Exécution et suivi des travaux		
1.7 Choix du prestataire		2.7 Choix du prestataire		3.6. Réception de l'ouvrage		

1.8 Exécution et suivi des travaux	2.8 Exécution et suivi des travaux	3.7 Mise en place des comités de gestion
1.9. Réception de l'ouvrage	2.9. Réception de l'ouvrage	
1.10 Mise en place d'un comité de gestion	2.10 Mise en place des comités de gestion	

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Améliorer la demande des produits de première nécessité.		- Nombre de commerçants sensibilisés ; - Nombre des produits vendus à des prix homologués	- Rapports DDCOMMERCE ; - Rapport de la commune ; - Rapports de sensibilisation.	- Forte implication de la DDCOMMERCE	5 000 000 FCFA mobilisés	- Décharges des services rendus - Plan d'action de la DDCOMMERCE
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Des commerçants sont sensibilisés et informés sur les prix homologués des produits de première nécessité.	Nombre de commerçants sensibilisés.	- Rapports DDCOMMERCE ; - Rapport de la commune ; - Rapports de sensibilisation.	Forte implication de la DDCOMMERCE	5 000 000 FCFA mobilisés	Décharges des services rendus
	R2 : Des produits de première nécessité vendus à des prix homologués.	Nombre des produits vendus à des prix homologués	- Rapports DDCOMMERCE ; - Rapport de la commune ; - Factures diverses.	Forte implication de la DDCOMMERCE	PM	Plan d'action de la DDCOMMERCE
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé			Pour R2 : Tous les villages.			
1.1. Prise de contact avec la DDCOMMERCE			2.1 Prise de contact avec la DDCOMMERCE			
1.2. Récupération du fichier des prix homologués des produits			2.2 Négociation sur la sensibilisation des commerçants sur des prix homologués des produits de première nécessité.			
1.3. Mise en place d'un comité chargé de faire la sensibilisation et l'information des commerçants			2.3 Sensibilisation des commerçants			
1.4. Sensibilisation et information des commerçants			2.4 Application des prix homologués par les commerçants			
			2.5 Saisie des produits n'ayant pas obéi à la grille des prix du MINCOMMERCE			
			2.6 Ventes aux enchères			

Cadre estimatif du secteur commerce (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 665 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 15 000 000
- ❖ Imprévus = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 690 000 000**

5.2.20 Secteur : Jeunesse

Problème central : Difficulté d'insérer les jeunes dans les activités socio professionnelles.

Objectifs global : Favoriser l'insertion socio professionnelle des jeunes

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Améliorer l'organisation des jeunes		- Nombre d'associations des jeunes formées ; - Nombre de renforcement des capacités des jeunes organisées.	- Rapports DDJEUN ; - Rapport de la commune ; - PV des assemblées générales ; - Récépissés de déclaration des associations ; - Rapports des formations.	Forte implication de la DDJEUN.	10 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Décharges des fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Des associations des jeunes formées.	Nombre d'associations des jeunes formées.	- Rapports DDJEUN ; - Rapport de la commune ; - PV des assemblées générales ; - Récépissés de déclaration des associations.	Forte implication de la DDJEUN.	5 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Décharges des fonds
	R2 : Des capacités des associations des jeunes renforcées en dynamique organisationnelle.	Nombre de renforcement des capacités des jeunes organisées.	- Rapports DDJEUN ; - Rapport de la commune ; - Rapports des formations.	Forte implication de la DDJEUN.	5 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Décharges des fonds
Activités						
Pour R1 : Tous les villages			Pour R2 : Tous les villages			
1.1. Sensibilisation des sur l'importance d'être réunis autour des associations			2.1. Recherche des financements			
1.2. Formation des associations			2.2. Choix des consultants			
1.3. Préparation des dossiers de légalisation			2.3. Préparation des modules de formation			
1.4. Légalisation des associations			2.4. Renforcement des capacités des associations des jeunes.			

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources	Suppositions		Indicateurs de suppositions et sources		
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources	
Objectif spécifique 2 : Améliorer l'offre socio professionnelle des jeunes.		- Nombre de jeunes sensibilisés ; - Nombre de centre multifonctionnel construit et équipé ; - Nombre des microprojets des jeunes financés ; - Nombre de centres d'alphabétisation équipés.	- Rapports DDJEUN ; - Rapport de la commune ; - Rapports de sensibilisation ; - Rapports des formations ; - Avis de virement des fonds ; - PV de réception du matériel.		Forte implication de la DDJEUN.	140 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Les jeunes sont sensibilisés au sujet du PAJER-U/PIFMAS.	Nombre de jeunes sensibilisés.	- Rapports DDJEUN ; - Rapport de la commune ; - Rapports de sensibilisation.		Forte implication de la DDJEUN.	5 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Décharges des fonds.
	R2 : Un centre multifonctionnel de promotion de jeunes construit et équipé.	Nombre de centre multifonctionnel construit et équipé.	- Rapports DDJEUN ; - Rapport de la commune ; - Rapports des formations.		Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	30 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds
	R3 : Des microprojets des jeunes financés.	Nombre des microprojets des jeunes financés	- Rapports DDJEUN ; - Rapport de la commune ; - Avis de virement des fonds.		Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	100 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Décharges des fonds
	R4 : 15 centres d'alphabétisation équipés en logistique.	Nombre de centres d'alphabétisation équipés.	- Rapports DDJEUN ; - Rapport de la commune ; - PV de réception du matériel.		Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	5 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Décharges des fonds
Activités							

Pour R1 Tous les villages	Pour R2 Mayo-Darlé	Pour R3 Tous les villages	Pour R4 : Ribao, Boumdo, Gbwaya Yamba, Nyawa I, Wouro Yobi I, Mayo-Djinga, Pangari, Horé Mayo-Darlé, Guissimi, Wouro Yobi II, Bonabéri, Plan et Tacha.
1.1. Prise de contact avec la délégation de la jeunesse	2.1. Recherche de financement	3.1 Recherche d'un consultant pour la formation des jeunes en montage des microprojets.	4.1 Recherche de financement
1.2. Négociation d'un contrat de partenariat	2.2 Identification du site	3.2 Formation des jeunes en montage des projets	4.2 Identification du matériel didactique à acheter
1.3. Sensibilisation des jeunes sur les projets du MINJEUN	2.3. Etude de faisabilité	3.3 Acheminement et suivi des projets	4.3 Achat et distribution du matériel didactique dans les centres d'alphabétisation.
	2.4. Lancement de l'appel d'offre	3.4 Financement des microprojets	
	2.5. Choix du prestataire	3.5 Mise en œuvre des microprojets des jeunes	
	2.6. Lancement et suivi des travaux de construction	3.6 Suivi-évaluation des microprojets financés.	
	2.7 Equipement du centre		
	2.8 Réception du centre		
	2.9 Mise en place et formation du comité de gestion du centre.		

Cadre estimatif du secteur jeunesse (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 150 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 10 000 000
- ❖ Imprévus = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 170 000 000**

5.2.21 Secteur : Sports et éducation physique

Problème central : Difficulté d'accès aux infrastructures sportives et à l'éducation physique.

Objectif global : Favoriser le développement des activités sportives et de l'éducation physique.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Faciliter l'accès aux infrastructures sportives.		- Nombre de mini complexe sportif construit ; - Nombre de stade municipal construit ; - Nombre de gymnase créé et construit.	- Rapports DDSEP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	140 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Un mini complexe sportif est construit.	Nombre de mini complexe sportif construit.	- Rapports DDSEP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception du complexe.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	50 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds
	R2 : Un stade municipal construit.	Nombre de stade municipal construit.	- Rapports DDSEP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	30 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds
	R3 : Un gymnase est créé et construit.	Nombre de gymnase créé et construit.	- Rapports DDSEP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	60 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé		Pour R2 : Mayo-Darlé		Pour R3 : Tous les villages		
1.1. Recherche de financement		2.1. Recherche de financement		3.1. Recherche de financement		
1.2. Identification et délimitation du site		2.2. Identification et délimitation du site		3.2. Identification et délimitation du site		
1.3. Etude de faisabilité		2.3. Etude de faisabilité		3.3. Etude de faisabilité		
1.4. Lancement de l'appel d'offre		2.4. Lancement de l'appel d'offre		3.4. Lancement de l'appel d'offre		
1.5. Choix du prestataire		2.5. Choix du prestataire		3.5. Choix du prestataire		
1.6. Lancement et suivi des travaux de construction		2.6. Lancement et suivi des travaux de construction		3.6. Lancement et suivi des travaux de construction		
1.7. Equipement du mini complexe		2.7. Equipement du stade		3.7. Equipement du gymnase		

1.8 Réception de l'ouvrage	2.8 Réception du stade	3.8 Réception du gymnase
1.9 Mise en place et formation du comité de gestion du complexe.	2.9 Mise en place et formation du comité de gestion du stade.	3.9 Mise en place et formation du comité de gestion du gymnase.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Améliorer l'accès à l'encadrement sportif et à l'éducation physique.		- Nombre d'encadreurs sportifs affectés ; - Type de sport de masse organisé les weekends.	- Rapports DDSEP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	Volonté du MINJEUN.	PM	- Décisions d'affectation ; - Programme de pratique du sport de masse.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Au moins 10 encadreurs sportifs affectés dans les établissements scolaires.	Nombre d'encadreurs sportifs affectés.	- Rapports DDSEP ; - Rapport de la commune ; - Décisions d'affectation.	Volonté du MINJEUN.	PM	Décisions d'affectation
	R2 : Le sport de masse organisé tous les weekends.	Type de sport de masse organisé les weekends.	- Rapports DDSEP ; - Rapport de la commune.	Volonté du MINJEUN.	PM	Programme de pratique du sport de masse
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé				Pour R2 : Mayo-Darlé		
1.1. Multiplication et suivi des demandes d'affectation des encadreurs sportifs.				2.1. Sensibilisation des populations sur l'importance du sport de masse.		
1.2. Affectation des encadreurs sportifs				2.2. Responsabilisation de 02 cadres sportifs pour l'organisation du sport de masse.		
				2.3 Organisation du sport de masse		

Cadre estimatif du secteur sport et éducation physique (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 140 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 10 000 000
- ❖ Imprévus = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 160 000 000**

5.2.22 Secteur : Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

Problème central : Difficulté de passer du secteur informel au secteur formel.

Objectif global : Favoriser la migration des activités du secteur informel au secteur formel.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Revaloriser le secteur de l'artisanat.		- Nombre de filières structurées ; - Nombre d'acteurs formés ; - Nombre de microprojets financés.	- Rapports délégation petites et moyennes entreprises ; - Rapport de la commune ; - Dossiers des organisations formées ; - Rapports de formation ; - Ordres de virement des fonds.	- Financement de l'Etat ; - Forte implication de la délégation des petites et moyennes entreprises ; - Disponibilité des consultants.	115 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Les acteurs du secteur informel sont structurés.	Nombre de filières structurées.	- Rapports délégation petites et moyennes entreprises ; - Rapport de la commune ; - Dossiers des organisations formées.	- Financement de l'Etat ; - Forte implication de la délégation des petites et moyennes entreprises.	5 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Décharges des fonds
	R2 : Les capacités des acteurs du secteur informel sont renforcées.	Nombre d'acteurs formés.	- Rapports délégation petites et moyennes entreprises ; - Rapport de la commune ; - Rapports de formation.	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Disponibilité des consultants.	10 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats des consultants ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds
	R3 : Les microprojets des acteurs du secteur informel financés.	Nombre de microprojets financés.	- Rapports délégation petites et moyennes entreprises ; - Rapport de la commune ; - Ordres de virement des fonds.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	100 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats divers ; - Conventions signées ; - Ordres de virement.
Activités						
Pour R1 : Tous les villages		Pour R2 : Mayo-Darlé		Pour R3 : Tous les villages		
1.1. Prise de contact avec les cadres de la délégation des petites et moyennes entreprises.		2.1 Identification de toutes les PME de la commune.		3.1 Prise de contact avec les cadres de la délégation des petites et moyennes entreprises et des cadres de l'administration		
1.2. Recensement de tous les acteurs du secteur informel		2.2 Organisation des rencontres d'information et de sensibilisation des acteurs en vue de booster l'entrepreneuriat		3.2 Montage des microprojets pour financement		

1.3. Sensibilisation et information des acteurs du secteur informel sur l'importance d'être structurés.	2.3 Recherche des financements	3.3 Diffusion de l'information utile aux acteurs
1.4. Formation des organisations des acteurs du secteur par type d'activités	2.4 Recherche des consultants	3.4 Acheminement et suivis des microprojets montés
1.5. Légalisation des organisations formées	2.5 Recherche des bailleurs de fonds susceptibles de financer le secteur des PME	3.5 Financement des microprojets
	2.6 Préparations des modules de formation	3.6 Suivis des bénéficiaires
	2.7 Formation des acteurs des PME	

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Améliorer l'accès aux structures d'encadrement.		- Nombre de vitrine artisanale construite et équipée ; - Nombre de structure d'encadrement construite et équipée.	- Rapports délégation petites et moyennes entreprises ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Factures des équipements	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Disponibilité des consultants.	75 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Une vitrine artisanale construite et équipée.	Nombre de vitrine artisanale construite et équipée.	- Rapports délégation petites et moyennes entreprises ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Factures des équipements	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Disponibilité des consultants.	35 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.
	R2 : Une structure d'encadrement des PME créée, construite et équipée.	Nombre de structure d'encadrement construite et équipée.	- Rapports délégation petites et moyennes entreprises ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Factures des équipements.	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Disponibilité des consultants.	40 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé				Pour R2 : Mayo-Darlé		
1.1 Identification de tous les artisans de la commune				2.1 Multiplication et suivi des demandes pour la création et la construction d'une structure d'encadrement des PME.		
1.2 Organisation des artisans de la commune				2.2 Recherche des financements		
1.3 Multiplication et suivi des demandes pour la création d'une vitrine artisanale.				2.3 Choix et délimitation du site devant abriter la structure		
1.4 Recherche des financements				2.4 Construction de la structure		
1.5 Choix et délimitation du site devant abriter la vitrine artisanale				2.5 Mise en place et formation du comité de gestion		

1.6 Construction de la vitrine artisanale	
1.7 Mise en place et formation du comité de gestion	
1.8 Incitation des artisans à fabriquer et à exposer leurs produits	
1.9 Organisation d'un salon de l'artisanat chaque année	

Cadre estimatif du secteur petits et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 190 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 10 000 000
- ❖ Imprévis = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 210 000 000**

5.2.23 Secteur : Industries, mines et développement technologique

Problème central : Impact insuffisant de l'activité minière sur les recettes de la commune.

Objectif global : Moderniser l'exploitation des ressources minières

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Valoriser l'exploitation de la colombo-tantalite.		- Degré d'amélioration de la gestion de la colombo-tantalite ; - Nombre de gisements découverts.	- Rapports DDIMDT ; - Rapport de la commune ; - Reçus de versement des taxes communales ; - Rapports de prospection.	Forte implication de la DDIMDT et engagement des privés	8 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats signés ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : La gestion de la colombo-tantalite améliorée.	Degré d'amélioration de la gestion de la colombo-tantalite	- Rapports DDIMDT ; - Rapport de la commune ; - Reçus de versement des taxes communales.	Forte implication de la DDIMDT	3 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Décharges des fonds.
	R2 : 02 nouveaux gisements découverts de la colombo-tantalite découverts.	Nombre de gisements découverts.	- Rapports DDIMDT ; - Rapport de la commune ; - Rapports de prospection.	Engagement des privés.	5 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats signés ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé				Pour R2 : Mayo-Darlé Mine, Ngomdjor, Djamga et Mayo-Gnidounga.		
1.1. Recensement de tous les exploitants				2.1. Prise de contact avec le MINMIDT		
1.2. Structuration des exploitants artisanaux de la colombo-tantalite				2.2. Recherche des consultants en domaine de sondage des gisements miniers.		
1.3. Fixation des taxes liées à l'exploitation de l'étain				2.3. Elaboration et signature du cahier de charges		
1.4 Désignation d'une équipe communale de recouvrement des taxes liées à cette exploitation				2.4. Travaux de sondage		
1.5 Recouvrement régulier des taxes				2.5. Identification des nouveaux foyers		

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Faciliter la bonne exploitation des autres ressources minières (sable et gravier).		- Nombre de petits exploitants de sable structurés ; - Nombre de carrières municipales créées et opérationnelles.	- Rapports DDIMDT ; - Rapport de la commune ; - Dossier de l'organisation des petits exploitants formés ; - Rapports du comité de suivi-évaluation.	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Forte implication de la DDIMDT.	202 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats signés ; - Conventions signées.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Les petits exploitants de sable sont structurés.	Nombre de petits exploitants de sable structurés.	- Rapports DDIMDT ; - Rapport de la commune ; - Dossier de l'organisation des petits exploitants formés.	Forte implication de la DDIMDT	2 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Décharges des fonds.
	R2 : 02 carrières municipales créées et opérationnelles.	Nombre de carrières municipales créées et opérationnelles.	- Rapports DDIMDT ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	200 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats signés ; - Conventions signées.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé				Pour R2 : Marché Mondial et Mayo-Darlé		
1.1. Sensibilisation des exploitants de sable sur l'importance d'être organisés				2.1 Prise de contact avec le MINMIDT		
1.2. Organisation des exploitants de sable				2.2. Recherche de financement		
1.3. Légalisation de l'organisation des exploitants de sable				2.3 Etude de faisabilité		
1.4 Renforcement des capacités des membres de l'organisation.				2.4 Etudes d'impacts environnementaux		
1.5 Recouvrement régulier des taxes				2.5 Lancement des appels d'offre		
				2.6 Choix des prestataires		
				2.7 Exécution et suivi des travaux		
				2.8 Réception des carrières		
				2.9 Mise en place et formation des comités de gestion.		

Cadre estimatif du secteur industries, mines et développement technologique (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 210 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 15 000 000
- ❖ Imprévus = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 235 000 000**

5.2.24 Secteur : Transports

Problème central : Mauvaise organisation du secteur de transport

Objectif spécifique global : Assurer l'offre et la pérennisation des infrastructures de transport.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Aménager les infrastructures de transport.		- Nombre de parc pour stationnement d'autos aménagé ; - Nombre de parc de stationnement des camions aménagé ; - Nombre de signalisation appropriée mise en place ; - Nombre d'aire d'embarquement et de débarquement des marchandises aménagée ; - Nombre de points de stationnement pour motos institués.	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Rapports du comité de suivi-évaluation.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	95 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Un parc pour stationnement d'autos construit et équipé.	Nombre de parc pour stationnement d'autos aménagé.	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	35 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.
	R2 : Un parc pour stationnement des camions construit et équipé.	Nombre de parc de stationnement des camions aménagé.	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	40 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.
	R3 : Une signalisation appropriée mise en place.	Nombre de signalisation appropriée mise en place.	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	5 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.
	R4 : Une aire d'embarquement et de débarquement des marchandises aménagée.	Nombre d'aire d'embarquement et de débarquement des marchandises aménagée.	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	15 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.

	R5 : 02 points de stationnement pour motos institués.	Nombre de points de stationnement pour motos institués.	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation.	Forte implication de la DDTRANS	PM	Plan d'action de la DDTRANS
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé		Pour R2 : Mayo-Darlé		Pour R3 : Mayo-Darlé		Pour R4 : Ribao
1.1. Etude de faisabilité		2.1. Etude de faisabilité		3.1 Prise de contact avec les techniciens		4.1 Recherche de financement pour la recherche d'un site de débarquement et d'aménagement des marchandises
1.2. Recherche de financement		2.2. Recherche de financement		3.2 Recherche de financement		4.2 Identification du site d'embarquement et de débarquement des marchandises
1.3. Identification et aménagement du site		2.3. Formulation de l'appel d'offre et passation de marché		3.3 Fabrication d'un panneau de signalisation		4.3 Aménagement du site
1.4. Sensibilisation des motos taximen		2.4 Identification et aménagement d'un site		3.6 Fixation du panneau de signalisation.		4.4 Mise en place et formation d'un comité de gestion du site
1.5. Exécution des travaux		2.5 Choix du prestataire				5.3. Sensibilisation des motos taximen
1.6 Mise en place d'un comité de gestion du parc des motos.		2.6 Exécution et suivi du marché				5.4. Mise en place de 02 comités de gestion des parcs des motos.
		2.7 Mise en place et formation d'un comité de gestion				

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités des conducteurs (autos et motocycles) en matière de conduite.	- Nombre de sessions de formation organisées ; - Nombre de campagnes organisées ; - Nombre de campagnes organisées.	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - Rapports de formations ; - Rapports de sensibilisation ; - Rapports des chefs d'établissements.	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Forte implication de la DDTRANS.	15 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Contrats signés ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.

Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Des sessions de formation des motocycles et conducteurs autos en matière de conduite organisées.	Nombre de sessions de formation organisées.	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - Rapports de formations.	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Forte implication de la DDTRANS.	5 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Contrats signés ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.
	R2 : Des campagnes de sensibilisation sur la sécurité routière, la prévention routière et la signalisation organisées.	Nombre de campagnes organisées.	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - Rapports de sensibilisation.	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Forte implication de la DDTRANS.	5 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Contrats signés ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.
	R3 : Des documents sur la sécurité routière mis à la disposition des établissements scolaires.	Nombre d'établissements disposant des documents sur la sécurité routière.	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - Rapports des chefs d'établissements.	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Forte implication de la DDTRANS.	5 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Contrats signés ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé		Pour R2 : Tous les villages		Pour R3 : Tous les établissements scolaires		
1.1. Prise de contact avec les cadres de la délégation de transport		2.1. Prise de contact avec les cadres de la délégation de transport		3.1 Prise de contact avec le MINTRANS		
1.2. Recensement de tous les conducteurs		2.2. Mise en place d'une commission chargée de faire ces sensibilisations.		3.2 Acquisition des documents		
1.3. Préparation des modules de formation.		2.3. Formation cette commission en matière de sécurité routière, prévention routière et la signalisation.		3.3 Distribution des documents dans les établissements scolaires		
1.4 Organisation des sessions de formation des motocycles et conducteurs autos.		2.4 Organisation des Campagnes de sensibilisation.		3.6 Enseignement des enfants sur la sécurité routière.		

Cadre estimatif du secteur Transport (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 110 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 10 000 000
- ❖ Imprévis = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 130 000 000**

5.2.25 Secteur : Poste et télé communication

Problème central : Difficulté d'accès aux infrastructures de télécommunication

Objectif global : Rendre significatif l'offre de service postal et celle de télécommunication moderne.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Améliorer l'offre en matière de télécommunication.		- Nombre de services rendus par le télé centre polyvalent communautaire par jour ; - Nombre de villages couverts par au moins un réseau de la téléphonie mobile.	- Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation ; - Rapport de la poste ; - Rapports du comité de suivi-évaluation.	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Professionnalisme du prestataire ; - Volonté des opérateurs de la téléphonie mobile.	5 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Contrats signés.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Le télé centre polyvalent communautaire opérationnel.	Nombre de services rendus par le télé centre polyvalent communautaire par jour.	- Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation ; - Rapport de la poste.	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Professionnalisme du prestataire.	5 000 000 FCFA mobilisés	- Contrats signés.
	R2 : 52 villages couverts par au moins un réseau de la téléphonie mobile.	Nombre de villages couverts par au moins un réseau de la téléphonie mobile.	- Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation.	Volonté des opérateurs de la téléphonie mobile	PM	- Conventions signées ; - Contrats signés.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé				Pour R2 : Tous les villages		
1.1. Suivi du prestataire ayant gagné le marché de l'alimentation du télé centre en énergie.				2.1. Multiplication des contacts avec les opérateurs de la téléphonie mobile.		
1.2. Acquisition d'une source d'énergie capable de faire fonctionner le télé centre.				2.2. Signature des contrats de partenariat		
1.3. Installation des équipements électriques				2.3. Construction des antennes		
1.4. Recyclage du personnel				2.4. Lancement des réseaux de la téléphonie mobile.		
1.5. Démarrage des activités du télé centre.						

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Faciliter l'accès aux services postaux.		- Nombre de bâtiment de poste construit et équipé ; - Nombre de services rendus par le bureau de poste.	- Rapport de la commune ; - PV de réception du bâtiment ; - Factures des équipements ; - Rapport du Receveur de poste.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	80 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Contrats signés ; - Décisions diverses.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Le bâtiment de poste construit et équipé.	Nombre de bâtiment de poste construit et équipé.	- Rapport de la commune ; - PV de réception du bâtiment ; - Factures des équipements ; - Rapport du Receveur de poste.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	50 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Contrats signés.
	R2 : Le bureau de poste opérationnel.	Nombre de services rendus par le bureau de poste.	- Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation ; - Rapport du Receveur de poste.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	30 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Contrats signés.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé			Pour R2 : Tous les villages			
1.1. Recherche de financement			2.1. Négociation pour l'opérationnalisation des services postaux.			
1.2. Formulation des DAO			2.2. Installation des dispositifs nécessaires pour le fonctionnement de ces services			
1.3. Choix des prestataires			2.3. Renforcement du bureau de poste en personnel			
1.4. Choix et délimitation du site			2.4. Lancement des opérations.			
1.5. Exécution et suivi des travaux						
1.6. Installation des câbles et autres équipements.						

Cadre estimatif du secteur poste et télécommunication (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 85 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 10 000 000
- ❖ Imprévus = 5 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 100 000 000**

5.2.26 Secteur : Communication

Problème central : Difficulté d'accès aux informations nationales et internationales

Objectif global : Améliorer l'offre en service de communication

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Faciliter l'accès aux infrastructures de communication.		- Nombre de radio communautaire, créée, construite et opérationnelle. - Nombre d'antenne relais FM installée.	- Rapport de la commune ; - PV de réception du bâtiment ; - Factures des équipements ; - Rapport de la DDCOM.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	85 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Contrats signés.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Une radio communautaire créée, construite et opérationnelle.	Nombre de radio communautaire, créée, construite et opérationnelle.	- Rapport de la commune ; - PV de réception du bâtiment ; - Factures des équipements ; - Rapport de la DDCOM.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	70 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Contrats signés.
	R2 : Une antenne relais FM installée et opérationnelle.	Nombre d'antenne relais FM installée.	- Rapport de la commune ; - Factures des équipements ; - Rapport de la DDCOM.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	15 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Contrats signés.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé				Pour R2 : Antenne relais CAMTEL de Pangari		
1.1. Négociation avec les organismes (nationaux et internationaux) et le MINCOM				2.1. Négociation avec les organismes (nationaux et internationaux) et le MINCOM		
1.2. Recherche de financement				2.2. Recherche de financement		
1.3. Formulation de l'appel d'offre et passation de marché				2.3. Installation des équipements		
1.4. Identification et délimitation du site				2.4. Recrutement du personnel		
1.5. Choix du prestataire				2.5. Suivi et entretien des équipements		
1.6. Exécution et suivi du marché						
1.7. Installation des équipements						
1.8. Recrutement du personnel						

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Vendre l'image de la commune		- Nombre de site internet créé et opérationnel ; - Nombre de sectoriels et partenaires au développement maîtrisant le PCD.	- Rapport de la commune ; - Adresse électronique du site ; - Rapport du comité de suivi-évaluation ; - Rapports des sectoriels et partenaires.	- Disponibilité d'un consultant ; - Implication de tous les sectoriels et partenaires.	10 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Contrats signés ; - Bordereau de réception du PCD par les sectoriels et partenaires.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Un site internet de la commune créé et opérationnel.	Nombre de site internet créé et opérationnel.	- Rapport de la commune ; - Adresse électronique du site ; - Rapport du comité de suivi-évaluation.	Disponibilité d'un consultant.	PM	- Conventions signées ; - Contrats signés.
	R2 : Le Plan Communal de Développement (PCD) maîtrisé par tous les sectoriels et partenaires au développement.	Nombre de sectoriels et partenaires au développement maîtrisant le PCD.	- Rapport de la commune ; - Rapports des sectoriels et partenaires ; - Rapport du comité de suivi-évaluation du PCD.	Implication de tous les sectoriels et partenaires.	10 000 000 FCFA mobilisés	- Conventions signées ; - Contrats signés ; - Bordereau de réception du PCD par les sectoriels et partenaires.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé				Pour R2 : Antenne relais CAMTEL de Pangari		
1.1. Négociation avec un consultant pour la création d'un site internet de la commune				2.1. Prise de contact avec tous les sectoriels, les élites et autres partenaires du développement		
1.2. Mobilisation des fonds nécessaires				2.2. Multiplication du PCD		
1.3. Création du site internet				2.3. Mobilisation des fonds		
1.4. Mise à la disposition du consultant du PCD pour publication				2.4. Mise à la disposition des sectoriels et partenaires au développement le PCD.		
1.5. Alimentation du site						
1.6. Entretien du site						

Cadre estimatif du secteur communication (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 95 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 10 000 000
- ❖ Imprévus = 5 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 110 000 000**

5.2.27 Secteur : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

Problème central : Difficulté la sécurité des personnes et des biens.

Objectif global : Garantir la sécurité des personnes et des biens.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Améliorer les infrastructures et logistiques des FMO		- Nombre de bâtiment abritant la brigade de gendarmerie construit et équipé. - Nombre de bâtiment abritant le commissariat construit et équipé. - Nombre d'engins roulants dotés à la brigade de gendarmerie ; - Nombre d'engins roulant doté au commissariat spécial.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la brigade ; - PV de réception des travaux.	Financement de l'Etat disponible	140 000 000 FCFA mobilisés	Journaux des projets BIP.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Un bâtiment abritant à la brigade de gendarmerie construit et équipé.	Nombre de bâtiment abritant la brigade de gendarmerie construit et équipé.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la brigade ; - PV de réception des travaux.	Financement de l'Etat disponible	40 000 000 FCFA mobilisés	Journaux des projets BIP.
	R2 : Un bâtiment abritant le commissariat spécial construit et équipé.	Nombre de bâtiment abritant le commissariat construit et équipé.	- Rapport de la commune ; - Rapport du commissariat ; - PV de réception des travaux.	Financement de l'Etat disponible	40 000 000 FCFA mobilisés	Journaux des projets BIP.
	R3 : La brigade de gendarmerie dotée d'engins roulants	Nombre d'engins roulants dotés à la brigade de gendarmerie.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la brigade ; - Feuilles de décharge des engins.	Financement de l'Etat disponible	30 000 000 FCFA mobilisés	Journaux des projets BIP.
	R4 : Le commissariat spécial doté d'engins roulants.	Nombre d'engins roulant doté au commissariat spécial.	- Rapport de la commune ; - Rapport du commissariat ; - Feuilles de décharge des engins.	Financement de l'Etat disponible	30 000 000 FCFA mobilisés	Journaux des projets BIP.

Activités			
Pour R1 : Mayo-Darlé	Pour R2 : Mayo-Darlé	Pour R3 : Mayo-Darlé	Pour R4 : Mayo-Darlé
1.1. Multiplication et suivi des demandes	2.1. Multiplication et suivi des demandes	3.1. Multiplication et suivi des demandes d'acquisition du matériel roulant	4.1. Multiplication et suivi des demandes d'acquisition du matériel roulant
1.2. Accord de construction d'un bâtiment de la brigade de gendarmerie	2.2. Accord de construction d'un bâtiment du commissariat spécial	3.2. Dotation de la brigade de gendarmerie en engins roulants.	4.2. Dotation du commissariat en engins roulants.
1.3. Réservation du crédit	2.3. Réservation du crédit		
1.4. Formulation du DAO	2.4. Formulation du DAO		
1.5. Choix et délimitation du site	2.5. Choix et délimitation du site		
1.6. Choix du prestataire	2.6. Choix du prestataire		
1.7 Exécution et suivi des travaux	2.7 Exécution et suivi des travaux		
1.8 Equipement de la brigade de gendarmerie	2.8 Equipement du commissariat spécial		
1.9 Réception du bâtiment	2.9 Réception du bâtiment		

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif spécifique 2 : Etendre l'offre des services des FMO	- Nombre de poste de gendarmerie créé et opérationnel. - Nombre de poste de sécurité publique créé et opérationnel ; - Nombre de centres d'état civil créés et opérationnels ; - Nombre d'agents affectés dans les FMO.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la brigade ; - Arrêtés portant création les postes de gendarmerie et police.	- Disponibilité du MINDEF ; - Disponibilité de la DGN ; - Implication de la tutelle (préfecture).	PM	- Arrêtés portant création les postes de gendarmerie et police ; - Décisions municipales portant création des centres d'état civil signées par la tutelle.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Un poste de gendarmerie créé et opérationnel.	Nombre de poste de gendarmerie créé et opérationnel.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la brigade ; - Arrêté portant création le poste de gendarmerie.	Volonté du MINDEF	PM	Arrêté portant création le poste de gendarmerie.
	R2 : Un poste de sécurité publique créé et opérationnel.	Nombre de poste de sécurité publique créé et opérationnel.	- Rapport de la commune ; - Rapport du commissariat ; - Arrêté portant création de poste de police.	Volonté de la DGN	PM	Arrêté portant création de poste de police.

R3 : 03 nouveaux centres d'état civil créés et opérationnels	Nombre de centres d'état civil créés et opérationnels.	- Rapport de la commune ; - Décisions municipales.	Implication de la tutelle (préfecture)	PM	Décisions municipales portant création des centres d'état civil signées par la tutelle.
R4 : Les effectifs des FMO renforcés.	Nombre d'agents affectés dans les FMO.	- Rapport de la commune ; - Rapport du commissariat et brigade ; - Décisions portant affectation des agents des FMO.	- Volonté du MINDEF ; - Volonté de la DGN.	PM	Décisions portant affectation des agents des FMO
Activités					
Pour R1 : Dorofi Cameroun		Pour R2 : Mayo-Darlé		Pour R3 : Boumdo, Ribao et Mbamguéri	
1.1. Multiplication et suivi des demandes pour la création du poste de gendarmerie.		2.1. Multiplication et suivi des demandes pour la création du poste de police.		3.1. Création des centres d'état civil	
1.2. Création du poste de gendarmerie		2.2. Création du poste de police		3.2. Recrutement des secrétaires d'état civil	
1.3. Recherche de financement pour la construction		2.3. Recherche de financement pour la construction du poste de police		3.3. Formation des secrétaires d'état civil	
1.4. Lancement de l'appel d'offre		2.4. Lancement de l'appel d'offre		3.4. Sensibilisation des populations	
1.5. Choix du prestataire		2.5. Choix du prestataire		3.5. Recherche des locaux	
1.6. Exécution et suivi des travaux		2.6. Exécution et suivi des travaux		3.6. Fonctionnement des nouveaux centres d'état civil.	
1.7. Installation des équipements		2.7. Installation des équipements			
1.8. Affectation du personnel		2.8. Affectation du personnel			

Cadre estimatif du secteur Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 140 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 30 000 000
- ❖ Imprévus = 10 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 180 000 000**

5.2.28 Secteur : Enseignement supérieur

Problème central : Difficulté de poursuivre les études supérieures.

Objectif global : Encourager les jeunes à poursuivre les études supérieures.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Faciliter l'accès des nouveaux bacheliers à l'université.		- Nombre des nouveaux étudiants dont la pension est assurée chaque année ; - Nombre de commissions mises en place.	- Rapport de la commune ; - Rapport du comité de suivi-évaluation du PCD ; - Feuilles de décharges des frais de pension.	- Implication des élites extérieures de la commune ; - Volonté des étudiants dans les universités.	7 000 000 FCFA	Registre de mobilisation des fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : La pension universitaire de 10 nouveaux étudiants démunis originaires de la commune assurée chaque année.	Nombre des nouveaux étudiants dont la pension est assurée chaque année.	- Rapport de la commune ; - Rapport du comité de suivi-évaluation du PCD ; - Feuilles de décharges des frais de pension.	Implication des élites extérieures de la commune.	5 000 000 FCFA mobilisés	Registre de mobilisation des fonds.
	R2 : Une commission d'accueil des nouveaux étudiants originaires de la commune existe dans chaque université et est opérationnelle.	Nombre de commissions mises en place.	- Rapport de la commune ; - Rapport du comité de suivi-évaluation du PCD.	Volonté des étudiants dans les universités.	2 000 000 FCFA mobilisés	Registre de mobilisation des fonds.
Activités						
Pour R1 : Tous les villages			Pour R2 : Les universités.			
1.1. Recensement de tous les nouveaux bacheliers originaires de la commune.			2.1. Sensibilisation des étudiants originaires de la commune de l'importance de créer une commission chargée d'accueillir les nouveaux étudiants.			
1.2. Mobilisation des fonds			2.2. Désignation des membres de la commission dans chaque université.			
1.3. Définition des critères d'appuis apportés aux nouveaux étudiants.			2.3. Mise en place des commissions chargées d'accueillir des nouveaux étudiants.			
1.4. Appui des nouveaux étudiants.			2.4. Dotation des commissions des moyens financiers			
			2.5. Suivi des fonds mis à la disposition des différentes commissions.			

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Améliorer les conditions de vie des étudiants originaires de la commune dans les universités.		- Nombre d'étudiants appuyés dans le loyer ; - Nombre d'étudiants appuyés pour payer la première tranche chaque année.	- Rapport de la commune ; - Rapport du comité de suivi-évaluation du PCD. - Reçus de règlement des chambres ; - Reçus de paiement de la première tranche.	Implication des élites extérieures de la commune.	40 000 000 FCFA	Registre de mobilisation des fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Les frais de chambre de 15 étudiants sont payés chaque année.	Nombre d'étudiants appuyés dans le loyer.	- Rapport de la commune ; - Rapport du comité de suivi-évaluation du PCD. - Reçus de règlement des chambres.	Implication des élites extérieures de la commune.	15 000 000 FCFA mobilisés	Registre de mobilisation des fonds.
	R2 : La première tranche de 15 étudiants assurée chaque année.	Nombre d'étudiants appuyés pour payer la première tranche chaque année.	- Rapport de la commune ; - Rapport du comité de suivi-évaluation du PCD ; - Reçus de paiement de la première tranche.	Implication des élites extérieures de la commune.	25 000 000 FCFA mobilisés	Registre de mobilisation des fonds.
Activités						
Pour R1 Tous les villages				Pour R2 Les universités.		
1.1. Recensement de tous les étudiants originaires de la commune.				2.1. Recensement de tous les étudiants originaires de la commune.		
1.2. Mobilisation des fonds				2.2. Mobilisation des fonds		
1.3. Définition des critères d'appuis apportés aux étudiants.				2.3. Définition des critères d'appuis apportés aux étudiants.		
1.4. Appui apportés aux étudiants.				2.4. Appuis apportés aux étudiants.		

Cadre estimatif du secteur enseignement supérieur (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 47 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 5 000 000
- ❖ Imprévus = 5 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 57 000 000**

5.2.29 Secteur : Institution communale.

Problème central : Mauvaises performances de l'institution communale

Objectif global : Améliorer les performances de l'institution communale à tous les niveaux

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 1 : Améliorer la logistique de la commune.		- Nombre d'hôtel de ville construit ; - Nombre de services renforcés en outils informatiques ; - Nombre d'engins roulants augmentés ; - Nombre de bureaux améliorés ; - Nombre d'heures de fonctionnement du service informatique.	- Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits ; - Bordereaux de livraison.	- Augmentation des CAC ; - Financement du FEICOM disponible ; - Financement du PNDP.	210 00 000 FCA mobilisés	- Convention signée ; - Avis de virement des fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Un hôtel de ville construit.	Nombre d'hôtel de ville construit.	- Rapport de la commune ; - PV de réception de l'hôtel de ville.	Financement du FEICOM disponible	135 000 000 FCFA mobilisés	Convention signée.
	R2 : Tous les services renforcés en outils informatiques.	Nombre de services renforcés en outils informatiques.	- Rapport de la commune ; - Bordereaux de livraison.	Augmentation des CAC	5 000 000 FCFA mobilisés	Avis de virément des fonds.
	R3 : Les engins roulants tout terrain augmentés.	Nombre d'engins roulants augmentés.	- Rapport de la commune ; - Bordereaux de livraison.	- Augmentation des CAC ; - Financement du FEICOM disponible.	30 000 000 FCFA mobilisés	Conventions signées.
	R4 : Les bureaux de l'équipe dirigeante améliorés.	Nombre de bureaux améliorés.	- Rapport de la commune ; - PV de réception des bureaux.	Augmentation des CAC.	3 00 000 FCFA mobilisés	Convention signée.

	R5 : Le service informatique opérationnel	Nombre d'heures de fonctionnement du service informatique.	- Rapport de la commune ; - Bordereaux de livraison.	Augmentation des CAC et financement du PNDP.	37 000 000 FCFA mobilisés	Conventions signées
Activités						
	Pour R1 Mayo-Darlé	Pour R2 Mayo-Darlé	Pour R3 Mayo-Darlé	Pour R4 Mayo-Darlé		Pour R5 Mayo-Darlé
	1.1. Négociation de financement auprès du FEICOM.	2.1. Mobilisation des fonds.	3.1. Négociation avec le FEICOM et d'autres bailleurs de fonds	4.1. Mobilisation des fonds.		5.1. Mobilisation des fonds pour l'acquisition d'un puissant générateur d'énergie.
	1.2. Signature de la convention	2.2. Choix des prestataires	3.2. Signatures des conventions	4.2. Choix des prestataires		5.2 Signature de la convention avec le PNDP
	1.3. Choix et délimitation du site	2.3. Exécution du marché	3.3. Dotation de la commune en matériel roulant	4.3. Exécution du marché		5.3. Lancement de l'appel d'offre
	1.4. Lancement de l'appel d'offre	2.4. Réception des appareils informatiques	3.4. Réception du matériel roulant	4.4. Réception des bureaux et classeurs		5.4 Choix des prestataires
	1.5. Choix du prestataire	2.5. Installation des appareils dans les services		4.5. Installation des bureaux et classeurs		5.5 Acquisition du générateur
	1.6. Exécution et suivi des travaux					5.6 Installation du générateur
	1.7 Réception de l'ouvrage					5.7 Recyclage du personnel du service informatique
						5.8 Fonctionnement du service informatique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Promouvoir la bonne gouvernance locale.		<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes de la commune formées ; - Nombre de cadres recrutés ; - Degré de transparence de la gestion des ressources publiques et celles transférées réalisé ; - Nombre d'autorités publiques, d'acteurs du secteur privé et les membres de la société civile impliqués dans les processus décisionnels et choix des priorités de la commune ; - Niveau d'amélioration de la collaboration et de la communication réalisé. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de la commune ; - Rapports de formations ; - Dossiers de recrutement des cadres ; - Rapports des différents audits ; - Feuilles de présence ; - PV des conseils municipaux ; - Rapport de la cellule de communication ; - contrats de partenariat signés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Financement de l'Etat disponible ; - Disponibilité des cadres sortis des grandes écoles de formation ; - Disponibilité des grands consultants ; - Dévouement de la tutelle ; - Implication de la tutelle. 	PM	<ul style="list-style-type: none"> - Convention signée ; - Avis de virement des fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Les ressources humaines renforcées.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes de la commune formées ; - Nombre de cadres recrutés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de la commune ; - Rapports de formations ; - Dossiers de recrutement des cadres. 	<ul style="list-style-type: none"> - Financement de l'Etat disponible ; - Disponibilité des cadres sortis des grandes écoles de formation ; - Disponibilité des grands consultants. 	PM	<ul style="list-style-type: none"> - Conventions signées ; - Contrats signés.
	R2 : La gestion des ressources publiques et celles transférées saine.	Degré de transparence de la gestion des ressources publiques et celles transférées réalisé.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports financiers de la commune ; - Rapports des différents audits. 	Dévouement de la tutelle	PM	Circulaires signées par la tutelle.
	R3 : Les autorités publiques, le secteur privé, et la société civile tous impliqués dans les processus décisionnels et le choix des priorités de la commune.	Nombre d'autorités publiques, d'acteurs du secteur privé et les membres de la société civile impliqués dans les processus décisionnels et choix des priorités de la commune.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de la commune ; - Feuilles de présence ; - PV des conseils municipaux. 	Implication de la tutelle	PM	<ul style="list-style-type: none"> - Conventions signées ; - Contrats signés.

	R4 : Collaboration et communication à tous les niveaux effectives.	Niveau d'amélioration de la collaboration et de la communication réalisé.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la cellule de communication ; - contrats de partenariat signés.	- Implication de la tutelle ; - Disponibilité des partenaires extra communaux.	PM	- Conventions signées ; - Contrats signés.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé		Pour R2 : Mayo-Darlé		Pour R3 : Mayo-Darlé		Pour R4 : Mayo-Darlé
1.1. Elaboration et adoption d'un plan de formation pour le personnel communal.		2.1. Engagement des dépenses sur les fonds disponibles.		3.1. Sensibilisation et information des conseillers municipaux sur l'importance de l'implication des autorités publiques, du secteur privé et de la société civile dans les processus décisionnels et le choix des priorités de la commune.		4.1. Organisation des rencontres d'échanges avec les opérateurs économiques, les leaders des populations et les sectoriels pour toutes les actions entreprises dans la commune.
1.2. Renforcement des capacités de l'équipe dirigeante en gestion et en management.		2.2. Respect du rythme de consommation des crédits.		3.2. Invitation de ces acteurs à chaque processus décisionnel et aux choix des priorités.		4.2. Sollicitation à tout moment de l'expertise des Services Déconcentrés de l'Etat.
1.3. Répartition des tâches entre les membres de l'exécutif communal		2.3. Devoir d'être redevable vis à vis de l'opinion publique locale et régionale.		3.3 Participation effective dans la prise des décisions et le choix des priorités de la commune.		4.3. Implication des services techniques dans l'élaboration du budget communal.
1.4. Recrutement progressif de 21 cadres et/ou agents de maîtrise ou les équivalents.		2.4. Promotion d'un système de suivi participatif des projets communaux.				4.4. Tenue régulière des réunions de coordination au sein de l'Institution Communale.
1.5. Formation des conseillers municipaux sur la maîtrise de la gestion des affaires communales.		2.5. Fiscalité saine et bonne gestion des ressources publiques.				4.5. Transmission régulière des rapports d'activités à la tutelle.
1.6. Renforcement des capacités des élus et techniciens locaux.		2.6. Equité et justice sociales dans l'allocation des ressources locales et communales.				4.6. Engagement des initiatives de partenariat avec les organismes internationaux, les projets et programmes de développement disponibles dans la commune.
		2.7. Evaluation permanente des activités à travers le système de suivi local.				4.7. Prise en compte des besoins pertinents exprimés par les CC mis en place.
		2.8. Informatisation des services de la recette municipale				
		2.9. Mise en place d'un dispositif de contrôle de recouvrement des taxes.				

	2.10. Mise en place d'un système d'audit interne.		
--	---	--	--

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 3 : Faciliter l'augmentation des recettes de la commune.		- Niveau d'amélioration des ressources propres de la commune ; - Nombre d'investissements réalisés ; - Degré d'appréciation des actions de la commune.	- Rapport du Receveur Municipal ; - Comptes administratifs ; - PV de réception des réalisations ; Rapports de toutes parties prenantes de la commune.	- Implication de la tutelle ; - Financements du FEICOM, PNDP, Etat ou autres bailleurs de fonds disponibles ; - Financements de l'Etat ou autres bailleurs de fonds disponibles.	220 00 000 FCA mobilisés	- Convention signée ; - Avis de virement des fonds.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Les ressources propres de la commune améliorées.	Niveau d'amélioration des ressources propres de la commune.	- Rapport du Receveur Municipal ; - Comptes administratifs.	Implication de la tutelle et des services techniques de l'Etat	PM	Décisions signées par la tutelle.
	R2 : Les investissements communaux augmentés.	Nombre d'investissements réalisés.	- Rapport du Receveur Municipal ; - Comptes administratifs ; - PV de réception des réalisations.	Financements du FEICOM, PNDP, Etat ou autres bailleurs de fonds disponibles.	200 000 000 FCFA mobilisés	Conventions signées.
	R3 : Un plan de marketing communal mis en place.	Degré d'appréciation des actions de la commune	Rapports de toutes parties prenantes de la commune.	Financements de l'Etat ou autres bailleurs de fonds disponibles.	20 000 000 FCFA mobilisés	Conventions signées.
Activités						
Pour R1 : Mayo-Darlé		Pour R2 : Mayo-Darlé		Pour R3 : Mayo-Darlé		
1.1. Organisation et structuration de la commercialisation du miel.		2.1. Constructions de 6 toilettes publiques payantes.		3.1. Motivation des opérateurs économiques actifs par des lettres de remerciements et d'encouragement ou par des facilitations (moratoires) dans le paiement de certaines taxes.		
1.2. Création d'un lotissement municipal.		2.2. Construction d'un parking communal pour stationnement des camions		3.2. Réinvestissement des fonds communaux dans les microprojets de la Société Civile ou dans les équipements sociaux.		

1.3. Actualisation du fichier de contribuable de la commune	2.3. Construction d'un marché moderne.	3.3. Stimulation du civisme fiscal à travers des réunions de sensibilisation sur les Chaines à Valeurs Ajoutées (CVA)
1.4. Informatisation des services de la recette municipale	2.4. Construction des hangars et boutiques dans certaines communautés.	3.4. Motivation du personnel à travers les distinctions honorifiques, lettres de félicitation etc....
1.5. Mise en place d'un dispositif de contrôle de recouvrement des taxes	2.5. Construction d'une aire d'abattage moderne.	3.5. Création d'un environnement économique et fiscal favorables aux investissements.
1.6. Information et sensibilisation des communautés sur la nécessité du payement des taxes communales	2.6. Construction d'une auberge municipale.	3.6. Envois des lettres de félicitations aux élites nommées dans des postes de responsabilité.
1.7. Mise en place d'une cellule de suivi des collecteurs de taxe	2.7. Aménagement d'une fourrière municipale.	

Cadre estimatif du secteur institution communale (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 230 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 15 000 000
- ❖ Imprévus = 15 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 260 000 000**

5.2.30 Secteur : Economie locale.

Problème central : Difficulté de développer l'économie locale.

Objectif global : Favoriser le développement de l'économie locale.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
		<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de filières structurées ; - Nombre d'acteurs formés ; - Nombre de microprojets financés ; - Nombre des organisations des producteurs formés et opérationnels. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des sectoriels concernés ; - Rapport de la commune ; - Dossiers des organisations formées ; - Rapports de formation ; - Ordres de virement des fonds. 	<ul style="list-style-type: none"> - Financement de l'Etat ; - Forte implication des sectoriels concernés. 	865 00 000 FCA mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Conventions signées ; - Avis de virement des fonds ; - Journal des projets.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Les acteurs du secteur informel sont structurés.	Nombre de filières structurées.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports délégation petites et moyennes entreprises ; - Rapport de la commune ; - Dossiers des organisations formées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Financement de l'Etat ; - Forte implication de la délégation des petites et moyennes entreprises. 	5 000 000 FCFA mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Conventions signées ; - Décharges des fonds
	R2 : Les capacités des acteurs du secteur informel sont renforcées.	Nombre d'acteurs formés.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports délégation petites et moyennes entreprises ; - Rapport de la commune ; - Rapports de formation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Disponibilité des consultants. 	10 000 000 FCFA mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Contrats des consultants ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds
	R3 : Les microprojets des acteurs du secteur informel financés.	Nombre de microprojets financés.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports délégation petites et moyennes entreprises ; - Rapport de la commune ; - Ordres de virement des fonds. 	<ul style="list-style-type: none"> - Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible. 	100 000 000 FCFA mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Contrats divers ; - Conventions signées ; - Ordres de virement.

R4 : Les capacités des éleveurs sont renforcées en techniques modernes d'élevage et en biotechnologies.	Nombre d'éleveurs formés	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune.	- Les chefs de centre ont les moyens et l'expertise ; - les projets et organismes de développement sont disponibles.	10 000 000 FCFA progressivement mobilisés	- Documents des projets ; - des conventions signées
R5 : Des éleveurs sont bien organisés autour des organisations des producteurs (GIC, unions des GIC...)	Nombre des organisations des éleveurs formés et opérationnels	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - Rapports des projets d'élevage	Engagement, dévouement et disponibilité des techniciens et des projets de développement	10 000 000 FCFA mobilisés	- Documents des projets ; - des conventions signées
R6 : Des éleveurs sont appuyés en financement et matériels d'élevage.	Nombre d'éleveurs appuyés en moyens financiers et matériels d'élevage.	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - conventions signées.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	200 000 000 FCFA progressivement mobilisés	- Documents des projets ; - des conventions signées
R7 : Les capacités des agriculteurs sont renforcées en techniques agricoles modernes.	Nombre d'agriculteurs formés	- Rapport DDADER - Rapport de la commune.	- Les chefs de poste agricole ont les moyens et l'expertise ; - les projets et organismes de développement sont disponibles.	10 000 000 FCFA progressivement mobilisés	- Journal des projets ; - des conventions signées
R8 : Des agriculteurs sont appuyés en intrants et crédits agricoles	Nombre d'agriculteurs appuyés	- Rapport DDADER - Rapport de la commune.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	500 000 000 FCFA progressivement mobilisés	- Journal des projets ; - des conventions signées
R9 : Des agriculteurs sont bien organisés autour des organisations des producteurs (GIC, unions des GIC...)	Nombre des organisations des producteurs formés et opérationnels	- Rapport DDADER - Rapport de la commune.	Engagement, dévouement et disponibilité des techniciens et des projets de développement	10 000 000 FCFA mobilisés	- documents des projets ; - des conventions signées
Activités					

Pour R1 : Tous les villages	Pour R2 : Mayo-Darlé	Pour R3 : Tous les villages	Pour R4 Tous les villages	Pour R5 Tous les villages	Pour R6 Tous les villages	Pour R7 Tous les villages	Pour R8 Tous les villages	Pour R9 Tous les Villages
1.1. Prise de contact avec les cadres de la délégation des petites et moyennes entreprises.	2.1 Identification de toutes les PME de la commune.	3.1 Prise de contact avec les cadres de la délégation des petites et moyennes entreprises et des cadres de l'administration	4.1 Recherche des financements.	5.1. Sensibilisation et information des éleveurs sur l'importance d'être organisés en OP	6.1. Diagnostic des différents types d'élevage	7.1 Recherche des financements.	8.1. Diagnostic des systèmes de cultures	9.1. Sensibilisation et information des agriculteurs sur l'importance d'être organisés en OP
1.2. Recensement de tous les acteurs du secteur informel	2.2 Organisation des rencontres d'information et de sensibilisation des acteurs en vue de booster l'entrepreneuriat	3.2 Montage des microprojets pour financement	4.2 Recherche des consultants	5.2. organisation des éleveurs par filière	6.2. Recherche du matériel d'élevage adapté	7.2 Recherche des consultants	8.2. Recherche des types d'intrants adaptés	9.2. organisation des producteurs par filière
1.3. Sensibilisation et information des acteurs du secteur informel sur l'importance d'être structurés.	2.3 Recherche des financements	3.3 Diffusion de l'information utile aux acteurs	4.3. Identification des besoins en formation	5.3. Préparation des dossiers de légalisation des OP formées.	6.3. Recherche des financements	7.3. Identification des besoins en formation	8.3. Recherche des financements	9.3. Préparation des dossiers de légalisation des OP formées.
1.4. Formation des organisations des acteurs du secteur par type d'activités	2.4 Recherche des consultants	3.4 Acheminement et suivis des microprojets montés	4.4. Préparation des modules de formation	5.4. Légalisation des différentes OP	6.4. Organisation des achats du matériel d'élevage	7.4. Préparation des modules de formation	8.4. Organisation des achats d'intrants agricoles	9.4. Légalisation des différentes OP
1.5. Légalisation des organisations formées	2.5 Recherche des bailleurs de fonds susceptibles de financer le secteur des PME	3.5 Financement des microprojets	4.5. Multiplication des manuels de formation	5.5. Formation des éleveurs en dynamique organisationnelle	6.5. Distribution du matériel d'élevage et des financements aux éleveurs organisés.	7.5. Multiplication des manuels de formation	8.5. Distribution des intrants agricoles aux producteurs organisés.	9.5. Formation des agriculteurs en dynamique organisationnelle

	2.6 Préparations des modules de formation	3.6 Suivis des bénéficiaires	4.6 Organisation des formations dans les différents bassins de production.			7.6 Organisation des formations dans les différents bassins de production.		
	2.7 Formation des acteurs des PME							

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Faciliter l'accès aux infrastructures des services relatifs à l'économie locale		Nombre d'infrastructures construites et opérationnelles.	- Rapports des sectoriels concernés ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Factures des équipements.	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Disponibilité des consultants.	1 190 000 000 FCA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.
Résultats (Axes stratégiques)	R1 : Une structure d'encadrement des PME créée, construite et équipée.	Nombre de structure d'encadrement construite et équipée.	- Rapports délégation petites et moyennes entreprises ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Factures des équipements.	- Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Disponibilité des consultants.	40 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Décharges des fonds ; - Ordres de virement.
	R2 : 03 marchés à bétail sont construits.	Nombre des marchés à bétail construits.	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	120 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
	R3 : 03 aires d'abattage sont construits	Nombre d'aires d'abattage construits.	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	75 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.

R4 : 10 magasins de stockage des produits agricoles sont construits	Nombre de magasins de stockage des produits agricoles construits	- Rapport DDADER - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	150 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
R5 : 05 séchoirs communautaires sont construits	Nombre de séchoirs communautaires aménagés	- Rapport DDADER - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	45 000 000 FCFA disponibles	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
R6 : Les bassins de production sont désenclavés	- Nombre de pistes de désenclavement ouvertes ou réhabilitées ; - Nombre d'ouvrages d'arts construits.	- Rapport DDADER - Rapport de la commune ; - PV de réception des ouvrages.	Les financements de l'Etat et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	700 000 000 FCFA mobilisés	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - documents des projets.
R7 : 04 hangars construits.	Nombre de hangars construits.	- Rapports DDCOMMERCE ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	Financement de l'Etat ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	60 000 000 FCFA mobilisés	- Journaux des projets BIP ; - Avis de virement des fonds ; - conventions signées.

Activités

Pour R1 : Tous les villages	Pour R2 : Mayo-Darlé, Pangari, Hamoa	Pour R3 : Mayo-Darlé, Ribao, Boumbo	Pour R4 : Boumbo, Mbilang, Pangari, Nyawa I, Bambol, Gbwaya Yamba, Nyara Guessam, Bamguéri quartiers Plan et Bonabéri	Pour R5 : Boumbo, Mayo-Darlé, Pangari, Hamoa, Gbwaya Yamba.	Pour R6 : Les zones de Boumbo, Mayo-Ngnidounga, Hamoa, Bonoukoum et Mayo-Seyni.	Pour R7 : Pangari, Marché Mondial, Ribao et Boumbo.
1.1 Identification de tous les artisans de la commune	2.1. Choix et délimitation des sites	3.1. Recherche des financements	4.1. Choix et délimitation des sites.	5.1. Choix et délimitation des sites	6.1. Recherche des financements	7.1. Recherche des financements
1.2 Organisation des artisans de la commune	2.2. Recherche des financements	3.2. Formulation des appels d'offre	4.2. Recherche des financements	5.2. Recherche des financements	6.2. Formulation des appels d'offre	7.2. Choix des consultants pour études de faisabilité

1.3 Multiplication et suivi des demandes pour la création d'une vitrine artisanale.	2.3. Formulation des appels d'offre	3.3. Exécution et suivi des travaux	4.3. Formulation des appels d'offre	5.3. Recherche des prestataires	6.3. Exécution et suivi des travaux	7.3. Etude de faisabilité
1.4 Recherche des financements	2.4. Exécution et suivi des travaux	3.4. Réception des ouvrages	4.4. Exécution et suivi des travaux	5.4. Exécution et suivi des travaux	6.4. Réception des ouvrages	7.4. Choix et délimitation du site
1.5 Choix et délimitation du site devant abriter la vitrine artisanale	2.5. Réception des ouvrages	3.5. Formation et mise en place des comités de gestion.	4.5. Réception des ouvrages	5.5. Réception des ouvrages	6.5. Formation et mise en place des comités de gestion.	7.5 Immatriculation du site
1.6 Construction de la vitrine artisanale	2.6. Formation et mise en place des comités de gestion.	3.6 Suivis des bénéficiaires	4.6. Formation et mise en place des comités de gestion.	5.6. Formation et mise en place des comités de gestion.		7.6 Formulation du DAO
1.7 Mise en place et formation du comité de gestion	2.7 Formation des acteurs des PME					7.7 Choix du prestataire
1.8 Incitation des artisans à fabriquer et à exposer leurs produits						7.8 Exécution et suivi des travaux
1.9 Organisation d'un salon de l'artisanat chaque année						7.9. Réception de l'ouvrage
						7.10 Mise en place des comités de gestion

Cadre estimatif du secteur économie locale (en FCFA)

- ❖ Total investissement = 2 055 000 000
- ❖ Total fonctionnement = 50 000 000
- ❖ Imprévus = 25 000 000
- ❖ **TOTAL ESTIMATIF = 2 130 000 000**

5.3 Coût estimatif du PCD

Le coût estimatif de ce PCD sera le cumul des budgets estimatifs des 28 secteurs et celui des axes de renforcement de la commune.

Tableau 19 : Budget estimatif du PCD

N°	Secteurs	Budget estimatif (FCAF)
1.	Culture	155 000 000
2.	Promotion de la femme et de la famille	145 000 000
3.	Affaires sociales	250 000 000
4.	Eau et énergie	800 000 000
5.	Enseignements secondaires	277 000 000
6.	Emplois et formation professionnelles	218 000 000
7.	Travail et sécurité sociale	40 000 000
8.	Tourisme	160 000 000
9.	Forêts et faune	392 000 000
10.	Environnement et protection de la nature	56 000 000
11.	Développement urbain et habitat	280 000 000
12.	Domaines et affaires foncières	30 000 000
13.	Recherche et innovation	105 000 000
14.	Commerce	670 000 000
15.	Jeunesse	170 000 000
16.	Sports et éducation physique	160 000 000
17.	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	210 000 000
18.	Industries, mines et développement technologique	235 000 000
19.	Transports	130 000 000
20.	Poste et télé communication	100 000 000
21.	Communication	110 000 000
22.	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	180 000 000
23.	Enseignements supérieurs	57 000 000
24.	Agriculture et développement rural	2 250 000 000
25.	Elevage, pêche et industries animales	975 000 000
26.	Santé	523 000 000

N°	Secteurs	Budget estimatif (FCAF)
27.	Travaux publics	6 540 000 000
28.	Education de base	2 585 000 000
29.	Institution communale	260 000 000
30.	Economie locale	Pris en compte dans les autres secteurs.
TOTAL GENERAL		18 063 000 000

5.4 Esquisse du Plan d'Utilisation et de gestion des Terres (PUGT) de l'espace communal

Tableau 20 : Matrice de diagnostic des ressources naturelles de la Commune de Mayo Darlé

Ressources naturelles	Localisation	Potentiels	Utilisation / Utilisateurs	Contrôleurs	Mode de Gestion	Tendances	Problèmes / Contraintes	Actions à entreprendre
Etain	Mayo Darlé Mine, ancien site	Le potentiel est encore important	Les riverains constitués des hommes et de femmes, et les Nigériens	Commune/Autorités Administratives	Gestion anarchique et abusive	Explorations nouvelles en vue	Exploitation artisanale et non réglementée	Industrialisation et réglementation de l'activité
Sable	Dans tous les villages + le centre urbain	Petites exploitations familiales	Les riverains constitués des hommes	Chefs traditionnels	Gestion anarchique	Diminution du sable	Exploitation anarchique et abusive du site	Organisation d'exploitation de cette carrière
Cours d'eau	Dans tous les villages + le centre urbain	Pêche de subsistance	Les riverains constitués des hommes et de femmes	Libre	Gestion anarchique	Diminution de poissons	Mauvaises techniques de pêches (utilisation des filets non réglementaires)	Sensibilisation sur les méfaits et exploitation durable des ressources naturelles
Lacs	La quasi-totalité des villages	Le potentiel encore non exploité	Pêche par les riverains	Libre et souvent contrôlés par les propriétaires	Gestion anarchique	Diminution de poissons	Mauvaises techniques de pêches (utilisation des filets non réglementaires)	Sensibilisation sur les méfaits et exploitation durable des ressources naturelles
Mares	Magadjang, Yoli, Badjang, Satabé	Le potentiel encore à exploiter	Pêcheurs autochtones	Chefs de famille	Pêche de subsistance et abreuvement des bêtes en saison sèche	Diminution de poissons	Mauvaises techniques de pêches (utilisation des filets non réglementaires), tarissement en saison sèche	Sensibilisation sur les méfaits et exploitation durable des ressources naturelles

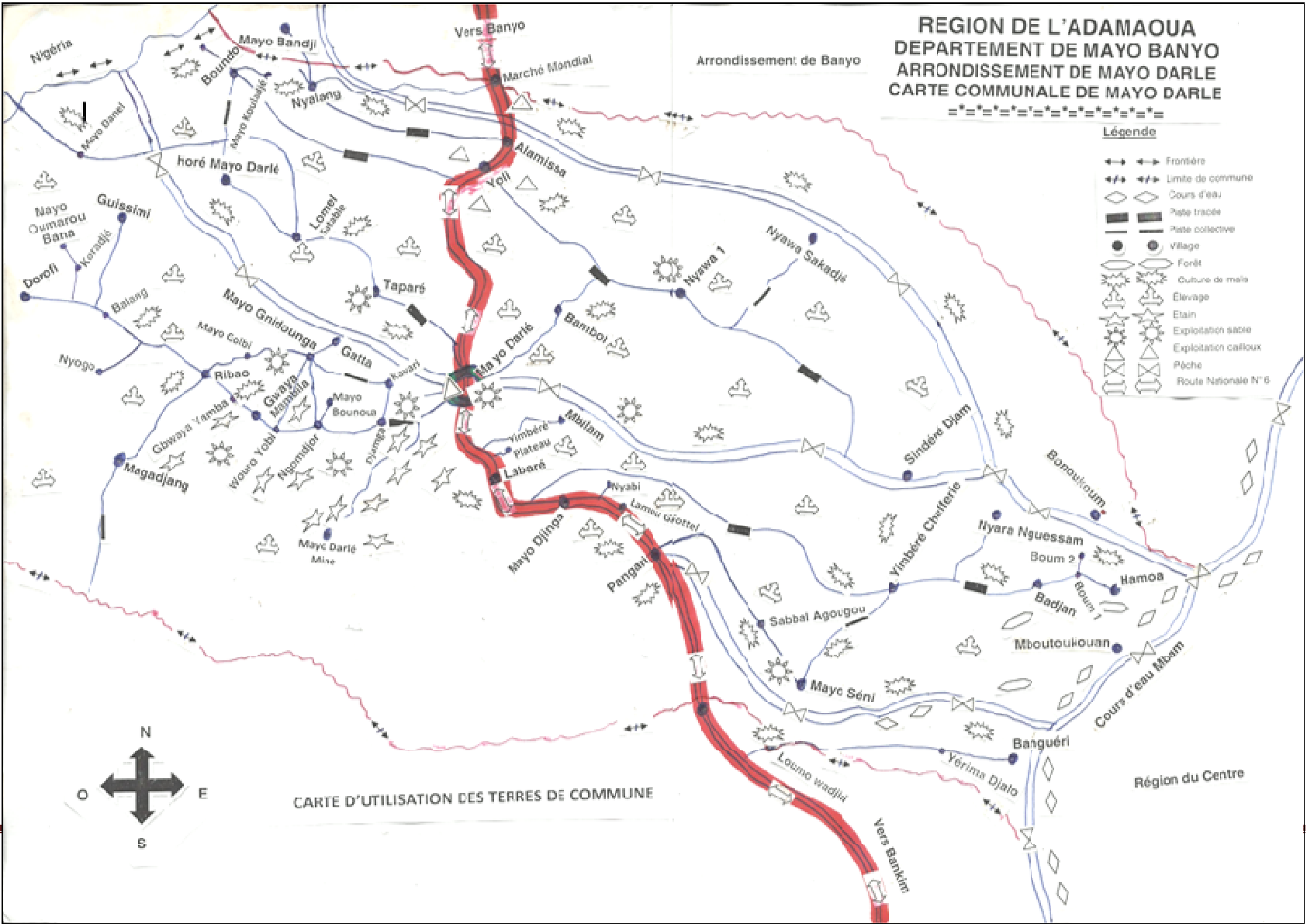
Ressources naturelles	Localisation	Potentiels	Utilisation / Utilisateurs	Contrôleurs	Mode de Gestion	Tendances	Problèmes / Contraintes	Actions à entreprendre
Marécages	La quasi-totalité + tous les villages + le quartier Tacha	Zone de culture maraîchère et tubercule, disponibilité de raphia + bois	Utilisation des bois pour la construction et culture autour du marécage	Les riverains, chefs de famille	Gestion anarchique et abusive	Diminution de bois et tarissement de l'eau	Surexploitation du raphia et de bois	Sensibilisation sur l'utilisation des ressources naturelles
Bas fonds	Tous les villages et les quartiers : Faadah, Tacha, Ngandap 1, Ngandap 2, résidentiel 1 et 2	Pratique de la sylviculture de l'agroforesterie et le maraîchage	Populations locales et riveraines	Chefs traditionnels et chefs de famille	Gestion anarchique	Légère diminution des terres cultivables par l'effet de l'érosion fluviale	Mauvaise technique culturale, dévastation des cultures par les bœufs	Sensibilisation et protection des cultures par les enclos
Sites touristiques (monts, grottes et chutes)	Presque tous les villages	Le potentiel à 100 % non encore exploité à but touristique	RAS	Chefs traditionnels	Aucune gestion pour le moment	Abandon, ignorance des riverains pour la valorisation des sites	Accès difficile à cause de l'enclavement	Valorisation Municipale de tous ces sites
Pâturage	Tous les villages	Encore à exploiter	Éleveurs constitués des peuhls et quelques particuliers	Mairie, Autorités Administratives en charge (MINEPIA)	Élevage extensif	Diminution considérable et progressive du pâturage	Envahissement du pâturage par le bokassa grass, feux de brousse précoce ou tardif et incontrôlés	Sensibilisation et création des champs fourragers
Terres cultivables	Tous les villages	Plus de 80 % de terre encore non cultivée	Les agriculteurs constitués des Mambila, Yamba, Tikar etc.	Chefs traditionnels, chefs de famille	Gestion anarchique	Légère diminution des terres cultivables à cause des méthodes rudimentaires (cultures itinérantes sur brûlis	Dévastation des cultures par les bœufs	Un plan de zonage est nécessaire

Ressources naturelles	Localisation	Potentiels	Utilisation / Utilisateurs	Contrôleurs	Mode de Gestion	Tendances	Problèmes / Contraintes	Actions à entreprendre
Forêts sacrées	Bambol, Mbanguéri, Mboumdo, Nyalang, Labaré, Nyawa 1, Mayo Djinga, Nyogo, Pangari, Badjang, Boum 1, Nyara Nguessam, Kavari, Mayuo Golbi, Mayo Ngnidounga, Lamou Gotel + quartier Bonabéri	Pratique des rites traditionnels	Populations locales	Les chefs traditionnels	Traditionnel et anarchique	En voie de disparition	Feux de brousse, déforestation, l'extension de la ville	Protection de ces forêts par l'octroi des subventions
Forêts galeries	Tous les villages	Bois, raphia, lianes, animaux	Les riverains pour la construction des logements, vannerie, bois d'œuvre	Les chefs traditionnels et le MINFOF	Gestion anarchique	Diminution progressive de certaines espèces et disparition totale des autres essences	Surexploitation, abattage illégal des arbres pour la création des champs, feux de brousse	Sensibilisation sur les méfaits des feux de brousse et une exploitation durables des ressources naturelles
Forêts à eucalyptus	Mayo Djinga + I quartier Ngandame, Yimbéré plateau	Pratique de la sylviculture	La population	Les propriétaires	Gestion libérale	Diminution progressive	Non respect de la technique de plantation	Se rapprocher des services des Eaux et Forêts

**REGION DE L'ADAMAOUA
 DEPARTEMENT DE MAYO BANYO
 ARRONDISSEMENT DE MAYO DARLE
 CARTE COMMUNALE DE MAYO DARLE**

Légende

	Frontière
	Limite de commune
	Cours d'eau
	Route tracée
	Passe collective
	Village
	Forêt
	Culture de maïs
	Elevage
	Etain
	Exploitation sucre
	Exploitation cailloux
	Pêche
	Route Nationale N° 6



CARTE D'UTILISATION DES TERRES DE COMMUNE

VI. PROGRAMMATION

6.1 Cadre des Dépenses à Moyenne Terme (CDMT)

- **Secteur** : Agriculture et développement rural
- **Problème central** : Difficulté de pratiquer une agriculture de qualité
- **Objectif global** : Moderniser la pratique de l'agriculture

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Périodes			Ressources			Coût estimatif	
					2011	2012	2013	H	M	F		Sources de financement
1.	Création des nouveaux postes agricoles	- Formulation des demandes de création des postes agricoles ; - Acheminement et suivi des demandes auprès du MINADER.	- 03 postes agricoles créés ; - actes de création disponible.	commune				X	X	X	- commune ; - BIP.	PM
2.	Construction et équipement des anciens postes agricoles	- Choix et délimitation des sites ; - recherche des financements ; - formulation du DAO ; - choix des prestataires ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages.	2 postes construits et équipés	Etat				X	X	X	BIP	50 000 000
3.	Affectation des cadres dans les postes agricoles existants	- Formulation des demandes d'affectation du personnel ; - acheminement et suivi des demandes.	Au moins 10 techniciens en agriculture formés	Etat				X	X			PM
4.	Encouragement des paysans dans l'utilisation des matières organiques (bouses d'animaux, compost)	- Organisation des réunions de sensibilisation des paysans ; - pratique du pacquage ; - récupération des bourses d'animaux ; - épandage sur les parcelles culturales.	Au moins 70% d'actifs agricoles utilisent des matières organiques	Chefs des postes agricoles				X	X	X	BIP Commune	2 000 000
5.	Réduction des conflits agropastoraux	- Application du zonage dans les villages ; - Clôture des champs par les fils barbelés.	Les conflits agropastoraux sont réduits de 50%	Producteurs				X	X	X	Producteurs	5 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Périodes			Ressources				Coût estimatif
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
6.	Redynamisation des GICs	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des agriculteurs sur l'importance d'être dans un GIC ; - organisation des producteurs en GIC ; - formation des OP en dynamique organisationnelle. 	Au moins 70% des agriculteurs se retrouvent dans un GIC	Chefs des postes agricoles				X	X	X	BIP Commune	3 000 000
7.	Création et entretien des pistes de désenclavement	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des pistes à créer ou à entretenir ; - recherche des financements ; - études de faisabilité ; - formulation des DAO ; - lancement des appels d'offre ; - choix des prestataires ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages. 	03 pistes d'évacuation des produits agricoles créées et/ou entretenues	Commune Etat				X	X	X	Commune BIP	200 000 000
8.	Construction de magasins de stockage	<ul style="list-style-type: none"> - Identification et délimitation des sites ; - recherche des financements ; - études de faisabilité ; - formulation des DAO ; - lancement des appels d'offre ; - choix des prestataires ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages. 	03 Magasins construits.	Commune Etat Organismes internationaux (PAM)				X	X	X	Commune BIP Organismes internationaux (PAM)	30 000 000

- **Secteur : Elevage, Pêches et Industries Animales**
- **Problème central : Difficulté de pratiquer un élevage compétitif**
- **Objectif spécifique : Moderniser la pratique de l'élevage**

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
9.	Création 02. des nouveaux CZCSV	- Formulation des demandes de création des CZCSV ; - Acheminement et suivi des demandes auprès du MINEPIA.	- 02 CZCSV ; - actes de création disponible.	Commune MINEPIA				X	X		Etat	PM
10.	Création des champs fourragers	- Choix et délimitation des sites ; - recherche des financements ; - formulation du DAO ; - études de faisabilité ; - choix des prestataires ; - mise en place des champs fourragers ; - mis en place des comités de gestion.	Au moins 60 ha de parcelles de champs fourragers disponibles	PNDP Commune Eleveurs				X	X	X	PNDP Commune Eleveurs	65 000 000
11.	Création des micros zonage et couloirs d'abreuvement	- Organisation des réunions de sensibilisation des éleveurs et agriculteurs ; - délimitation des zones ; - information des éleveurs et agriculteurs ; - respect des différentes zones par les bénéficiaires.	03 couloirs d'abreuvement construits	Leaders des éleveurs Leaders d'agriculteurs commune				X	X	X	PNDP Commune Bénéficiaires	17 000 000
12.	Organisation des éleveurs en GIC	- Sensibilisation des éleveurs sur l'importance d'être dans un GIC ; - organisation des éleveurs en GIC ; - formation des OP en dynamique organisationnelle.	Au moins 70% d'éleveurs se retrouvent dans un GIC	Chefs des centres				X	X	X	BIP Commune	5 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Périodes			Ressources				Coût estimatif
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
13.	Augmentation des biefs/marres d'abreuvement	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche des financements ; - études de faisabilité ; - formulation des DAO ; - lancement des appels d'offre ; - choix des prestataires ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages. 	03 biefs/marres d'abreuvement construits	Commune MINEPIA				X	X	X	Commune MINEPIA	9 000 000
14.	Construction des parcs vaccino-gènes	<ul style="list-style-type: none"> - Identification et délimitation des sites ; - recherche des financements ; - études de faisabilité ; - formulation des DAO ; - lancement des appels d'offre ; - choix des prestataires ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages. 	8 Parcs vaccino-gènes sont construits	Commune MINEPIA				X	X	X	Commune MINEPIA	15 000 000.
15.	Construction des bâtiments administratifs et logement des personnels dans les CZCSV	<ul style="list-style-type: none"> - Identification et délimitation des sites ; - recherche des financements ; - études de faisabilité ; - formulation des DAO ; - lancement des appels d'offre ; - choix des prestataires ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages. 	<ul style="list-style-type: none"> - 02 bâtiments administratifs construits ; - 02 logements pour les chefs de centre construits. 	- Etat				X	X	X	PIB	60 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
16.	Construction des aires d'abattages	- Identification et délimitation des sites ; - recherche des financements ; - études de faisabilité ; - formulation des DAO ; - lancement des appels d'offre ; - choix des prestataires ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages.	- 02 aires d'abattages construits	- Etat ; - commune				X	X	X	PIB Commune	60 000 000

- **Secteur : Forêts et faune**
- **Problème central : Difficulté de protéger les ressources forestières existantes et reboiser la commune**
- **Objectif spécifique : Valoriser les ressources forestières et fauniques.**

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
17.	Mise en place d'une pépinière communale	- Identification et délimitation du site ; - recherche des financements ; - consultation des experts en foresterie ; - choix et achat des espèces floristiques ; - achat du matériel et équipements pour pépinière ; - formation des agents d'entretien ; - mise en place de la pépinière ; - entretien de la pépinière.	30 000 plants d'arbres disponibles	Commune PNDP DDMINFOF				X	X	X	Commune PNDP MINFOF	17 411 000
18.	Mise en place d'une forêt communale	- Identification et délimitation des sites ; - recherche des financements ; - consultation des experts en foresterie ; - mise en place de la forêt communale.	- une forêt communale est disponible	Commune DDMINFOF				X	X	X	- Commune - PNDP - FEICOM - Centre technique des forêts communales - MINFOF	100 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
19.	Mise en place des comités de surveillance des ressources fauniques et floristiques	- Identification des membres des comités de surveillance ; - sensibilisation des populations sur le rôle que font jouer les comités ; - formation de ces comités.	- chaque village dispose d'un comité de surveillance des ressources fauniques et floristiques	- Commune - Chefs des villages				X				1 000 000
20.	Dotation du poste forestier des motos tout terrain	- Multiplication et suivi des demandes ; - recherche des financements.	- 02 motos tout terrain sont dotées au poste forestier	MINFOF				X		X	BIP	3 000 000
21.	Affectation des agents formés au poste forestier	Multiplication et suivi des demandes.	- 03 agents formés sont affectés	MINFOF								PM
22.	protection des forêts sacrées	- Recherche des financements ; - recherche des consultants ; - identification des espèces ; - exécution et suivi des travaux ; - mise en place et formation des comités de gestion des forêts sacrées.	Au moins 15 forêts sacrées sont protégées	- Commune - Chefs traditionnels ; - DDMINFOF				X	X	X	- Commune ; - PNDP ; - MINFOF.	7 000 000
23.	Reboisement des berges des cours d'eau	- Identification des berges de cours d'eau ; - Recherche des financements ; - recherche des consultants ; - identification des espèces ; - exécution et suivi des travaux ; - mise en place et formation des comités de gestion des berges des cours d'eau reboisés.	05 berges des cours d'eau reboisés	- Commune ; - DDMINFOF ; - Chefs traditionnels				X	X	X	- Commune ; - MINFOF.	50 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
24.	Reboisement du long de la falaise de Yimbéré	- Recherche des financements ; - recherche des consultants ; - identification des espèces ; - exécution et suivi des travaux ; - plantation des arbres sur les flancs de la falaise ; - entretien des arbres.	Au moins 300 arbres plantés sur les flancs de la falaise	- Commune ; - DDMINFOF				X	X	X	- Commune ; - MINFOF.	25 000 000

- **Secteur** : Environnement et protection de la nature
- **Problème central** : Dégradation de l'environnement
- **Objectif spécifique** : Favoriser la protection de l'environnement

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
25.	Usage des bacs à ordures	- Identification des sites de pose des bacs à ordures ; - mobilisation des financements ; - achat des bacs à ordures ; - sensibilisation et information de la population du rôle de ces bacs à ordures ; - mise en place des comités de gestion de ces bacs à ordures.	06 bacs à ordures disponibles	Commune				X	X	X	Commune	600 000
26.	Création d'une décharge municipale	- Identification et délimitation du site ; - mobilisation des financements ; - aménagement du site ; - mise en place des comités de gestion.	Un site d'un ha aménagé.	Commune				X	X	X	Commune	500 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Périodes			Ressources				Coût estimatif
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
27.	Organisation des travaux communautaires d'hygiène et salubrité	- Sensibilisation et organisation des communautés ; - choix du jour des travaux communautaires ; - information des communautés de ce jour ; - désignation des personnes chargées de superviser les travaux communautaires.	L'insalubrité dans la ville de Mayo-Darlé et les villages est réduite de 50%.	- Commune ; - chefs traditionnels.				X	X		Commune	PM
28.	Campagne de sensibilisation et vulgarisation sur la loi d'interdiction des feux de brousse	- Récupération de ce texte ; - traduction de ce texte en langue locale (foufoudé) ; - descente dans les villages ; - information des communautés.	Les feux de brousse sont réduits de 50%	- Commune ; - chefs traditionnels ; - DDMINEPN				X	X	X	Commune MINEPN	5 000 000
29.	Mise en place des comités de surveillance environnementale	- identification des membres des comités de surveillance ; - sensibilisation des populations sur le rôle que font jouer les comités ; - formation de ces comités.	- chaque village dispose d'un comité de surveillance environnementale.	- Commune - Chefs des villages				X			Commune	PM
30.	Plantation des arbres	- Recherche des financements ; - recherche des consultants ; - identification des espèces ; - exécution et suivi des travaux ; - plantation des arbres dans la ville de Mayo-Darlé et les villages ; - entretien des arbres.	Au moins 2000 arbres plantés dans la commune	- Commune ; - DDMINEPN				X	X	X	- Commune ; - MINEPN.	30 000 000

- **Secteur** : Recherche scientifique et innovation
- **Problème central** : Non application des résultats de la recherche par les producteurs
- **Objectif global** : Vulgariser les résultats de la recherche

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
31.	Renforcement de l'encadrement des producteurs sur des thématiques spécifiques	- Rapprochement des structures de la recherche (IRAD) ; - identification des thématiques spécifiques ; - recherche des consultants ; - sensibilisation et formation des producteurs.	02 thématiques sont dispensées aux producteurs chaque année.	Commune DDMINADER DDMINEPIA				X	X	X	Commune MINERESI MINADER MINEPIA	15 000 000

- **Secteur** : Jeunesse
- **Problème central** : Difficulté d'insérer les jeunes dans les activités socio professionnelles.
- **Objectifs global** : Favoriser l'insertion socio professionnelle des jeunes

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
32.	Augmentation des centres d'alphabétisation	- Multiplication et suivi des demandes ; - création des nouveaux centres d'alphabétisation.	10 nouveaux centres d'alphabétisation créés.	Commune DDMINJEU				X	X		Commune	PM
33.	Organisation chaque année des stages de vacances	- Mobilisation des financements ; - organisation des stages de vacances.	Une trentaine des jeunes bénéficient des stages de vacances chaque année	Commune				X	X	X	Commune	5 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
34.	Création d'un centre multifonctionnel et de promotion des jeunes	- Multiplication et suivi des demandes ; - recherche des financements ; - formulation de DAO ; - choix du prestataire ; - exécution et suivi des travaux ; - équipement du centre ; - mise en place d'un comité de gestion du centre.	75% des jeunes sont épanouis.	Commune DDMINJEU				X	X	X	BIP Commune	30 000 000

- **Secteur : Tourisme**
- **Problème central : Difficulté dans la valorisation des sites touristiques existants et d'accès aux structures d'accueil appropriées.**
- **Objectif global : Valoriser les sites touristiques et améliorer l'offre des services des structures d'accueil.**

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Sites concernés
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
35.	Recensement de tous les sites touristiques existants dans la commune ainsi que l'objet de leurs attractions	- Identification de tous les sites touristiques ; - identification des objets de leur attraction ; - rapprochement des chefs traditionnels ; - recensement des sites touristiques.	Au moins 15 sites touristiques recensés	Commune Chefs traditionnels				X	X	X	Commune	1 000 000
36.	Amélioration de l'offre quantitative et qualitative des structures d'accueil	- Recensement de toutes les auberges et restaurants ; - sensibilisation et information des promoteurs sur des normes en vigueur.	L'offre qualitative en matière d'hébergement et de restauration est améliorée de 50%	Commune Promoteurs				X	X	X	Commune Promoteurs	5 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Sites concernés
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
37.	Aménagement des sites ainsi que leurs voies d'accès	- Mobilisation des financements ; - recherche des techniciens ; - exécution et suivi des travaux ; - mise en place des comités de gestion.	03 sites touristiques aménagés et accessibles	Commune DDMINTOUR				X	X	X	Commune MINTOUR	200 000 000

- **Secteur** : Santé
- **Problème central** : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité
- **Objectif spécifique** : Améliorer l'accès des populations aux soins de santé de qualité

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
38.	Construction et équipement d'un centre de santé de Boumbo	- Mobilisation des financements ; - choix et délimitation du site ; - études de faisabilité ; - formulation du DAO ; - choix du prestataire ; - exécution et suivi des travaux ; - réception de l'ouvrage.	Un bâtiment construit et équipé est disponible	Commune District de santé				X	X	X	BIP	75 000 000
39.	Affectation des personnels dans les centres de santé	- Multiplication et suivi des demandes ; - affectation des personnels	100% des formations sanitaires ont un personnel qualifié suffisant	MINSANTE				X			MINSANTE	PM
40.	Aménagement des points d'eau potables dans les centres de Mayo-Darlé, Boumbo et Mayo-Djinga	- Mobilisation des financements ; - études de faisabilité ; - formulation des DAO ; - choix du prestataire ; - exécution des travaux ; - réception des ouvrages ; - mise en place des comités de gestion	03 points d'eau sont aménagés	Commune MINEE				X	X	X	Commune BIP	25 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
41.	Equiperment des centres de santé existants	- Mobilisation des financements ; - choix du prestataire ; - achat des équipements ; - réception des équipements.	Les 05 formations publiques existantes sont équipées	Commune MINSANTE PNDP				X	X	X	Commune PNDP MINSANTE Elites	15 000 000
42.	La lutte permanente contre le VIH/SIDA.	- Sensibilisation des populations sur des mesures préventives du VIH/SIDA ; - Sensibilisation des populations à se faire dépister afin de connaître leur statut sérologique ; - Recensement des personnes atteintes du VIH/SIDA ; - . Prise en charge des PVVIH/TB-VIH.	- Pourcentage du taux de prévalence du VIH/SIDA réduit ; - Nombre de personnes vivant avec le VIH/SIDA prises en charge a augmenté.	MINSANTE Commune				X	X	X	MINSANTE Commune	PM
43.	La lutte contre le paludisme.	- Sensibilisation des populations sur les causes du paludisme ; - Sensibilisation des populations sur les mesures d'hygiène et d'assainissement ; - Sensibilisation des populations sur l'importance de dormir sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide de longue durée d'action.	Pourcentage du taux des cas du paludisme baissé.	MINSANTE Commune				X	X	X	MINSANTE Commune	PM
44.	La lutte contre les autres maladies non transmissibles.	- Sensibilisation des populations sur les mesures d'hygiène et du milieu corporel ; - sensibilisation des populations sur la sécurité sanitaire des aliments.	Nombre des cas des maladies transmissibles a baissé.	MINSANTE Commune				X	X	X	MINSANTE Commune	PM

- **Secteur** : Sport et Education physique
- **Problème central** : Difficulté d'accès aux infrastructures sportives et à l'éducation physique.
- **Objectif global** : Favoriser le développement des activités sportives et de l'éducation physique.

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
45.	Affectation des cadres d'EPS en milieu scolaire et extrascolaire	- Multiplication et suivi des demandes ; - affectation des cadres d'EPS	05 cadres d'EPS affectés	Commune DDSEP				X	X			PM
46.	Construction d'un stade municipal de football	- Mobilisation des financements ; - choix et délimitation du site ; - études de faisabilité ; - formulation du DAO ; - choix du prestataire ; - exécution et suivi des travaux ; - réception de l'ouvrage.	Un stade municipal construit	Commune				X	X	X	Commune	25 000 000.

- **Secteur** : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre
- **Problème central** : Difficulté la sécurité des personnes et des biens.
- **Objectif global** : Garantir la sécurité des personnes et des biens.

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
47.	Appui en logistique des services des forces de maintien de l'ordre en logistique.	- Mobilisation des financements ; - choix du prestataire ; - dotation des bureaux en matériels didactiques.	Tous les services des FMO sont dotés en matériels chaque année	Commune MINDEF DGSN				X	X	X	Commune MINDEF DGSN	70 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
48.	Création des centres d'état civil	- Identification des secrétaires d'état civil ; - Formation des secrétaires d'état civil ; - recherche des locaux devant abriter les centres d'état civil.	03 nouveaux centres d'état civil sont créés.	Commune				X	X	X	Commune	PM

- **Secteur** : Développement urbain et habitat
- **Problème central** : Difficulté de développer la ville de Mayo-Darlé en tenant compte des activités économiques et du développement des villages environnants.
- **Objectif global** : Promouvoir le développement de la ville de Mayo-Darlé en tenant compte de la structuration des activités économiques et du développement des villages environnants.

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
49.	Entretien des routes secondaires et ponceaux de la ville	- Mobilisation des financements ; - formulation du DAO ; - choix du prestataire ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages.	- 05 km des routes secondaires entretenues ; - 02 ponceaux construits.	Commune DDMINDUH PNDP				X	X	X	Commune DDMINDUH PNDP	95 000 000
50.	Mise en place d'un plan d'occupation des sols	- Sensibilisation des communautés ; - répartition des terres en fonction des types d'activités ; - information des communautés de cette répartition ; - respect par les populations de cette répartition.	Les conflits et les litiges sont réduits de 70%	Commune DDMINDUH Communautés				X	X	X	Commune	5 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
51.	Mise en place d'un plan d'urbanisation	- Etude de faisabilité ; - levée topographique ; - identification et localisation des infrastructures ; - finition et suivi.	Plan d'urbanisation mis en œuvre à 70%	Commune DDMINDUH				X	X			5 000 000

- **Secteur : Domaines et affaires foncières**
- **Problème central : Difficulté d'accès à un patrimoine communal et d'immatriculer les terrains**
- **Objectif global : Constituer des réserves foncières et faciliter l'immatriculation des terrains**

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
52.	Immatriculation des terrains par les populations	- Sensibilisation des populations sur l'intérêt d'immatriculer les terrains ; - explication aux populations les procédures d'immatriculation des terrains.	Au moins 50 titres foncières sont obtenus chaque année	Commune DDMINDAF				X	X	X	Commune	PM
53.	Obtention d'un patrimoine communal	- Information et négociation avec l'autorité administrative ; - étude de faisabilité ; - levée topographique ; - identification et localisation des infrastructures ; - délimitation du domaine foncier communal ; - immatriculation du domaine foncier ; - mise en place d'un comité de gestion de ce patrimoine.	05 ha de terrain sont disponibles	Commune				X	X	X	Commune	10 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
54.	Réalisation d'un plan cadastral	- Information et négociation avec l'autorité administrative ; - prise de contact avec les techniciens compétents ; - étude de faisabilité et obtention du plan cadastral.	Au moins 80% de construction et d'occupation des sols au niveau urbain respecte ce plan	Commune				X	X	X	Commune	5 000 000
55.	Opérationnalisation du lotissement communal	- identification des lots ; - information de l'autorité administrative ; - obtention du lotissement communal ; - sensibilisation des populations des lots communaux disponibles ; - distribution des lots communaux.	70% des recettes y afférents ont été recouvertes	Commune				X	X	X	Commune	PM

- **Secteur** : Communication
- **Problème central** : Difficulté d'accès aux informations nationales et internationales
- **Objectif global** : Améliorer l'offre en service de communication

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
56.	Installation d'une antenne de relais pour un meilleur accès des populations aux informations nationales et internationales	- Négociation avec les organismes (nationaux et internationaux) et le MINCOM ; - recherche de financement ; - installation des équipements ; - suivi et entretien des équipements.	80% de la population est informée quotidiennement des nouvelles nationales et internationales	MINCOM				X	X	X	MINCOM CRTV	15 000 000

- **Secteur : Eau et Energie**
- **Problème central : Difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique.**
- **Objectif spécifique : Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique**

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources			Coût estimatif (en FCFA)	
					2011	2012	2013	H	M	F		Sources de financement
57.	Construction des points d'eau	- Mobilisation des financements ; - études de faisabilité ; - formulation des DAO ; - choix du prestataire ; - exécution des travaux ; - réception des ouvrages ; - mise en place des comités de gestion.	10 points d'eau aménagés construits	Commune FEICOM PNDP MINEE				X	X	X	Commune FEICOM PNDP MINEE	100 000 000
58.	Dépannage des forages	- Recherche d'un technicien ; - Mobilisation des financements ; - identification des pannes ; - dépannage des forages ; - formation des comités de gestion.	05 forages sont dépannés	Commune				X	X	X	Commune MINEE	1 500 000
59.	Redynamisation des comités de gestion	- Prise de contact avec les communautés ayant un point d'eau ; - organisation des populations et mise en place du comité de gestion ; - formation des comités en maintenance d'ouvrage, gestion.	Au moins 90% des forages existants sont pris en charge par les communautés	Commune Populations				X	X	X	Commune Populations	PM
60.	Traitement au chlore les points d'eau aménagés (surtout source de Bonabéri)	- Prise de contact avec un technicien ; - recherche des financements ; - recensement de tous les points de la commune.	Les maladies hydriques (typhoïde) sont réduites de 50%	Commune Comités de gestion				X	X	X	Commune Comités de gestion	1 500 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
61.	Renforcement de la puissance électrique	- Mobilisation des financements ; - formulation du DAO ; - choix du prestataire ; - achat d'un puissant générateur ; - installation du générateur.	L'énergie électrique est permanente	Commune PNDP				X	X	X	Commune PNDP	35 000 000

- **Secteur : Travaux publics**
- **Problème central : Pistes de désenclavement en mauvais état**
- **Objectif global : améliorer l'offre en infrastructures routières de la commune**

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
62.	Entretien des routes	- Recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des routes entretenues.	Les 117 km des routes rurales sont entretenues	Commune MINTP				X	X	X	Commune MINTP	900 000 000
63.	Réhabilitation des ouvrages d'arts	- Identification des sites (cours d'eau) qui doivent porter ces ouvrages ; - études de faisabilité ; - recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages.	03 ponts et 05 buses sont réhabilités	Commune MINTP				X	X	X	Commune MINTP	300 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
64.	Réhabilitation des routes	- Identification des routes à réhabiliter ; - études de faisabilité ; - recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages.	30 km de routes sont réhabilitées	Commune MINTP				X	X	X	Commune MINTP	200 000 000

- **Secteur** : Affaires sociales
- **Problème central** : Difficulté d'accès aux infrastructures et assistance sociales
- **Objectif global** : Garantir l'assistance sociale aux personnes vulnérables

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
65.	Assistance, aides et secours aux couches défavorisées	- Identification des nécessiteux ; - recherche des financements ; - assistance aux nécessiteux.	Au moins 10 personnes vulnérables reçoivent les appuis chaque année	Commune MINAS				X	X	X	Commune MINAS	7 000 000
66.	Construction d'un centre social à Mayo-Darlé.	- Identification et délimitation du site ; - études de faisabilité ; - recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - réception de l'ouvrage.	Un centre social est construit et équipé	Commune MINAS				X	X	X	Commune MINAS	40 000 000

- **Secteur** : Enseignement supérieur
- **Problème central** : Difficulté de poursuivre les études supérieures.
- **Objectif global** : Encourager les jeunes à poursuivre les études supérieures.

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
67.	Appuis aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.	- Recensement des jeunes diplômés en détresse ; - définition du mode d'appuis ; - appuis apportés aux jeunes diplômés.	Au moins 10 jeunes diplômés sont appuyés chaque année	Commune				X	X	X	Commune	3 000 000

- **Secteur** : Enseignements secondaires
- **Problème central** : Difficulté d'accès aux enseignements secondaires de qualité.
- **Objectif global** : Favoriser l'accès aux enseignements secondaires de qualité

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
68.	Construction et équipement des salles de classe	- Multiplication et suivi des demandes ; - recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages.	04 salles de classe sont construites	Commune FEICOM MINESEC				X	X	X	Commune FEICOM MINESEC	40 000 000
69.	Construction et équipement d'une salle informatique au lycée de Mayo-Darlé	- Etudes de faisabilité ; - recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - réception de l'ouvrage.	Une salle informatique équipée est disponible	Commune FEICOM MINESEC				X	X	X	Commune FEICOM MINESEC	25 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
70.	Aménagement d'aires des jeux	- Identification et délimitation des sites ; - études de faisabilité ; - recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages.	02 aires de jeux sont aménagées	Commune FEICOM MINESEC				X	X	X	Commune FEICOM MINESEC	10 000 000
71.	Fabrication des bacs à ordures	- Recherche des financements - Achat des bacs à ordures.	10 bacs à ordures sont fabriqués et disposés au lycée	Commune APEE du Lycée				X	X	X	Commune APEE du Lycée	200 000

- **Secteur** : Education de base
- **Problème central** : Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité.
- **Objectif spécifique** : Améliorer l'accès à l'éducation de base de qualité.

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
72.	Construction et équipement des salles de classe	- Multiplication et suivi des demandes ; - recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages.	12 salles de classe sont construites et équipements	Commune Elites				X	X	X	Commune FEICOM PNDP Etat Elites	126 000 000
73.	Reboisement dans toutes les écoles	- Acquisition des plans d'arbres ; - organisation des campagnes de reboisement.	100 arbres sont plantés dans chaque école.	Commune				X	X	X	Commune APEE	2 000 000
74.	Fabrication des bacs à ordures	- Recherche des financements - Achat des bacs à ordures.	Chaque école dispose de 05 bacs à ordures	Commune				X	X	X	Commune APEE	1 500 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
75.	Construction des blocs de latrines	- Multiplication et suivi des demandes ; - recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages.	10 blocs de 03 latrines sont construits	Commune				X	X	X	Commune FEICOM PIB	30 000 000
76.	Réfection et équipement des salles de classe	- Multiplication et suivi des demandes ; - recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages.	08 salles de classe sont réfectionnées	Commune PNDP				X	X	X	Commune PNDP	20 000 000

- **Secteur : Culture**

- **Problème central : Difficulté de valoriser le patrimoine culturel**

- **Objectif global : Valoriser le patrimoine culturel de la commune**

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
77.	Construction des maisons de la culture	- Multiplication et suivi des demandes ; - choix et délimitation des sites ; - recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages.	03 maisons de culture construites	Commune Etat				X	X	X	Commune BIP	60 000 000

- **Secteur** : Promotion de la femme et de la famille
- **Problème central** : Difficulté pour les femmes et les familles vulnérables de s'épanouir.
- **Objectif global** : Créer des conditions favorables à l'épanouissement des femmes et des familles vulnérables.

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
78.	Organisation des mariages collectifs	- Sensibilisation des populations de l'importance des mariages légaux ; - Choix d'une période d'organisation des mariages collectifs ; - Organisation des mariages collectifs.	Au moins 20 mariages légaux célébrés chaque année	Commune Chefs traditionnels				X	X	X	Les mariés	PM
79.	Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille	- Multiplication et suivi des demandes ; - choix et délimitation du site ; - recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - équipement du centre ; - réception de l'ouvrage.	Un centre de promotion de la femme et de la famille construit et équipé.	Commune MINFPROF				X	X	X	Commune MINFPROF	70 000 000

- **Secteur** : Travail et sécurité sociale
- **Problème central** : Difficulté d'accès à un travail décent et à une sécurité sociale
- **Objectif global** : Garantir la protection sociale des travailleurs

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
80.	Sensibilisation sur la nécessité d'affiliation des employés de tous les secteurs socio professionnels à la CNPS		50 employés affiliés à la CNPS chaque année	Commune				X		X	Les employeurs	2.500 000
81.	Création d'une mutuelle de santé	- Montage d'un dossier de création d'une mutuelle de santé ; - montage d'un dossier de création d'une mutuelle de santé ; - organisation d'une mutuelle de santé.	Une mutuelle de santé est créée.	Commune				X	X	X	Commune	3 000 000

- **Secteur : Commerce**
- **Problème central : Difficulté à se ravitailler aux produits de première nécessité.**
- **Objectif global : Assurer un ravitaillement et un écoulement permanent des biens et services**

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources			Coût estimatif (en FCFA)	
					2011	2012	2013	H	M	F		Sources de financement
82.	Construction des hangars dans les marchés	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplication et suivi des demandes ; - choix et délimitation des sites ; - recherche de financement ; - formulation des appels d'offre et passation de marchés ; - exécution et suivi des travaux ; - réception des ouvrages ; - mise en place des comités de gestion. 	03 hangars sont construits	Commune				X	X	X	Commune FEICOM	60 000 000
83.	Construction d'un marché moderne	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplication et suivi des demandes ; - choix et délimitation du site ; - recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - réception du marché moderne ; - mise en place du comité de gestion. 	Un marché moderne est construit	Commune				X	X	X	Commune FEICOM	80 000 000

- **Secteur** : Emploi et formation professionnelle
- **Problème central** : Difficulté d'accès à un emploi décent et à un centre de formation professionnelle
- **Objectif global** : Garantir l'offre d'emplois décents et une bonne formation professionnelle

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
84.	Création, construction et équipement d'une SAR/SM	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplication et suivi des demandes pour la création d'une SAR/SM ; - choix et délimitation du site ; - recherche de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - exécution et suivi des travaux ; - équipement de la SAR/SM ; - réception de la SAR/SM ; - mise en place du comité de gestion. 	Une SAR/SM est construite et équipée	Commune Etat				X	X	X	BIP	50 000 000
85.	Sensibilisation et l'information des populations sur l'appui au montage et au financement des microprojets	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des projets et programmes susceptibles de financer les microprojets ; - information sur le montage et le financement des microprojets selon le canevas de chaque bailleur de fonds ; - information des populations sur les différents canevas. 	Au moins 10 microprojets sont financés chaque année	Commune				X	X	X	Commune Projets	2 000 000
86.	La constitution d'un fichier des acteurs du secteur informel	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des acteurs du secteur informel ; - Recensement des acteurs du secteur informel. 	Au moins 70% des compétences locales et des métiers locaux sont répertoriés	Commune				X	X	X	Commune	PM

- **Secteur** : Petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat
- **Problème central** : Difficulté de passer du secteur informel au secteur formel.
- **Objectif global** : Favoriser la migration des activités du secteur informel au secteur formel.

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
87.	Recensement et organisation des artisans	- Identification de tous les artisans ; - Recensement de tous les artisans.	80% des artisans sont recensés	Commune				X	X	X	Commune	2 000 000
88.	La construction d'une vitrine artisanale	- Organisation des artisans de la commune ; - Multiplication et suivi des demandes pour la création d'une vitrine artisanale ; - recherche des financements ; - choix et délimitation du site devant abriter la vitrine artisanale ; - construction de la vitrine artisanale ; - Mise en place et formation du comité de gestion ; - incitation des artisans à fabriquer et à exposer leurs produits.	Une vitrine artisanale construite et équipée	Commune MINPMESA				X	X	X	Commune MINPMESA	35 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
89.	Le montage et le financement des miro projets.	- Prise de contact avec les cadres de la délégation des petites et moyennes entreprises et des cadres de l'administration ; - Montage des microprojets pour financement ; - diffusion de l'information utile aux acteurs ; - acheminement et suivis des microprojets montés ; - financement des microprojets - suivis des bénéficiaires.	10 microprojets financés chaque année	Commune				X	X	X	Commune MINPMESA Projets	3 000 000
90.	Renforcement des capacités des acteurs du secteur informel	- Identification de toutes les PME de la commune ; - recherche des financements ; - formation des acteurs des PME.	70% des acteurs du secteur informel sont renforcés	Commune				X	X	X	Commune DDMIPMESA	3 000 000

- **Secteur** : Industries, mines et développement technologique.
- **Problème central** : Impact insuffisant de l'activité minière sur les recettes de la commune.
- **Objectif global** : Moderniser l'exploitation des ressources minières.

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
91.	Organisation de l'exploitation de la colombo-tantalite	- Recensement de tous les exploitants ; - structuration des exploitants artisanaux de la colombo-tantalite ; - fixation des taxes liées à l'exploitation de la colombo-tantalite.	Degré d'amélioration de la gestion de la colombo-tantalite	Commune Exploitants artisanaux				X	X	X	Commune	3 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
92.	Création d'une carrière municipale.	- Prise de contact avec le MINIMIDT ; - recherche des financements ; - études de faisabilité.	01 carrière municipale créée	Commune				X	X	X	Commune MINIMIDT	20 000 000
93.	Découverte des nouveaux sites de la colombo-tantalite.	-Prise de contact avec le MINIMIDT ; - recherche des consultants en domaine de sondage des gisements miniers ; - élaboration et signature du cahier de charges.	02 nouveaux sites découverts	Les privés				X	X	X	Les privés	PM

- **Secteur** : Poste et télécommunication
- **Problème central** : Difficulté d'accès aux infrastructures de télécommunication
- **Objectif global** : Rendre significatif l'offre de service postal et celle de télécommunication moderne.

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
94.	Opérationnalisation du télé centre communautaire polyvalent	- Achat d'un générateur d'énergie ; - installation des appareils informatiques et équipements ; - recyclage du personnel.	80% d'appareils fonctionnent normalement.	Commune				X	X	X	Commune	5 000 000
95.	Construction et équipement du bâtiment de la poste	- Multiplication et suivi des demandes ; - recherche des financements ; - choix et délimitation du site devant abriter le bâtiment de poste ; - construction et équipement de la poste ; - réception de l'ouvrage.	Un bâtiment de poste construit et équipé	Commune MINPOSTE				X	X	X	Commune BIP	25 000 000

- **Secteur : Transports**
- **Problème central : Mauvaise organisation du secteur de transport**
- **Objectif spécifique global : Assurer l'offre et la pérennisation des infrastructures de transport.**

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources			Coût estimatif (en FCFA)	
					2011	2012	2013	H	M	F		Sources de financement
96.	Pose d'une signalisation appropriée	- Prise de contact avec les techniciens ; - recherche de financement ; - fabrication d'un panneau de signalisation ; - fixation du panneau de signalisation.	75% des étrangers dans la ville de Mayo-Darlé sont bien orientés ; - le taux d'accident y relatif est réduit de 50%	Commune DDTRANS				X	X	X	Commune DDTRANS	5 000 000
97.	Organisation périodique des formations des taximen motos	- Recherche des financements ; - recherche des consultants ; - recensement des taximen motos ; - choix des périodes de formation ; - formation des taximen motos.	80% des taximen motos formés	Commune DDTRANS				X	X	X	Commune DDTRANS	1 500 000
98.	Construction d'un parc de stationnement pour camions	- Etude de faisabilité ; - recherche de financement ; - identification et aménagement d'un site ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - choix du prestataire ; - exécution et suivi du marché ; - mise en place et formation d'un comité de gestion.	100% des camions de passage dans la ville de Mayo-Darlé sont stationnés dans le parc ;	Commune DDTRANS				X	X	X	Commune FEICOM DDTRANS	40 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
99.	Aménagement d'une aire d'embarquement et débarquement des marchandises	- Recherche de financement pour la recherche d'un site de débarquement et d'aménagement des marchandises ; - aménagement du site ; - Mise en place et formation d'un comité de gestion du site.	- 90% des marchandises débarquées et embarquées sont sécurisées.	Commune				X	X	X	Commune	15 000 000
100	Construction d'un parc de stationnement pour autos (gare routière).	- Etude de faisabilité ; - recherche de financement ; - identification et aménagement d'un site ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - choix du prestataire ; - exécution et suivi du marché ; - mise en place et formation d'un comité de gestion.	90% d'autos de transport sont enregistrés dans le parc aux heures de travail	Commune DDTRANS				X	X	X	Commune FEICOM DDTRANS	35 000 000

- **Secteur** : Institution communale
- **Problème central** : Mauvaises performances de l'institution communale
- **Objectif global** : Améliorer les performances de l'institution communale à tous les niveaux

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
101.	Amélioration de la gestion de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de capacités des agents communaux ; - Modernisation de l'appareil administratif et informatique de la commune ; - Renforcement des effectifs des agents communaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - un plan de renforcement pour la quasi-totalité du personnel communal est mis en place ; - Le taux de réalisation du budget communal est de 90%. 	Commune FEICOM PNDP				X	X	X	Commune FEICOM PNDP	PM
102.	Construction de l'hôtel de ville	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche de financement ; - identification et aménagement d'un site ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - choix du prestataire ; - exécution et suivi du marché ; - réception de l'ouvrage. 	Un bâtiment abritant le siège de la Mairie construite.	Commune				X	X	X	FEICOM	135 000 000
103.	Acquisition d'un véhicule 4X4 de liaison pour la Mairie	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation de financement ; - négociation avec les partenaires ; - dotation de la commune d'un véhicule 4X4. 	Une voiture 4X4 est disponible	Commune				X	X	X	FEICOM	20 000 000

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non dilués)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
104.	Aménagement et fourniture de la bibliothèque municipale.	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation de financement ; - étude de faisabilité ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - choix du prestataire ; - exécution et suivi des travaux ; - fourniture et équipement du bâtiment ; - réception de l'ouvrage. 	Une bibliothèque municipale est construite et équipée	Commune				X	X	X	Commune PNDP Autres partenaires (Canada)	5 000 000
105.	Achevement de la tribune de la place de fête	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation de financement ; - formulation de l'appel d'offre et passation de marché ; - choix du prestataire ; - exécution et suivi des travaux ; - réception de l'ouvrage. 	Une tribune de fête est disponible	commune				X	X	X	Commune PNDP	8 000 000
106.	Aménagement des bureaux de l'équipe dirigeante	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des fonds ; - choix du prestataire ; - achat et installation des bureaux. 	02 bureaux et un classeur achetés	Commune				X	X	X	Commune	3 000 000
107.	Gestion saine des ressources publiques et celles transférées	<ul style="list-style-type: none"> - Engagement des dépenses sur les fonds disponibles ; - Invitation des acteurs clés à chaque processus décisionnel et aux choix des priorités ; - Transmission régulière des rapports d'activités à la tutelle. 	Degré de transparence de la gestion des ressources publiques et celles transférées réalisé.	Commune				X	X	X	Commune	PM

N°	Activités	Taches	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources				Coût estimatif (en FCFA)
					2011	2012	2013	H	M	F	Sources de financement	
108.	Renforcement des ressources humaines.	- Publication des avis de recrutement ; - organisation des commissions de recrutement ; - formation des achats communaux sur des thèmes spécifiques.	- Nombre de cadres recrutés ; - nombre d'agents communaux formés.	Commune				X	X	X	FEICOM PNDP CEFAM	PM

Synthèse du Cadre des Dépenses à Moyen Terme

N°	Secteur	Coût estimatif par année			Montant total en FCFA
		2011	2012	2013	
	Agriculture et développement rural	14 000 000	138 000 000	138 000 000	290 000 000
	Élevage, pêche et industries animales	33 000 000	99 000 000	99 000 000	231 000 000
	Forêts et faune	22 500 000	100 500 000	75 500 000	401 000 000
	Environnement et protection de la nature	1 600 000	12 500 000	22 000 000	36 100 000
	Recherche scientifique et innovation		5 000 000	10 000 000	15 000 000
	Jeunesse		2 000 000	33 000 000	35 000 000
	Tourisme	1 000 000	3 000 000	202 000 000	206 000 000
	Santé	5 200 000	92 800 000	17 000 000	115 000 000
	Sports et éducation physique			25 000 000	25 000 000
	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	30 000 000	20 000 000	20 000 000	70 000 000
	Développement urbain et habitat	95 000 000	5 000 000	5 000 000	105 000 000
	Domaines et affaires foncières	10 000 000	50 000 000		15 000 000
	Communication		15 000 000		15 000 000
	Eau et énergie	67 000 000	40 500 000	30 500 000	138 000 000
	Travaux publics	137 800 000	557 200 000	705 000 000	1 400 000 000
	Affaires sociales	2 000 000	2 500 000	42 500 000	47 000 000
	Enseignement supérieur	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
	Enseignements secondaires	22 050 000	48 100 000	5 100 000	75 250 000
	Education de base	92 200 000	41 500 000	45 800 000	179 500 000

N°	Secteur	Coût estimatif par année			Montant total en FCFA
		2011	2012	2013	
	Culture	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60 000 000
	Promotion de la femme et de la famille			70 000 000	70 000 000
	Travail et sécurité sociale	500 000	1 000 000	1 000 000	2 500 000
	Commerce	20 000 000	20 000 000	100 000 000	140 000 000
	Emploi et formation professionnelle		51 000 000	1 000 000	52 000 000
	Petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat	2 000 000	2 000 000	39 000 000	43 000 000
	Industries, mines et développement technologique	3 000 000	5 000 000	15 000 000	23 000 000
	Poste et télécommunication	5 000 000	10 000 000	15 000 000	30 000 000
	Transports	5 000 000	56 000 000	35 500 000	96 500 000
	Institution communale	151 000 000	20 000 000	10 000 000	181 000 000
TOTAL GENERAL		646 656 000	1 416 600 000	1 782 900 000	3 846 156 000

6.2 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Dans la mesure où, le CDMT est un ensemble d'opérations et de microprojets que la commune se propose de réaliser au cours des trois prochaines années, ces actions planifiées sont susceptibles de générer des impacts environnementaux et même sociaux qui peuvent être positifs ou négatifs. C'est la raison pour laquelle il y'a lieu de prendre en compte toutes ces mesures environnementales.

6.2.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

Tableau 21 : Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'atenuation envisageables

Microprojet	Localisation	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures envisageables
Construction et équipement des anciens postes agricoles	Pangari et Ribao	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet ;	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix ; - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site ; - Informer les personnes touchées ; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées et touchées conformément aux dispositions du PDIR ; - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent ; - Reboiser les alentours de l'ouvrage.
Construction de magasins de stockage	Boumdo, Mbilang, Pangari, Nyawa I, Bambol, Gbwaya Yamba, Nyara Guessam, Bamguéri quartiers Plan et Bonabéri	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site ; - Risques d'accident liés aux travaux ; - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins ; - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site ; 	
Construction des bâtiments administratifs et logement des personnels dans les CZCSV	Ribao et Boumdo	- Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage.	
Construction des aires d'abattages	Mayo-Darlé, Ribao et Boumdo		
Création et construction d'un centre multifonctionnel et de promotion des jeunes	Mayo-Darlé		
Construction et équipement d'un centre de santé	Boumdo		
Construction d'un stade municipal de football	Mayo-Darlé		
Construction d'un centre social à Mayo-Darlé.	Mayo-Darlé		
Construction et équipement des salles de classe	Lycée de Mayo-Darlé		
Construction et équipement d'une salle informatique	Lycée de Mayo-Darlé		
Construction et équipement des salles de classe	Nyalang, Wouro Gatta, Bounoukoum, Bamguéri, Mayo-Seyni, Mayo-Gnidounga, Mbilang,		

Microprojet	Localisation	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures envisageables
	Hamoia.		
Construction des maisons de la culture	Mayo-Darlé, Ribao, Boumdo, Mayo-Djinga et Pangari		
Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Mayo-Darlé		
Construction des hangars dans les marchés	Pangari, Marché Mondial et Ribao		
Construction d'un marché moderne	Mayo-Darlé		
Création et construction d'une SAR/SM	Mayo-Darlé		
La construction d'une vitrine artisanale	Mayo-Darlé		
Construction et équipement du bâtiment du bureau de poste	Mayo-Darlé		
Aménagement d'une aire d'embarquement et débarquement des marchandises	Mayo-Darlé		
Construction d'un parc de stationnement pour autos (gare routière).	Mayo-Darlé		
Construction de l'hôtel de ville	Mayo-Darlé		
Création des champs fourragers	Mayo-Darlé, Mayo-Djinga, Wouro Yobi et Ribao	- Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage ; - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site.	- Mettre en place un comité de gestion du Mp incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien ; - Reboiser les alentours de l'ouvrage.
Création des couloirs d'abreuvement	Tous les villages		
Augmentation des biefs/marres d'abreuvement	Mayo-Gnidounga, Mayo-Djinga, Mayo-Darlé, Pangari, Boumdo, Ribao et Yimbéré Plateau		
Construction des parcs vaccino-gènes	Boumdo, Mbilang, Pangari, Nyawa I,		

Microprojet	Localisation	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures envisageables
	Bambol, Mayo-Gnidounga, Ribao, Mayo-Djinga, Mayo-Darlé, Hamoa.		
Mise en place d'une pépinière communale	Mayo-Darlé	- Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage ; - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site.	- Mettre en place un comité de gestion du Mp incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien ; - Reboiser les alentours de l'ouvrage ;
Mise en place d'une forêt communale	Mayo-Darlé		- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix ;
Création d'une décharge municipale	Mayo-Darlé	- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site ; - Risques d'accident liés aux travaux ; - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet ;	- Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site ; - Informer les personnes touchées ; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées et touchées conformément aux dispositions du PDIR.
Aménagement des points d'eau potables dans les centres de santé existants	CMA, CSI de Ribao, CSI de Boumdo et Mayo-Djinga.	- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site ; - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage ;	- Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site ; - Mettre en place un comité de gestion du Mp incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien ;
Construction des points d'eau	Lamou Gotel, Wouro Yobi, Marché Mondial, Boumdo, Mayo-Djinga, Kavari, Yoli, Gbwaya Yamba, Yimbéré Plateau et Mayo-Darlé.	- Impacts divers liés aux choix de site ; - Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine ; - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage.	- Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ; - Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau ;

Microprojet	Localisation	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures envisageables
			- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé.
Création et entretien des pistes desservant les villages	Les bassins de production (Hamoia, Boumdo ; Mayo-Seyni ...).	- Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure ; - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins ;	- Utiliser les engins adaptés - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées ;
Entretien des routes secondaires et des ponceaux de la ville	Mayo-Darlé	- Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site ; - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement sur le braconnage ;	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes.) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent ;
Entretien des routes	Toutes les routes rurales	- Risques d'accident liés aux travaux ; - Augmentation des revenus dans la zone du microprojet ;	- Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux.
Réhabilitation des routes	Mayo-Djinga-Mayo-Darlé Mine-Mayo-Darlé.		- Reboiser le long de l'ouvrage ; - Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage, par des affiches et réunions Poser des affiches pour la prévention ; - Mettre les panneaux de signalisation du chantier ; Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) ; - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ; - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mettre en dépôt la partie biodégradable dans les anciennes zones d'emprunt
Construction des ouvrages d'art	Mayo-Darlé-Ngomdjor ; - Bonoukoum-Boutikouan ;	- Risques d'accident liés aux travaux ; - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux ; - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement sur le braconnage.	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier ; - Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées,

Microprojet	Localisation	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures envisageables
	- Mayo-Darlé-Boumdo ; - Boumdo-Mayo-Kouladjé ; - Kouladjé-Nyalang.		limitation de vitesse, etc.) ; - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mettre en dépôt la partie biodégradable dans les anciennes zones d'emprunt.
Aménagement d'aires des jeux	Lycée de Mayo-Darlé	- Risques d'accident liés aux travaux ; - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins ; - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site.	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes.) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent ; - Reboiser les alentours de l'ouvrage.

6.2.2 Plan sommaire de gestion de l'environnement

Tableau 22 : Plan sommaire de gestion de l'environnement

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Recrutement d'un agent de développement local /responsabilisation d'un membre du comité de suivi du PCD	- Publication de l'avis de recrutement ; - étude des dossiers des candidats ; - recrutement de l'agent.	Mairie (commission communale de passation des marchés)	2011-2013	Conseil municipal ; PNDP	PM	L'agent recruté doit être avoir le profil d'un environnementaliste ou l'équivalent.
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	- Préparation des TDR ; - Préparation des modules de formation ; - formation de l'agent.	PNDP	2011-2013	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; Délégation MINFOF ; Délégation MINADER ; Délégation MINEPIA ; Délégation MINEE ; PNDP ; Mairie	PM	
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental lors du montage des microprojets	- Descente sur les différents sites de réalisation des microprojets ;	Consultant chargé de monter le microprojet	2011-2013	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ;	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
	- remplissage des formulaires.			Agent de développement		microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	- Préparation des TDR ; - Préparation des modules de formation ; - formation de l'agent.	PNDP, Mairie	2011-2013	Délégation MINEP ; Délégation MINAS.	PM	
Sensibilisation et information des personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix.	- Recensement des personnes touchées ; - explication aux personnes touchées l'importance du MP et les critères de choix d'un site.	Mairie/Conseil municipal	2011-2013	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; Agent de développement local.	PM	
Provision pour les compensations des personnes déplacées	- Evaluation des biens perdus ; - identification des compensations ; - provision pour les compensations.	Mairie/Conseil municipal	2011-2013	-Mairie -MINDAF	A évaluer	Le coût doit être à hauteur des biens perdus.
Obtention d'un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site.	- Information des concernés de l'importance de l'acte de donation foncière ; - établissement de l'acte ; - signature de l'acte par les concernés.	Mairie/Conseil municipal	2011-2013	- Consultant ; - Agent de développement local.	PM	
Reboisement des alentours de l'ouvrage	- Identification et choix des espèces ; - acquisition des plants ; - reboisement.	Prestataire	2011-2013	Délégation MINEP ; Agent de développement local.	PM	Les espèces choisies doivent être celles adaptées à la localité.
Mise en place des comités de gestion	- Choix des membres des comités de gestion ; - formation des comités de gestion.	Communautés Prestataire	2011-2013	- Mairie - Agent de développement local	PM	Les membres des comités de gestion doivent être résidents et disponibles.
Interdiction systématique d'implanter les ouvrages		Prestataire	2011-2013	- Mairie - Agent de	PM	

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
dans les zones sensibles				développement local		
Interdiction pour les champs situés aux abords immédiats (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) de l'ouvrage d'utiliser les produits phytosanitaires	- Recensement des champs situés aux abords immédiats de l'ouvrage ; - Sensibilisation des propriétaires des champs.	Propriétaires des champs	2011-2013	- Mairie - Agent de développement local	PM	
Prévision d'un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie		Prestataires	2011-2013	- Mairie - Délégation MINEP - Agent de développement local	PM	
Mise en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et leur retournement aux entreprises spécialisées		Entreprises	2011-2013	- Mairie - Délégation MINEP - Agent de développement local	PM	
Respect des règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)		Entreprises	2011-2013	- Mairie - Délégation MINTP - Agent de développement local	PM	
Sensibilisation des populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage	- Organisation des causeries éducatives avec les populations riveraines et le personnel ; - faire le porte à porte.	Agent de développement local	2011-2013	- Mairie - CMA	PM	
Priorité pour le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO	- Information des communautés du travail à faire ; - publication des critères de recrutement ; - recrutement.	Entreprises	2011-2013	- Mairie - Agent de développement local	PM	Tenir compte de l'aspect genre.
Interdiction de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler)		Entreprises	2011-2013	- Mairie - Délégation MINTP - Agent de développement local	PM	
Mise en dépôt la partie biodégradable dans les anciennes zones d'emprunt.		Entreprises	2011-2013	- Mairie - Délégation MINTP - Agent de	PM	

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
				développement local		
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs, ainsi que des mesures environnementales des projets retenus	- Extraction des mesures environnementales des Mp ; - élaboration d'un plan de suivi des mesures	Agent de développement/Co mité de suivi du PCD	2011-2013	Délégation MINEP ; MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	A évaluer	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des Mp	- Inclure les clauses dans le DAO ; - mise en œuvre des clauses.	-Mairie, PNDP -Entrepreneurs	2011-2013	Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM (intégrer dans le coût du Mp)	

6.3 Plan d'investissement Annuel (PIA)

Pour le compte de la première année, le Maire et ses conseillers municipaux optent intervenir dans 11 secteurs : l'éducation de base, l'agriculture et développement rural, l'élevage, pêche et industries animales, les enseignements secondaires, le développement urbain et l'habitat, les forêts et faune, l'environnement et la protection de la nature, les travaux publics, l'eau et l'énergie, la santé et l'institution communale.

6.3.1. Ressources mobilisables

Pour exécuter les projets retenus dans les 11 secteurs, l'exécutif communal compte sur des sources de financement suivantes : le BIP, le PNDP, le FEICOM et les recettes propres de la commune.

Tableau 23 : Ressources mobilisables et échéances

N°	Désignation du microprojet	Montant (en FCFA)	Source de financement	Echéances	Site de réalisation
1.	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	16 000 000	BIP	Décembre 2012	Louguéré Ngata
2.	Fabrication de 60 table-bancs	1 800 000	BIP	Décembre 2012	Louguéré Ngata
3.	Construction du bureau du maître	2 500 000	BIP	Décembre 2012	Louguéré Ngata
4.	Paquets minimum	2 920 000	BIP	Décembre 2012	Toutes les écoles
5.	Travaux en HIMO	2 800 000	BIP	Décembre 2012	Guengué
6.	Construction d'un forage	8 000 000	BIP	Décembre 2012	Lamou Gotel Dewa
7.	Aménagement de la voirie urbaine	60 000 000	BIP	Décembre 2011	Mayo-Darlé
SOUS TOTAL 1		94 020 000			
8.	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	22 000 000	FEICOM	Décembre 2012	Nyalang
9.	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	22 000 000	FEICOM	Décembre 2012	Mbilang
10.	Construction de l'hôtel de ville	135 000 000	FEICOM	Décembre 2012	Mayo-Darlé
11.	Construction de 02 salles de classe	22 000 000	FEICOM	Décembre 2012	Lycée de Mayo-Darlé
SOUS TOTAL 2		201 000 000			
12.	Réfection et équipement d'un bloc de 02 salles de classe	5 000 000	PNDP	Janvier 2012	Boumbo
13.	Réfection et équipement d'un bloc de 02 salles de classe	5 000 000	PNDP	Janvier 2012	Ribao
14.	Réfection et équipement d'un bloc de 02 salles de classe	5 000 000	PNDP	Janvier 2012	Mayo-Djinga
15.	Réfection et équipement d'un bloc de 02 salles de classe	5 000 000	PNDP	Janvier 2012	EP Maternelle
16.	Construction de 02 ponceaux	35 000 000	PNDP	Janvier 2012	Mayo-Darlé (FADA)
17.	Renforcement de l'énergie électrique par l'achat d'un puissant générateur	31 000 000	PNDP	Janvier 2012	Mayo-Darlé
18.	Réfection et équipement de la bibliothèque municipale	5 000 000	PNDP	Janvier 2012	Mayo-Darlé
19.	Achèvement de la construction de la tribune de la place des fêtes	8 000 000	PNDP	Janvier 2012	Mayo-Darlé
20.	Equipement du CMA	2 000 000	PNDP	Janvier 2012	Mayo-Darlé
21.	Construction d'un corridor d'abreuvement sur une distance de 1,5km	5 554 750	PNDP	Janvier 2012	Mayo-Gnidounga
22.	Mise en place des champs fourragers sur une superficie	20 593 675	PNDP	Janvier 2012	Mayo-Darlé, Mayo-Djinga,

N°	Désignation du microprojet	Montant (en FCFA)	Source de financement	Echéances	Site de réalisation
	de 20 ha				Wouro Yobi et Ribao
23.	Mise en place d'une pépinière communale de 30 000 plants et le reboisement de 02 ha	17 411 000	PNDP	Janvier 2012	Mayo-Darlé
24.	Préservation des forêts sacrées par la sécurisation des forêts sacrées sur une superficie de 26 ha	6 831 259	PNDP	Janvier 2012	Commune de Mayo-Darlé
SOUS TOTAL 3		151 390 684	Commune		
25.	Equipement informatique	1 800 000	Commune	Décembre 2012	Mayo-Darlé
26.	Payement de la dette	18 000 000	Commune	Décembre 2012	Mayo-Darlé
27.	Achat bureau du Maire	1 000 000	Commune	Décembre 2012	Mayo-Darlé
28.	Achat bureau receveur municipal	1 000 000	Commune	Décembre 2012	Mayo-Darlé
29.	Achat classeur du Secrétaire Général	600 000	Commune	Décembre 2012	Mayo-Darlé
30.	Passation des marchés	1 500 000	Commune	Décembre 2012	Mayo-Darlé
SOUS TOTAL 4		29 300 000			
TOTAL GENERAL		475 710 684			

Tableau 24 : Synthèse du Plan d'Investissement Annuel (PIA)

N°	Secteur	Coût estimatif en FCFA	Sites concernés
1.	Education de base	87 220 000	Louguéré Ngatta, Nyalang, Mbilang, Boumbo, Ribao, Mayo-Djinga et école maternelle de Mayo-Darlé
2.	Travaux publics	37 800 000	Guengué, Mayo-Darlé (FADA)
3.	Eau et énergie	39 000 000	Lamou Gotel Dewa et Mayo-Darlé
4.	Institution communale	155 700 000	Mayo-Darlé
5.	Enseignements secondaires	22 000 000	Mayo-Darlé
6.	Développement urbain et de l'habitat	60 000 000	Mayo-Darlé
7.	Elevage, pêche et industries animales	26 148 425	Mayo-Gnidounga, Mayo-Darlé, Mayo-Djinga, Wouro Yobi et Ribao
8.	Santé	2 000 000	Mayo-Darlé
9.	Forêts et faune	24 242 259	Mayo-Darlé
TOTAL GENERAL		475 710 684	

6.3.2 Programmation annuelle

La programmation annuelle des projets du PIA va du mois d'août 2011 à août 2012.

Tableau 25 : Programmation annuelle du PIA

N°	Activités	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables	Année : 2011-2012												Ressources			Coût indicatif	Sources
				Août	Sept	Octobre	Novemb	Désemb	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	H	M	F		
1.	Construction des salles de classe.	08 salles de classe construites	Commune													X	X	X	82 000 000	FEICOM BIP
2.	Réfection et équipement des salles de classe	08 salles de classe réfectionnées et équipées	Commune													X	X	X	20 000 000	PNDP
3.	Construction des ponceaux	02 ponceaux construits	Commune													X	X	X	35 000 000	PNDP
4.	Renforcement de l'énergie électrique	01 groupe électrique acheté	Commune													X		X	31 000 000	PNDP
5.	Fabrication des table-bancs	60 table-bancs fabriqués	Commune													X	X	X	1 800 000	BIP
6.	Construction du bureau du maître	01 bureau construit	Commune																2 500 000	BIP
7.	Paquets minimum	Le matériel didactique distribué aux directeurs d'écoles	Commune													X	X	X	2 920 000	BIP
8.	Travaux en HIMO	Les bords des routes nettoyés	Commune																2 800 000	BIP
9.	Construction du forage	01 forage construit	Commune													X	X	X	8 000 000	BIP
10.	Aménagement de la voirie urbaine	5 km des routes secondaires de la ville entretenues	Commune													X	X	X	60 000 000	BIP
11.	Construction de l'hôtel de	01 bâtiment de l'hôtel	Commune													X	X	X	135 000	FEICOM

N°	Activités	Produits / Indicateurs Résultats	Responsables	Année : 2011-2012												Ressources			Coût indicatif	Sources		
				Août	Sept	Octobre	Novemb	Décemb	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	H	M	F				
	ville	de ville construit																			000	
12	Réfection et équipement de la bibliothèque municipale	Une bibilothèque opérationnelle	Commune															X	X	X	5 000 000	PNDP
13	Achèvement de la construction de la tribune de la place des fêtes	Une tribune de fête opérationnelle	Commune															X	X	X	8 000 000	PNDP
14	Equipement du CMA	Nombre de lits et autres petits matériels achetés.	Commune															X	X	X	2 000 000	PNDP
15	Construction d'un corridor d'abreuvement	Un corridor d'abreuvement sur une distance de 1,5km construit	Commune															X	X	X	5 554 750	PNDP
16	Mise en place des champs fourragers	20 ha mis en valeur pour les champs fourragers	Commune															X	X	X	20 593 675	PNDP
17	Mise en place d'une pépinière communale et le reboisement	30 000 plants mis à terre et 2ha reboisés	Commune															X	X	X	17 411 000	PNDP
18	Préservation des forêts sacrées	26 ha de forêts sacrées sécurisés	Commune															X	X	X	6 831 259	PNDP
19	Equipement informatique	Nombre d'appareils informatiques achetés.	Commune															X	X	X	1 800 000	Commune
20	Payement de la dette	Montant de la dette soldé	Commune															X		X	18 000 000	Commune
21	Aménagement des services de l'équipe dirigeante	02 bureaux achetés 01 classeur acheté et installé	Commune															X	X	X	2 600 000	Commune
22	Passation des marchés	Nombre de marchés passés.	Commune															X		X	1 500 000	Commune

6.3.3 Plan opérationnel des populations vulnérables

Les résultats des diagnostics ont révélé que les populations vulnérables de la commune sont constituées des vieillards (personnes de 3^{ème} âge), des handicapés moteurs et sensoriels, des orphelins et des malades mentaux. Dans la commune, seul le foyer de charité de la mission catholique s'occupe de l'encadrement, du logement et de la nutrition d'une quinzaine des vieillards.

Tableau 26 : Plan opérationnel des populations vulnérables

N°	Cibles	Nature de l'appui	Responsables	Période	Ressources			Coût indicatif (en FCFA)	Sources
					H	M	F		
1.	Foyer de charité de la mission catholique	Financement	MINAS	2011-2012	X		X	PM	MINAS
		Médicaments	MINSANTE						MINSANTE
		Matériel et équipement	Commune						Commune
	Personnes de 3 ^{ème} âge	Assistance médicale	MINAS MINSANTE Commune Foyer de charité	2011-2012	X	X	X	PM	MINAS MINSANTE Commune
	Familles des personnes de 3 ^{ème} âge	Financement pour l'encadrement de leurs parents âgés	MINAS ONG et associations Commune Foyer de charité	2011-2012	X		X	PM	MINAS ONG et associations Commune
2.	Enfants orphelins vulnérables	Etablissement des actes de naissance	MINAS Commune	2011-2012					MINAS Commune
		Prise en charges dans l'éducation	MINAS Commune ONG et associations		X	X	X		MINAS
3.	Handicapés moteurs (les jeunes)	Facilitation à leur éducation	MINAS Commune ONG et associations	2011-2012	X	X	X		MINAS
4.	Handicapés sensoriels (aveugles, sourd-muets et lépreux)	Matériel	MINAS Commune ONG et Associations	2011-2012	X	X	X		MINAS ONG et Associations

N°	Cibles	Nature de l'appui	Responsables	Période	Ressources			Coût indicatif (en FCFA)	Sources
					H	M	F		
		Assistance médicale	MINAS MINSANTE Commune	2011-2012	X	X	X		Etat
		Financement de leurs activités	MINAS Commune ONG et Associations	2011-2012	X		X		Etat

6.4 Plan de passation des marchés

Afin de permettre à l'équipe dirigeante de consommer toutes les offres financières qui se signalent durant la période d'août 2011 à août 2012, le plan de passation des marchés suivant est dressé.

Tableau 27 : Plan de passation des marchés

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalable CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DAO	Préparation DAO	Date non objection CTD	Délai de soumission	Date Ouverture des plis	Date Evaluation	Date Non Objection CTD	Attribution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à Louguéré Ngata	01	16 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/01/12	15/02/12	60 jrs	23/03/12	11/04/12	02/05/12	03/05/12	16 000 000	03/07/12
					Réalisé										
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à Nyalang	01	22 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/01/12	15/02/12	60 jrs	23/03/12	11/04/12	02/05/12	03/05/12	22 000 000	03/07/12
					Réalisé										
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à Mbilang	01	22 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/1/12	15/2/12	60 jrs	23/3/12	11/4/12	2/5/12	3/5/12	22 000 000	3/7/12
					Réalisé										

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalable CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DAO	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouvre ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
Construction d'un bloc de 02 salles de classe au lycée da Mayo-Darlé	01	22 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/1/12	15/2/12	60 jrs	23/3/12	11/4/12	2/5/12	3/5/12	22 000 000	3/7/12
					Réalisé										
Fabrication de 60 table-bancs	01	1 800 000	Gré à gré		Prévu								15/4/12	1 800 000	15/6/12
					Réalisé										
Construction du bureau du maître	01	2 500 000	Gré à gré		Prévu								15/4/12	1 800 000	15/6/12
					Réalisé										
Paquet minimum	01	2 920 000	Gré à gré		Prévu								5/11/11	2 920 000	5/1/12
					Réalisé										
Réfection et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à Ribao	01	5 000 000	Cotation	Post théorie	Prévu								5/2/12	5 000 000	5/4/12
					Réalisé										
Réfection et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à EP Maternelle	01	5 000 000	Cotation	Post théorie	Prévu								5/2/12	5 000 000	5/4/12
					Réalisé										
Réfection et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à Boumdo	01	5 000 000	Cotation	Post théorie	Prévu								5/2/12	5 000 000	5/4/12
					Réalisé										
Réfection et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à Mayo- Djinga	01	5 000 000	Cotation	Post théorie	Prévu								5/2/12	5 000 000	5/4/12
					Réalisé										
Travaux en HIMO à Ngué Ngué	01	2 800 000	Gré à gré		Prévu								25/7/12	2 800 000	25/9/11
					Réalisé										

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat			
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalable CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DAO	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouvre ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison	
Construction de 02 ponceaux à Mayo-Darlé (Fada)	01	35 000 000	Appel d'offre	Post théorie	Prévu		25/1/12	15/2/12	60 jrs	23/3/12	11/4/12	2/5/12	3/5/12	22 000 000	3/7/12	
					Réalisé											
Construction d'un forage à Loumou Gotel	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/1/12	15/2/12	60 jrs	23/3/12	11/4/12	2/5/12	3/5/12	22 000 000	3/7/12	
					Réalisé											
Achat d'un puissant générateur	01	31 000 000	Appel d'offre	Post théorie	Prévu		25/1/12	15/2/12	60 jrs	23/3/12	11/4/12	2/5/12	3/5/12	22 000 000	3/7/12	
					Réalisé											
Equipement informatique	01	1 800 000	Gré à gré		Prévu								10/3/12	1 800 000	10/5/12	
					Réalisé											
Achat bureau du Maire	01	2 600 000	Gré à gré		Prévu								10/3/12	1 800 000	10/5/12	
Achat bureau receveur municipal					Réalisé											
Achat classeur du Secrétaire Général					Réalisé											
Construction de l'hôtel de ville	01	135 000 000	Appel d'offre		Prévu		20/11/11	11/12/11	60 jrs	17/1/12	5/2/12	26/2/12	27/2/11	135 000 000	27/7/12	
					Réalisé											
Réfection et équipement de la bibliothèque municipale	01	5 000 000	Cotation	Post théorie	Prévu								5/2/12	5 000 000	5/4/12	
					Réalisé											
Achèvement de la construction de la tribune de la place des fêtes	01	8 000 000	Cotation	Post théorie	Prévu								5/2/12	8 000 000	5/4/12	
					Réalisé											
Aménagement de la voirie urbaine	01	60 000 000			Prévu									60 000 000		
					Réalisé											Sept

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat			
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalable CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DAO	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouvr ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison	
																2011
Equipement du CMA	01	2 000 000	Cotation	Post théorie	Prévu								5/2/12	2 000 000		5/4/12
					Réalisé											
Construction d'un corridor d'abreuvement sur une distance de 1,5km	01	5 554 750	Cotation	Post théorie	Prévu								10/11/11	5 554 750		10/1/12
					Réalisé											
Mise en place des champs fourragers sur une superficie de 20 ha	01	20 593 675	Cotation	Post théorie	Prévu								20/2/12	20 593 675		20/4/12
					Réalisé											
Mise en place d'une pépinière communale de 30 000 plants et le reboisement de 02 ha	01	17 411 000	Cotation	Post théorie	Prévu								10/12/11	17 411 000		10/5/12
					Réalisé											
Préservation des forêts sacrées par la sécurisation des forêts sacrées sur une superficie de 26 ha	01	6 831 259	Cotation	Post théorie	Prévu								25/3/12			25/5/12
					Réalisé											

VII. MECANISME DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-EVALUATION DU PCD

7.1 La mise en œuvre du PCD

La mise en œuvre du PCD sera assurée et suivie par l'ensemble des acteurs locaux suivant le principe de subsidiarité à cultiver dans le cadre de la gestion concertée du développement.

7.1.1 Les acteurs de mise en œuvre du PCD

Pour une mise en œuvre réussie du plan, il s'avère indispensable de mettre en place et faire fonctionner un mécanisme institutionnel souple mais efficace. Les acteurs dudit mécanisme sont ;

- ✚ Le conseil municipal ;
- ✚ Les services communaux ;
- ✚ Les services déconcentrés de l'Etat ;
- ✚ Les organisations professionnelles et autres associations ;
- ✚ Le secteur privé (prestataires de service, opérateurs économiques, etc.) ;
- ✚ Les partenaires au développement de la commune (ONG, projets, institutions internationales de financement du développement, etc.) ;
- ✚ Les chefs traditionnels ;
- ✚ Les élites ;
- ✚ La tutelle.

7.1.2 Les rôles des acteurs

Le tableau ci-après récapitule les principales tâches des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PCD.

Tableau 28 : Rôles des différents acteurs dans la mise en œuvre du PCD

N°	Acteurs	Rôles
1.	Conseil municipal	- Assurer la maîtrise d'ouvrage ; - rechercher les financements ; - attribuer les marchés ; - suivre la mise en œuvre des projets/programmes ; - faire le plaidoyer (domaines ne relevant pas de sa compétence).
2.	Services communaux	- Elaborer les DAO et les TDR ; - suivre la réalisation des projets.
3.	ONG et associations	- mobiliser et encadrer les populations ; - assurer la formation de la population, des structures de gestion et des élus locaux ; - exécuter certains projets relevant de leur compétence.
4.	Services déconcentrés de l'Etat	- Elaborer les dossiers de projets ; - apporter les informations (programme

N°	Acteurs	Rôles
		gouvernemental, normes, etc.) et conseiller le Maire dans leurs domaines respectifs ; - faciliter les études et contrôles.
5.	Partenaires au développement	Appui la mise en œuvre du PCD par la mise à disposition des fonds et par un renforcement des capacités des agents communaux.
6.	Secteur privé	Mettre à disposition des services pour les études, contrôles, travaux, etc.
7.	Les chefs traditionnels	- Faciliter la mobilisation et l'adhésion des populations ; - conseiller les populations ; - considérer comme une caution morale ; - suivre la réalisation des projets.
8.	Les Elites	- Rechercher les financements et les partenaires ; - conseiller le Maire.
9.	La Tutelle	- Suivre la réalisation des projets ; - conseiller le Maire et ses conseillers ; - faciliter les relations entre le Maire et les services déconcentrés de l'Etat ; - veiller à ce que les projets réalisés cadrent avec les grandes orientations de l'Etat.

7.2 Le dispositif de suivi-évaluation du PCD

Le suivi-évaluation de la mise en œuvre concerne tous les acteurs de la mise en œuvre. Mais le noyau central du dispositif doit être l'administration communale et le comité de suivi-évaluation du PCD.

7.2.1 Les acteurs du suivi-évaluation

Tous les acteurs qui interviennent dans la mise en œuvre sont impliqués à différents degrés dans le suivi et l'évaluation du plan communal de développement. Il s'agit :

- 🇳🇬 Du Maire (conseil municipal) ;
- 🇳🇬 Des conseillers ;
- 🇳🇬 Des services communaux ;
- 🇳🇬 Des services déconcentrés de l'Etat ;
- 🇳🇬 Des institutions partenaires mettant en œuvre des projets de développement ;
- 🇳🇬 La société civile.

7.2.2 Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

A la fin de l'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation, le Maire et ses conseillers ont mis en place un comité de suivi-évaluation du PCD composé de :

Président : BAROUA NGNAKEU

Rapporteurs : ADAMOU PIERRE

ABBA YAMSA

Membres: ABOUBAKAR BABA SIDIKI

AHMADOU TIDJANI

DIDAM HAMADJODA

MOHAMADOU ELWARDI

HAMAYADJI SALIFOU

FOUGAT FRANÇOIS

HAMADAMA ADAMOU

Ce comité sera chargé de :

- ❖ Mesurer le taux de réalisation des actions prévues ;
- ❖ Apprécier le niveau d'engagement des responsables d'activités dans leurs tâches d'une part et d'autre apprécier le niveau d'atteinte des résultats, les changements produits au niveau des personnes, des structures et de la commune ;
- ❖ Rendre possible l'appréciation de l'impact des projets réalisés en matière de réduction de la pauvreté ;
- ❖ Maîtriser les mécanismes socio-économiques, culturels et politiques qui favorisent la pauvreté ;
- ❖ Permettre au conseil municipal ou à l'exécutif communal de prendre à temps les mesures idoines pour corriger à ajuster les actions, les stratégies, les projets ;
- ❖ Permettre aux conseillers municipaux de suivre l'adéquation entre le PCD et le budget communal.

7.3 Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA

Pour le suivi aisé du PIA, il s'avère nécessaire de ressortir tous les indicateurs objectivement mesurables du plan d'investissement annuel qui seront consignés dans le tableau suivant :

Tableau 29 : Indicateurs de suivi du PIA

Actions engagées dans l'année	Calendrier				Ressources				Réalizations				Commentaire et recommandations
	Délai prévu	Délai de réalisation	Ecart	Justifications	prévisions	réductions	Ecart	Justifications	prévisions	réductions	Ecart	Justifications	
Construction des salles de classe	03/07/12				82 000 000				08 salles de classe				Les salles de classe construites doivent être conformes aux normes de l'éducation de base.
Fabrication des table-bancs	15/6/12				1 800 000				60 table-bancs				
Construction du bureau du maître	15/6/12				2 500 000				01 bureau				Le bureau construit doit répondre au plan type du Ministère de l'éducation de base.
Paquet minimum	5/1/12				2 920 000				01 paquet				
Réfection et équipement des salles de classe	5/4/12				20 000 000				08 salles de classe				
Construction des ponceaux	3/7/12				35 000 000				02 ponceaux construits				
Construction d'un forage	3/7/12				8 000 000				01 forage construit				
Achat d'un puissant générateur	3/7/12				31 000 000				01 générateur acheté				
Equipement informatique	10/5/12				1 800 000				02 ordinateurs 01 imprimantes				
Achat bureau du Maire	10/5/12				1 000 000				01 bureau				
Achat bureau receveur municipal	10/5/12				1 000 000				01 bureau				
Achat classeur du Secrétaire Général	10/5/12				600 000				01 classeur				
Construction de l'hôtel de ville	27/7/12				135 000 000				01 bâtiment construit				L'entrepreneur doit tenir compte des

Actions engagées dans l'année	Calendrier				Ressources				Réalizations				Commentaire et recommandations
	Délai prévu	Délai de réalisation	Ecart	Justifications	prévisions	réductions	Ecart	Justifications	prévisions	réductions	Ecart	Justifications	
													aspects environnementaux.
Réfection et équipement de la bibliothèque municipale	5/4/12				5 000 000				01 bâtiment réfectionné				Les documents ne font pas partie du marché.
Achèvement de la construction de la tribune de la place des fêtes	5/4/12				8 000 000				Une Tribune achevée				
Aménagement de la voirie urbaine	Septembre 2011				60 000 000				5 km de routes de la ville entretenues				Marché de l'exercice 2010-2011
Equiperment du CMA	5/4/12				2 000 000				Nombre de lits et autres petits matériels achetés.				
Construction d'un corridor d'abreuvement sur une distance de 1,5km	10/1/12				5 554 750				Un corridor sur une distance de 1,5km construit				Cet ouvrage pourra significativement réduire les conflits agropastoraux.
Mise en place des champs fourragers sur une superficie de 20 ha	20/4/12				20 593 675				20 ha de pâturage viabilisés				
Mise en place d'une pépinière communale et reboisement de 02 ha	10/5/12				17 411 000				30 000 plants mis à terre et 2ha reboisés				
Préservation des forêts sacrées.	25/5/12				6 831 259				26 ha de forêts sacrées sécurisés				
Passation des marchés	23/3/12				1 500 000				03 commissions de passation tenues				
Paiement de la dette	Janv-Fév 2012				18 000 000				Montant de la dette soldée				

7.4 Dispositifs, outils et fréquence du reporting.

Les mesures à prendre en compte doivent répondre à une exigence majeure : allier technicité et participation des acteurs, en outre, il doit être léger et le moins coûteux possible. L'administration communale a un travail technique de collecte, de traitement et d'analyse de l'information à faire. Les différents acteurs de développement doivent également prendre part à l'exercice de suivi-évaluation : il faut donc institutionnaliser le comité de suivi-évaluation.

Eu égard à tout ce qui précède, les mesures à prendre pour opérationnaliser le suivi-évaluation sont :

- Créer et/ou rendre opérationnel le comité de suivi-évaluation du PCD ;
- Créer et rendre fonctionnel ce comité.

Ce comité de suivi-évaluation pourra s'appuyer sur les outils suivants : le PIA, le plan de passation des marchés, la programmation annuelle, le tableau des indicateurs de suivi et les fiches des projets du PIA.

La fréquence du reporting sera mensuelle compte tenu de la lourde mission qui l'interpelle.

7.5 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

La mise en œuvre du plan de développement sera concrétisée à travers des opérations quotidiennes menées par différents acteurs dans leurs domaines respectifs. Il n'est pas évident d'y parvenir avec une programmation à long terme. C'est pourquoi, il est indispensable d'élaborer des plans annuels qui constituent des extraits plus détaillés et plus précis de la programmation triennale (CDMT).

A cette occasion, les informations sur la disponibilité des financements, les engagements des partenaires identifiés seront pris en compte pour planifier la tranche annuelle de l'année considérée ainsi que son suivi sur les 12 mois. C'est le contenu de ce plan annuel qui doit constituer l'essentiel du plan d'investissements de la commune pour l'exercice concerné.

En vue de mieux maîtriser la mise en œuvre et le suivi dudit plan annuel d'investissement, il est indispensable de le détailler en planifications périodiques (trimestrielles ou semestrielles) appuyées d'un plan conséquent de trésorerie.

VIII PLAN DE COMMUNICATION

Afin d'éviter que les actions planifiées dans le présent document dorment dans les tiroirs, un outil de marketing du PCD est un intérêt capital.

Cet outil de communication pourra attirer à coup sûr des partenaires au développement et se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 30 : Plan de communication

OBJECTIFS	ACTIVITE	THEMATIQUE/ MESSAGE/ TACHE A EXECUTER	EMETTEUR/ RESPONSABLE	RECEPTEUR/ BENEFICIAIRE/ DESTINATAIRE	SUPPORTS/ OUTILS/ METHODE	PERIODE	INDICATEURS
Présenter l'image de marque de la Commune	Production des dépliants	Présentation sommaire du plan de Développement de la Commune	Maire, élites	PTF, ONG, Ambassades, projets de développement, organismes internationaux.	Dépliant, site internet	2011-2013	- Nombre d dépliants distribués ; - un site Web disponible.
	Participation aux émissions radio	Les réalisations de la Commune, les potentialités de la commune	Maire, chef service technique et agent de développement	La population, les PTF, les ONG, les projets de développement.	Média radiophoniques et télévisuels	2011-2013	Nombre de passages aux émissions radios
	Produire des rapports annuels	La présentation de la réalisation de la Commune	Maire	PTF, ONG, Ambassades	Les rapports d'activités	2012	le nombre de rapports produits
	Création d'une adresse électronique de la commune	Publication des potentialités de la commune	Maire, Chef de la cellule de communication	La population, les PTF, les ONG, les projets de développement.	Internet	2011	Une adresse électronique disponible
Créer un bulletin Communal	Rédaction des articles	Rédaction d'articles	Le Secrétaire Général	La population, les PTF, les ONG	La presse	2012	Le nombre de publications
	Contractualisation avec un cadre en communication	Publication des articles relatifs aux réalités de la commune	Le Maire	La population, les PTF, les ONG ; les projets de développement	La presse	2012	Le nombre d'articles publiés.

CONCLUSION

Après un atelier de trois jours au cours duquel tous les acteurs de développement de la commune ont été impliqués, la commune de Mayo-Darlé a pu mettre en place son plan de développement. C'est un plan qui ressort 29 secteurs plus les axes de renforcement de la commune en tant que institution. Dans ce plan on peut avoir les informations sur les actions planifiées sur 03 ans. Il nous édifie également sur le plan d'investissement annuel estimé à **475 310 684 FCFA** intégrant 11 secteurs pour le compte de l'année août 2011 à août 2012.

Le coût global de réalisation de ce plan peut être estimé à **18 063 000 000 FCFA** et sa mise en œuvre nécessite que la commune soit une institution forte. Les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du plan ont pu être identifiés. C'est ainsi qu'un comité de mise en œuvre et de pilotage dudit PCD a été mis en place de manière participative avec l'ensemble des participants. A cet effet, un renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles est nécessaire. Par ailleurs, la mobilisation de toutes les populations et des forces vives de la commune est un élément essentiel et incontournable. Ce document constitue pour l'exécutif communal un guide, un chemin vers le développement de la commune en passant par la bonne gouvernance locale.

Lu et approuvé, le Maire

Lu et approuvé, visa du Préfet

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

Manuel du praticien en planification communale 2010 et 2008

Fiches consolidées de collecte des données

Guide Rapide du Diagnostic de l'Institution Communale 2010

Document de la Stratégie de la Croissance et de l'Emploi (DSCE)

Vision du Cameroun à l'horizon 2035

Démarche d'élaboration de cadre sommaire de gestion de l'environnement